



Right2Grow
End of Programme Report
MALI
2021 - 2025

Report submitted by:
Ibrahima Dembele

Table des matières

Liste des acronymes	5
1 Vue d'ensemble et contexte du programme (2021-2025).....	7
1.1 Justification et contexte national	7
1.2 Théorie du changement et interventions clés.....	7
1.3 Champ d'application géographique et population cible	8
1.4 Stratégies.....	9
1.5 Changements contextuels	10
1.6 Gestion des risques et programmation adaptative	11
1.7 Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage	11
1.8 Partenariat et gouvernance.....	12
2 Résultats et principales réalisations.....	13
2.1 Mobilisation communautaire	13
2.2 Renforcer les organisations de la société civile	18
2.3 Approche multisectorielle	22
2.4 Mobiliser les acteurs internationaux du développement	27
2.5 Genre, jeunesse et inclusion	30
2.6 Changement climatique et réponses locales.....	30
2.7 Contributions aux indicateurs des IGG	31
2.8 Soutien technique	31
3 Données probantes, apprentissage et action	32
3.1 Perspectives et adaptation fondées sur des données probantes.....	32
3.2 Initiatives d'apprentissage en collaboration.....	33
3.3 Partage des connaissances et influence externe.....	34
4 Développement durable	34
4.1 Intégration de la durabilité et de l'appropriation locale	34
4.2 Ce qui continue après 2025	35
5 Conclusion et recommandations.....	37
5.1 Performance du programme	37
5.1.1 Réflexion sur les réalisations et les défis du programme.....	37
5.1.2 Enseignements tirés des stratégies et des interventions du programme	38
5.2 Collaboration au sein du partenariat.....	39
5.2.1 Collaboration entre les acteurs et les niveaux	39
5.2.2 Enseignements tirés de la collaboration	40
5.3 Meilleures pratiques.....	40
5.4 Recommandations pour la programmation future	42

Annexes	45
Annexe 1 : Théorie du changement par pays	45
Annexe 2 : Cadre de résultats par pays	45
Annexe 3 : Contributions aux indicateurs IGG.....	61
Annexe 4 : Résultats récoltés	61
Annexe 5 : Histoires d'impact.....	63



Résumé exécutif

Programme	Right2Grow
Le pays	Mali
Zones de mise en œuvre	District de Bamako, Région de Kayes (cercles de Kayes et Bafoulabé) Mali
Numéro du programme	Numéro d'activité de Power of Voices : 4000004339 Numéro d'impact du ministère des affaires étrangères : 100001237
Période de référence	2021-2025
Partenaire de mise en œuvre	ONG internationales - Lead : Action contre la Faim Action contre la Faim-Espagne - Mission Mali - Co-lead: Word Vision International - Centre for Economic Governance and Accountability in Africa (CEGAA) ONG/OSC nationales partenaires - Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), - Association Malienne pour la Protection de l'Environnement "STOP-SAHÉL" - Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement- (CN-CIEPA), par ailleurs Point focal SWA Société Civile - Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) - Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM) - Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES)
Personne de contact	Lead du Consortium Mamadou Diop Directeur Pays / Action contre la Faim-Espagne Mali madiop@ml.acfspain.org Co-Lead du Consortium : Patrick Danieri National Director/World Vision Mali Skype: patrick.daniere
Bureau de soutien du partenaire mondial	Action contre la Faim Action contre la Faim-Espagne - Madrid
Personne de contact	Paloma Martin de Miguel, Regional Dest Officer, pmartin@accioncontraelhambre.org
Bailleur de fonds	Ministère des Affaires étrangères (MFA), Pays-Bas

Mis en œuvre de 2021 à 2025 sous la coordination d'Action contre la Faim (lead) et World Vision International (co-lead), à travers les structures partenaires STOP-SAHÉL, OMAES, GSB, AMADECOM, CN-CIEPA et AJCAD, le programme Right2Grow, financé par le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, a œuvré à réduire durablement la malnutrition et à améliorer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) dans 24 communes des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et du District de Bamako, pour un budget global de 4,750 millions d'Euro. Ensemble, ces acteurs ont renforcé la gouvernance locale, la participation citoyenne et la transparence budgétaire au cœur des politiques publiques locales.

Le premier axe d'intervention a porté sur la gouvernance locale et la redevabilité citoyenne. Right2Grow a renforcé les capacités des collectivités territoriales et redynamisé 24 Comités de Veille Citoyenne (CVC). Le projet a facilité

36 CLOCSAD, 119 CAOCSAD et 16 dialogues d'interface entre élus et citoyens, favorisant la redevabilité et la planification participative. Le Plan d'Action Multisectoriel de Nutrition (PAMN 2021–2025) a été disséminé et intégré dans les PDESC, traduisant un engagement accru des communes. L'appui à la Revue multisectorielle 2023 a consolidé l'adoption de l'approche triple nexus (humanitaire–développement–paix).

Selon un membre du CVC de Koulikoro, « *Le projet nous a donné les moyens d'agir. Nous dialoguons désormais sans barrière avec nos élus.* ».

Le second axe d'intervention a institutionnalisé le suivi budgétaire participatif à travers l'outil BMET et la méthodologie ouest-africaine d'analyse budgétaire multisectorielle. Ce mécanisme a permis d'inscrire 3,4 millions FCFA dans les budgets de huit communes pour la nutrition, tandis que dix autres ont ajouté une ligne budgétaire spécifique à la nutrition. Le taux de recouvrement fiscal est passé de 66 % à 81 %. Les Comités de veille citoyenne (CVC) à travers leur mobilisation ont permis l'intégration de la nutrition auprès des commissions budgétaires, garantissant un meilleur alignement entre les priorités communautaires et les budgets communaux. Une innovation majeure fut l'introduction du suivi budgétaire au niveau communal, offrant une lecture claire de l'effort des collectivités territoriales en matière de nutrition et WASH. À Sirakorola, un plaidoyer communautaire a permis de réduire le prix de l'eau de 500 à 250 FCFA/m³, facilitant l'accès de quarante (40) ménages supplémentaires à l'eau potable.

« *Nous savons maintenant où va chaque franc, et nous pouvons demander des comptes* », témoigne un membre du CVC.

Le troisième axe d'intervention du projet, axé sur le plaidoyer inclusif et l'autonomisation communautaire, a favorisé la participation active des femmes et des jeunes grâce à l'approche Bridge4Voices. Cette démarche a contribué à la reconnaissance du droit à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement dans la Constitution du 22 juillet 2023 dans ses articles 10 et 25, à la révision du Code de l'eau et de la Politique nationale de l'eau et de l'assainissement, à l'intégration de la nutrition comme axe prioritaire dans quinze PDESC communaux, à la réhabilitation de soixante-trois points d'eau et neuf latrines scolaires, et soutenu soixante groupements féminins engagés dans la transformation de produits locaux. Les communautés ont mobilisé plus de dix tonnes de vivres pour les démonstrations nutritionnelles.

La plateforme Bèsèya, outil de sensibilisation numérique, a amplifié les messages de sensibilisation, d'engagement, de plaidoyer sur la nutrition, le WASH et la mise en relation des groupements de femmes transformatrices agro-alimentaires avec le marché, tandis que le concours annuel des meilleures publications a encouragé la solidarité nationale, illustrée par des actions humanitaires au profit d'enfants vulnérables.

L'expérience du programme Right2Grow Mali (2021-2025) a montré que la planification rigoureuse, la coordination des ressources et la flexibilité des interventions sont déterminantes pour maintenir la performance dans un contexte instable. L'adaptation continue aux besoins locaux, appuyée par des formations ciblées et des campagnes communautaires, a renforcé les compétences locales et favorisé des changements durables de comportements.

L'implication des Comités de Veille Citoyenne (CVC), des OSC partenaires et des autorités locales a consolidé la durabilité des acquis, renforcé la redevabilité et facilité l'intégration de la nutrition et du WASH dans les politiques locales. Les CVC se sont distingués par des actions de plaidoyer concrètes, adressant des demandes formelles aux autorités et favorisant des réponses tangibles.

L'accompagnement du secteur privé dans la production et la commercialisation d'aliments nutritifs a également stimulé la visibilité et l'accès à des produits de qualité.

L'évaluation finale souligne que la synergie entre partenaires et l'autonomie locale a été des leviers essentiels de

succès, malgré les défis liés à la faible participation des jeunes et des femmes et à la coordination politique limitée. Cette analyse pourrait s'expliquer par le faible échantillonnage des groupes enquêtes.

La collaboration étroite avec l'Ambassade des Pays-Bas, via bulletins trimestriels, comités de pilotage et participation aux ateliers, a favorisé la transparence, la redevabilité et l'alignement stratégique. Le programme a également partagé avec l'ambassade le film retraçant le parcours du projet en versions française et anglaise, contribuant à une meilleure visibilité nationale et internationale du projet.

La collecte régulière des données de changement (Outcome Harvesting), l'apprentissage et la communication numérique ont facilité la capitalisation et amplifié le plaidoyer. Ce processus a permis la production de 3 fiches thématiques, 5 fiches d'apprentissage d'activités et 3 fiches de capitalisation, disponibles dans le Catalogue d'apprentissage Right2Grow.

Cependant, la coordination avec certaines institutions politiques a parfois limité l'ancrage institutionnel des résultats, imposant dans l'avenir, une anticipation accrue, un accompagnement technique continu et une coordination renforcée avec les décideurs afin de surmonter ces obstacles.

La durabilité a été pensée dès 2024 à travers un plan de pérennisation articulé autour de six axes : Les CVC seront intégrés dans les Comités de Développement Villageois, de Quartier et de Fraction conformément au décret interministériel en vigueur, leur permettant de bénéficier d'un appui financier de l'État qui pourra soutenir leur plan d'action sous le leadership des maires ; Le changement climatique, les chocs environnementaux et la cohésion sociale sont désormais reconnus comme leviers structurants pour atteindre les objectifs WASH et nutrition dans une approche triple nexus pour consolider les acquis et promouvoir une gouvernance durable de la nutrition et surtout l'eau potable (ODD6); Le modèle Right2Grow doit être élargi à toutes les communes des régions de mise en œuvre voir aux 815 collectivités territoriales, avec un renforcement des points focaux d'analyse budgétaire (secrétaires généraux, régisseurs) sur la méthodologie ouest-africaine ; L'appropriation des textes de la décentralisation et la formation des acteurs territoriaux sur la budgétisation croisée (autorités locales, journalistes, CVC) viseront à ancrer la redevabilité et l'inclusion ; L'axe média intégrera davantage la perspective genre et les initiatives féminines et de jeunes au niveau locale seront soutenues ; Un dispositif de suivi-évaluation renforcé au niveau des CVC permettra d'assurer la collecte de données locales et l'ajustement continu des interventions.

Ainsi, Right2Grow a démontré qu'une gouvernance locale inclusive, un suivi budgétaire participatif et un plaidoyer communautaire coordonné peuvent créer les conditions d'une nutrition durable et d'un accès équitable à l'eau. Son héritage repose sur l'autonomisation des collectivités, la redevabilité citoyenne et la résilience locale, ouvrant la voie à un Mali sans faim.

Liste des acronymes

AC	Agent Communautaire de Suivi S4T
ACF	Action contre la Faim
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AEPHA	Accès à l'Eau Potable l'Hygiène et de l'Assainissement
AJCAD	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
AJMNSA	Alliance des Journalistes Maliens en Faveur de la Nutrition et la Sécurité Alimentaire
AMADECOM	Association Malienne pour le Développement Communautaire
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ASACO	Association de Santé Communautaire
AVEC	Association villageoise d'Épargne et de Crédit
BMET	Budget Monitoring, Evaluation and Tracking
BMTT	Baseline Management and Technical Team
CAD-MALI	Coalition des Alternances Africaines Dettes et Développement
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CAOCSAD	Comité d'Arrondissement d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEGAA	Centre for Economic Governance and Accountability in Africa
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation de concertation et de suivi des Actions de développement
CN-CIEPA	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
CNPS	Comité national de pilotage stratégique
CNT	Conseil National de Transition
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Campagnes de prévention contre le Paludisme Saisonnier
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Économique et le développement durable
CT	Collectivité Territoriale
CTIN	Comité Technique Intersectoriel de Nutrition
CTN	Cellule Technique de la Nutrition
CU5	Les Enfants de moins de 5 ans
CVC	Comité de Veille Citoyenne
DGB	Direction Général du Budget
DGCT	Direction Générale des collectivités territoriales
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DRH	Directeur Régional de l'Hydraulique
EID	Espace d'Interpellation Démocratique
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
HLM	High-Level Meetings
FAMA	Forces Armées Maliennes
FDS	Fondation pour le Développement au Sahel
FIRKA	Festival International des Rails Kayes
GFF	Global Financing Facility
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GSAN	Groupe de soutien aux activités de nutrition
GSB	Groupe de Suivi Budgétaire
IGG	Inclusive Green Growth
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
L&A	Lien et Apprentissage
MAG	Malnutrition Aiguë Globale

MAE/IGG	Ministère des Affaires Étrangères / Inspection Générale du Gouvernement
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
NAVARRA	Fond du gouvernement NAVARRE (Espagne)
N4G	Nutrition for Grow
OH	Outcome Harvesting
OCB	Organisation Communautaire de Base
ODD	Objectif de Développement Durable
OI	Outcome intermédiaire (résultat intermédiaire)
OMAES	Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Output (extrant)
OSC	Organisation de la Société Civile
PAD	Prêt à être diffusé
PAMN	Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition
PDESC	Programme de Développement Économique, Social et Culturel
PESTEL	Politique, Économique, Sociologique, Technologique, Environnemental et Légal
PMR	Plan de Mobilisation des Ressources
PNA	Politique National d'Assainissement
PNE	Politique National de l'Eau
PNN	Politique Nationale de Nutrition
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RJEPA	Réseau des Journalistes pour l'Eau Potable et Assainissement
RMP	Révision Mi-Parcours
S4T	Savings For Transformation
SC	Société Civile
SEGAL	Secrétaire Général
SRMNEA-N	Santé de la Reproduction de la Mère, du Nouveau-né, de l'Enfant, de l'adolescent et la nutrition
STDE	Services Techniques Déconcentrés de l'État
STOP SAHEL	Association Malienne pour la Protection de l'Environnement
SUN	Scaling Up Nutrition
SWA	Sanitation and Water for All (Eau et Assainissement pour tous)
SWOT	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
TDRL	Taxe de développement régional et local
TdC	Théorie de Changement
UNRA	Unité Nationale de Recherche et d'Analyse
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
WVI	World Vision Mali

1 Vue d'ensemble et contexte du programme (2021-2025)

1.1 Justification et contexte national

Au lancement du projet Right2Grow en 2021, le Mali traversait une période de transition politique complexe, marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale en 2020, la mise en place d'un Conseil National de Transition et l'organisation d'un référendum constitutionnel en juin 2023. Parallèlement, le retrait progressif de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) a contribué à fragiliser davantage la sécurité nationale et la stabilité institutionnelle.

Entre 2021 et 2025, la situation sécuritaire s'est nettement détériorée avec l'intensification des attaques armées, des braquages et des embuscades, y compris dans les zones d'intervention du projet (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Bamako). Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 a eu un impact profond : elle a affaibli les systèmes de santé, perturbé les chaînes d'approvisionnement, aggravé l'insécurité alimentaire et limité l'accès aux services de base, y compris la nutrition. Elle a également freiné la mise en œuvre de nombreuses activités communautaires et réduit les ressources disponibles pour les collectivités à travers une centralisation des investissements environ 70% au niveau national et 30% de transfert vers les collectivités alors que ça devrait être l'inverse. La suspension et/ou réduction de l'aide budgétaire occidentale et l'interdiction des projets financées par les bailleurs français, ainsi que l'expulsion d'ONG accusées d'espionnage pour des pays occidentaux ont encore restreint l'espace humanitaire et l'espace civique et limité les capacités d'intervention.

Face à ces défis, Right2Grow a adapté ses stratégies en renforçant le plaidoyer, en développant des formations sur la sécurité, en mobilisant les acteurs locaux et en soutenant les mécanismes communautaires pour maintenir les services essentiels. La situation nutritionnelle demeure préoccupante : 26,6 % des enfants souffrent de la malnutrition chronique, 18,1 % d'insuffisance pondérale et la région de Kayes enregistre 14,2 %, 10% et 5,6 % pour les régions de Koulikoro et Sikasso de malnutrition aiguë globale¹. Ces enjeux sont aggravés par la faible mobilisation communautaire et l'intégration insuffisante de la nutrition dans les Programmes de Développement Économique, Social et Culturel (PDESC). La pertinence du projet réside dans sa capacité à renforcer la résilience des communautés et des institutions, à promouvoir une gouvernance participative et à intégrer le droit à l'eau et à la nutrition dans les politiques locales, malgré un contexte politique, sanitaire et sécuritaire instable.

1.2 Théorie du changement et interventions clés

L'objectif final de Right2Grow est que chaque enfant au Mali puisse atteindre son plein potentiel, grâce à l'engagement conjoint des décideurs pour réduire durablement la sous-nutrition à travers une approche multisectorielle, inclusive et sensible au genre. La théorie du changement repose sur quatre voies de changement complémentaires.

Pour la voie de changement 1 : Les communautés mobilisées et investissant dans les services sociaux de base adoptent des pratiques optimales en nutrition et WASH, en coopérant avec le secteur privé.

Stratégie clé : Sensibiliser massivement les communautés et promouvoir leur participation active à la gestion de la nutrition et du WASH.

¹ Enquête SMART 2024

Interventions clés : Campagnes médiatiques locales et via la plateforme Bèsèya, émissions radios/Télévisées et concours journalistiques, journées citoyennes d'assainissement et de reboisement, formations sur les bonnes pratiques nutritionnelles, promotion de l'entrepreneuriat féminin à travers la transformation des produits locaux et la mobilisation de ressources endogènes.

Pour la voie de changement 2 : Les organisations de la société civile (OSC) renforcées en plaidoyer et gouvernance agissent efficacement pour prévenir la sous-nutrition.

Stratégie clé : Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des OSC et Comités de Veille Citoyenne (CVC) en plaidoyer, gouvernance et suivi budgétaire.

Interventions clés : Formations sur le contrôle citoyen, le plaidoyer fondé sur les évidences et le cycle budgétaire, création d'AVEC, appui aux plans d'action citoyens, et participation aux cadres de concertation étatiques (CAOCSAD, CLOCSAD).

Pour la voie de changement 3 : Le gouvernement, les parlementaires et les entités décentralisées adoptent une approche intégrée et multisectorielle de la nutrition dans les politiques, plans et budgets.

Stratégie clé : Promouvoir une gouvernance intégrée et fondée sur les données probantes pour l'internalisation durable de la nutrition et du WASH dans les politiques publiques.

- Interventions clés : Dissémination du PAMN 2021–2025, formations des élus et parlementaires, appui au mouvement SUN-OSC et aux réseaux WASH-Nutrition, plaidoyer pour la prise en compte dans la constitution le droit à l'alimentation et à l'eau, plaidoyer pour l'intégration de la nutrition dans les PDESC et budgets communaux ; Plaidoyer National pour faire du WASH un levier de changement social : Des actions soutenues par Right2Grow comprenant des études (Modèle de recherche trio Fantastico GSAN-B), la dissémination des résultats, et l'engagement des collectivités.

Pour la voie de changement 4 : Bailleurs de fonds et acteurs internationaux coordonnent leurs efforts dans le cadre du Nexus humanitaire-développement via un plaidoyer conjoint des partenaires Right2Grow, OSC et gouvernement.

Stratégie clé : Renforcer la cohérence entre bailleurs et acteurs internationaux par une diplomatie du plaidoyer et un apprentissage commun.

Interventions clés : Participation aux forums internationaux (SWA, SUN, ODD, Nutrition4Growth), ateliers sur le Nexus humanitaire-développement-paix, missions conjointes bailleurs-OSC-État et réunions semestrielles de pilotage.

La théorie du changement a été validée à mi-parcours pour sa cohérence avec les politiques nationales et sa capacité à promouvoir un Mali sans faim, fondé sur la gouvernance partagée, la redevabilité et l'autonomisation des acteurs locaux. Suite à cette évaluation, les adaptations suivantes ont été effectuées : Au niveau opérationnel, l'alignement sur le calendrier des activités administratives (CLOCSAD, journées commémoratives liées à la nutrition et au WASH, CTIN) a été effectué. Dans le contexte de transition politique au Mali, les activités visant les parlementaires et les élus locaux ont été étendues au personnel permanent de l'Assemblée nationale et des mairies, garantissant ainsi la pérennisation des acquis du programme.

1.3 Champ d'application géographique et population cible

Right2Grow a été réalisé par Action contre la Faim (Lead) et Word Vision (Co-lead) avec 6 partenaires nationaux sous le soutien financier et technique du ministère des affaires étrangères des Pays-Bas à hauteur de 4,750 millions d'Euro pour 5ans. Il est mis en œuvre dans quatre régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Koutiala) avec une couverture de 24 communes d'intervention et les 6 communes de Bamako. Ces zones ont été ciblées en

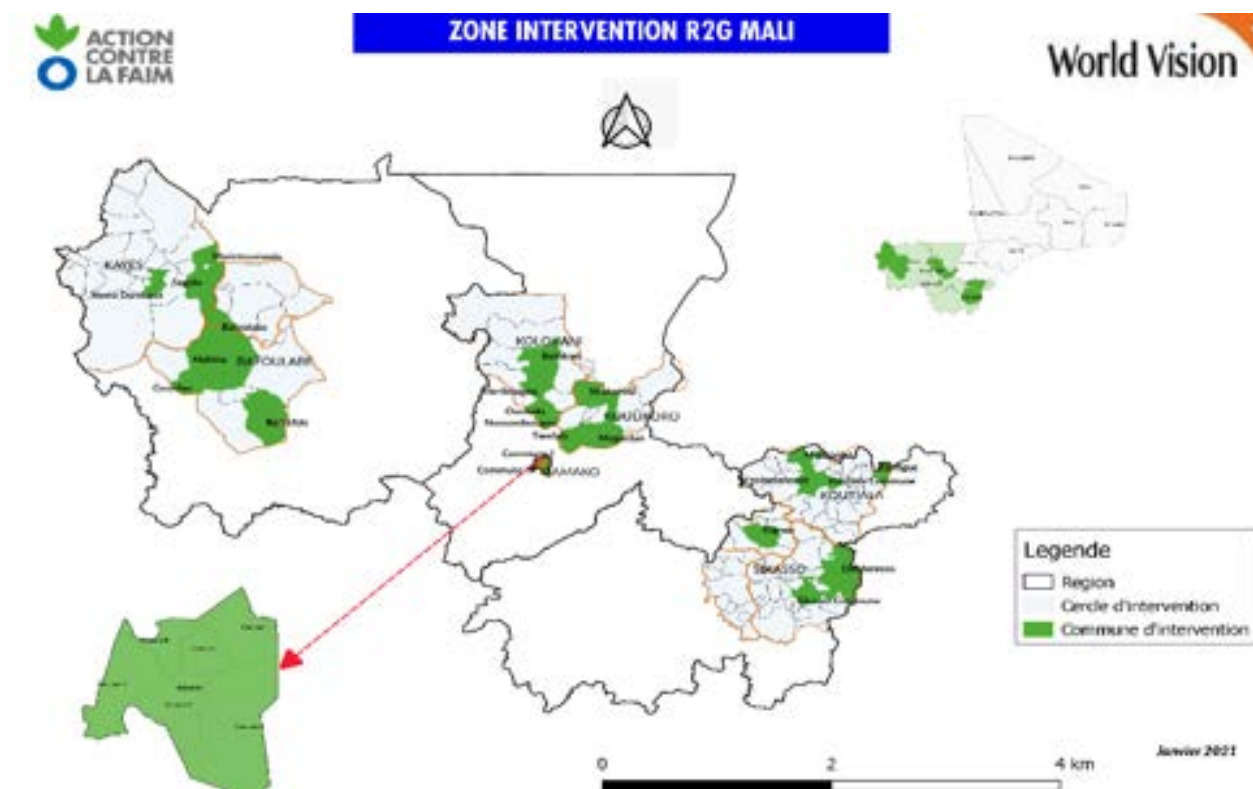
raison de la forte prévalence de la malnutrition, de la faible couverture des services de base WASH, et de la vulnérabilité socio-économique. Ces différentes actions ont ciblé principalement les Organisation communautaire de Base (OCB), les Organisation de la Société Civile (OSC), le gouvernement, les membres du Conseil National de Transition (CNT), les collectivités territoriales, les services techniques, les bailleurs de fonds et les acteurs internationaux du développement. Au cours des cinq années de mise en œuvre du programme, notre intervention s'est articulée à plusieurs niveaux :

Au niveau international, par notre participation à divers forums et processus internationaux ;

Au niveau national, notamment dans le District de Bamako, en collaboration avec les parlementaires, le gouvernement et les services techniques centraux, avec les clusters (nutrition, WASH, Protection) , mouvement SUN et le comité SWA ; réseaux des journalistes (WASH et nutrition), Académie recherche (cadre de l'Etude GSAN-B : les trio fantastico).

Au niveau local, en partenariat avec les services techniques déconcentrés, les collectivités territoriales et les associations locales.

Au cours des cinq années (2021-2025), le programme a adapté son champ d'action en renforçant progressivement la participation communautaire et en intégrant des thématiques transversales (genre, inclusion, changement climatique). Bien que la zone géographique soit restée concentrée sur les régions de Kayes, Bafoulabé, Sikasso et Koulikoro, l'approche a évolué vers une meilleure articulation entre niveaux communal, régional et national, permettant de maximiser l'impact et d'influence sur les politiques publiques.



1.4 Stratégies

Au lancement du programme Right2Grow (2021), les stratégies reposaient sur une approche communautaire inclusive, centrée sur les femmes et les groupes vulnérables, le renforcement des capacités des OSC locales et le plaidoyer politique et budgétaire en faveur de la nutrition et du WASH. L'objectif était de stimuler la mobilisation sociale, la bonne gouvernance locale et l'alignement sur les priorités nationales de développement.

À la suite de l'évaluation à mi-parcours, plusieurs ajustements ont été introduits pour optimiser les performances et la durabilité. Ils ont porté sur le renforcement de la communication interne, avec une stratégie partagée entre partenaires, le transfert progressif de la coordination aux ONG nationales dès 2023, la révision concertée de dix indicateurs du cadre de résultats, et le partenariat renforcé avec la Direction Générale du Budget et le CTIN pour améliorer le suivi budgétaire communal et au leadership dans le plaidoyer et la mise en œuvre des activités. Par ailleurs, les CVC ont bénéficié de sessions de renforcement sur la rédaction de notes de plaidoyer et le suivi citoyen.

La gestion adaptative a été un élément clé pour s'ajuster aux réalités sécuritaires, institutionnelles et sociales. Le programme a favorisé la création et l'animation des CVC, l'implication accrue des élus, la promotion du leadership féminin, la voix citoyenne à travers la plateforme numérique Bèsèya, des campagnes médiatiques et des actions écologiques de reboisement. Cette évolution a transformé Right2Grow d'un plaidoyer technique en un modèle de transformation systémique plaçant les communautés au cœur du changement. Aussi la persistance du contexte d'insécurité et politique depuis 2012, a imposé la mise en avant de l'adoption du triple nexus et pour se faire Right2Grow a organisé un cadre de concertation de haut niveau afin d'avoir un alignement et la mise en place d'une feuille de route nationale d'opérationnalisation et de coordination.

Enfin, l'intégration du processus d'apprentissage et de partage (A&P) a permis de documenter, capitaliser et diffuser les bonnes pratiques. Le Mali a produit huit fiches d'apprentissage et trois fiches de capitalisation, contribuant au catalogue d'apprentissage du programme Right2Grow. Cette approche a consolidé la résilience institutionnelle, l'appropriation locale et la durabilité des résultats.

1.5 Changements contextuels

Depuis 2021, le Mali a connu des changements majeurs ayant profondément influencé la mise en œuvre du programme Right2Grow. Le pays a traversé une transition politique complexe, marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale en 2020, la création du Conseil National de Transition et l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2023. Parallèlement, le retrait de la MINUSMA et l'expansion des groupes armés ont accentué l'insécurité, notamment dans les zones d'intervention du programme (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Bamako).

Sur le plan sécuritaire, les Forces armées maliennes (FAMA) poursuivent des actions de sécurisation sur l'ensemble du territoire, bien que des attaques terroristes sporadiques persistent. À la suite d'une évaluation sécuritaire menée par World Vision, la commune de Danderesso (région de Sikasso) a été classée zone à haut niveau d'insécurité, entraînant depuis 2023 une restriction des déplacements du personnel. Cependant, cette mesure n'a pas eu d'impact sur la mise en œuvre des activités du programme dans la localité. Ainsi, les activités de regroupement ont été déplacées dans les chefs-lieux de Sikasso.

Sur le plan humanitaire, la pandémie de COVID-19 a provoqué une forte perturbation : affaiblissement du système de santé, rupture des chaînes d'approvisionnement, hausse de l'insécurité alimentaire et baisse de fréquentation des services de base y compris la nutrition. À cela s'est ajoutée une crise économique marquée par l'inflation, la suspension de l'aide budgétaire occidentale et l'interdiction d'ONG financées par la France, réduisant l'espace civique et les capacités d'action des partenaires locaux.

Face à ces chocs, Right2Grow a adapté ses approches :

- Renforcement du plaidoyer politique et budgétaire à travers des espaces de concertation sur la nutrition et le WASH;
- Organisation de formations sur la sécurité et de sessions d'apprentissage pour les OSC ;
- Responsabilisation accrue des acteurs locaux dans la coordination et le suivi ;

Ces ajustements ont permis de maintenir l'engagement communautaire et de renforcer la résilience des structures locales malgré la dégradation du contexte. Les changements observés dans l'espace civique et les dynamiques de gouvernance ont également favorisé l'émergence de politiques locales plus favorables à la nutrition et au WASH, facilitant un meilleur accès des populations aux services essentiels. Les fenêtres d'opportunité ont été au niveau national, la constitution de 1992 a été identifiée insuffisante par l'ensemble des acteurs et la preuve que deux régimes avant la transition actuelle avait voulu la modifier et niveau des collectivités environ 95% des programmes de Développement Economique, Social et Culturel arrivaient à termes.

Ainsi, le programme a su transformer les contraintes contextuelles en leviers d'apprentissage et d'adaptation pour la durabilité de ses acquis.

1.6 Gestion des risques et programmation adaptative

Lors de la conception de Right2Grow, plusieurs risques majeurs avaient été identifiés : l'instabilité politico-sécuritaire, les violences électorales, la récupération politique du travail des Comités de Veille Citoyenne (CVC), et les risques accrus de violences basées sur le genre (VBG). Ces risques se sont effectivement matérialisés au cours de la mise en œuvre et ont influencé, à divers degrés, les stratégies du programme.

L'instabilité politique et les changements institutionnels successifs ont perturbé le plaidoyer auprès des instances nationales, notamment pour l'ancrage institutionnel de la nutrition dans la Primature (PNA, PNE, Code de l'eau). Pour atténuer cet impact, le programme a adopté une gestion adaptative, reposant sur la reprogrammation des activités, la responsabilisation accrue du personnel (Les membres des OSC nationales étaient en avant sur la mise en œuvre des plaidoyers et communications), Renforcement des cadres de concertation entre les OSC et les décideurs dans les zones où les autorités sont absentes ou instables comme la commune de Danderesso et l'engagement continu avec les nouvelles autorités, assurant ainsi la continuité du plaidoyer.

L'insécurité persistante a freiné le financement du WASH et de la nutrition. En réponse, des évidences solides ont été produites (études, infographies, témoignages) démontrant l'importance d'investir dans ces secteurs même en temps de crise. La veille sécuritaire et la flexibilité dans la planification ont permis de maintenir les interventions dans 8 communes.

Les risques liés aux Violences Basées sur le Genre (VBG) se sont accrus, particulièrement dans les zones de crise alimentaire aiguë, comme à Kayes où le taux de malnutrition aiguë globale a atteint 14,9 % en 2024. Le programme a répondu par une meilleure implication des femmes dans les structures communautaires (GSAN, CVC, cadres de concertation), la valorisation des produits locaux et la promotion du leadership féminin.

Enfin, pour prévenir la récupération politique des CVC, des protocoles de collaboration et des campagnes de sensibilisation ont été menés auprès des élus et candidats, garantissant leur neutralité et la légitimité citoyenne des comités.

Ces mesures d'atténuation ont permis de préserver les acquis du programme, de renforcer la résilience communautaire et d'assurer une mise en œuvre flexible et cohérente malgré les perturbations.

1.7 Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage

Dans le cadre de son approche MEAL (Suivi, Évaluation, Responsabilité et Apprentissage), Right2Grow Mali a adopté une démarche participative centrée sur les partenaires. Un diagnostic initial a évalué leur niveau d'appropriation, suivi d'un accompagnement progressif alliant renforcement de capacités, appui technique et suivi rapproché. Des outils pratiques ont été développés : listes de présence améliorées, canevas de rapports,

outils de suivi des CVC, AVEC et groupements de femmes, récolte des résultats de changement (Outcome Harvesting).

Trois évaluations participatives (initiale, mi-parcours et finale) ont impliqué un comité national d'évaluation, favorisant le transfert de compétences et la prise de décision partagée. Le renforcement de la collecte et analyse des résultats Outcome Harvesting : L'atelier de Ségou facilité par le point focal MEAL du consortium global a permis aux équipes locales et aux partenaires de mise en œuvre de mieux comprendre et appliquer les méthodologies d'Outcomes Harvesting (OH) et leur lien avec la théorie du changement. Cela a permis d'améliorer la qualité dans la collecte des résultats et d'ajuster les actions en fonction des observations, renforçant l'impact des programmes. Parallèlement, une stratégie de responsabilisation et d'apprentissage croisé a encouragé la coordination et le leadership des partenaires, consolidant leur appropriation.

Une stratégie d'Apprentissage & de Partage (A&P) a été établie au Mali selon la vision suivante : "Au cours des 5 prochaines années, la documentation et le partage des connaissances des communautés et des partenaires de Right2Grow se feront de manière fluide, systématique et durable. Les apprentissages seront facilement accessibles et l'intégration continue de l'apprentissage pour augmenter l'impact des programmes et des politiques fera partie des méthodes de travail de tous les partenaires de Right2Grow ", avec 3 résultats : Résultat 1 : les apprentissages sont saisis ; Résultat 2 : les apprentissages sont utilisés ; Résultat 3 : les apprentissages sont partagés. Ainsi, au niveau national, trois points focaux A&P ont été nommés, puis formés par l'équipe du niveau global, afin de superviser la documentation, le partage et l'utilisation des enseignements tirés des activités du programme en vue de leur amélioration continue et durabilité. Le programme a organisé une étude intitulée Projet GSAN-B (GSAN-Bècèya; Bècèya: Propreté dans le comportement) intègre ledit programme et visait à générer localement des connaissances probantes pour soutenir des actions de plaidoyer en faveur du WASH et nutrition par une influence des politiques et normes. Les axes de plaidoyer que l'étude à déterminer sont : Révision du manuel de formation des GSAN en développant la composante EHA ou autres ; Financement durables des GSAN et Motivation des GSAN.

1.8 Partenariat et gouvernance

Le partenariat du programme Right2Grow au Mali s'inscrit dans un cadre de gouvernance participatif et multi-acteurs défini par l'accord de partenariat mondial. Le consortium national est conduit par Action contre la Faim (ACF) comme organisation lead et World Vision Mali (WV) comme co-lead, avec la participation de six partenaires nationaux et locaux : OMAES, AMADECOM, Stop Sahel, CN-CIEPA, GSB et AJCAD. Ces partenaires ont mis en œuvre le programme dans 24 communes d'intervention d'Action contre la Faim et de World Vision réparties entre Kayes, Bafoulabé, Koulikoro Kolokani, Sikasso et Koutiala.

La gouvernance du programme s'articule autour de trois niveaux : le Comité national de pilotage stratégique (CNPS), très actif dans la validation des plans et rapports techniques et financiers ; les Comités de pilotage locaux (CPL) au niveau des cercles, qui ont assuré la coordination et le suivi ; et les Comités communaux (CPC), dont le fonctionnement a été limité par des contraintes d'agenda et d'engagement de certains membres. L'Ambassade des Pays-Bas a joué un rôle clé d'orientation stratégique en tant que membre du CNPS, garantissant l'alignement avec les priorités nationales et les objectifs du partenariat.

La prise de décision s'est faite de manière participative et par consentement, renforçant la redevabilité mutuelle et la transparence. À partir de 2023, les OSC nationales ont été renforcées en conception de réunion, élaboration des termes de référence et la recherche d'un alignement sur les méthodologies et objectifs de la théorie du changement, la conception de note et stratégie de plaidoyer, la gestion des réunions ont progressivement pris le

leadership sur les réunions thématiques et la planification, marquant une avancée significative dans le transfert de pouvoir et l'autonomisation locale.

Cette gouvernance inclusive a permis une forte synergie entre les volets WASH et nutrition, l'intégration du genre dans les politiques locales à travers la prise en compte des engagements d'appui aux groupes de femme transformatrice et leur érection en coopérative), et l'émergence de comités de veille citoyenne (CVC) actifs dans le suivi des engagements publics. Ensemble, ces mécanismes ont consolidé la cohérence du programme et facilité l'atteinte des quatre résultats de Right2Grow, malgré les défis contextuels de 2021 à 2025.

2 Résultats et principales réalisations

2.1 Mobilisation communautaire

Voie de changement 1 : Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.

Entre 2021 et 2025, le programme Right2Grow Mali a contribué de manière significative à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration durable de la gouvernance locale du WASH et de la nutrition. Son approche multisectorielle, alignée sur les quatre piliers de l'État (systèmes agroalimentaires territoriaux, santé durable, protection sociale et WASH), a permis d'engager les collectivités, les organisations communautaires de base et le secteur privé autour d'un objectif commun : garantir aux enfants une croissance saine et un environnement favorable à la nutrition.

Dès 2021, la mise en place des Comités de Veille Citoyenne (CVC) et des Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) a constitué la base de l'action communautaire. À partir de 2022, des sessions communales de renforcement de capacités ont permis aux groupements féminins d'identifier leurs opportunités économiques et de structurer des chaînes de valeurs locales en nutrition et WASH. Parallèlement, la formation et l'équipement de six structures communautaires de transformation agroalimentaire ont favorisé l'émergence d'un entrepreneuriat féminin durable. Ces structures ont produit et commercialisé des bouillies enrichies et autres produits nutritifs à base de fonio, de mil et d'arachide, améliorant ainsi la sécurité alimentaire locale.



Un chargé de nutrition de Bafoulabé témoigne que « le taux de détection des cas de malnutrition modérée a augmenté de 40 %, suivi d'une réduction d'un tiers des cas de malnutrition aiguë sévère dans les huit communes appuyées par Action contre la Faim dans le cadre de Right2Grow ». Cette performance découle directement du travail conjoint des CVC, GSAN et groupements féminins dans la promotion de repas diversifiés et de comportements nutritionnels sains.

Entre 2023 et 2025, la dimension de plaidoyer et de gouvernance s'est consolidée. Des espaces CCOCSAD (Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement) ont été créés dans 17 communes, favorisant la redevabilité publique et la participation citoyenne. Un atelier national de plaidoyer budgétaire a permis de renforcer la collaboration entre élus, société civile et services techniques, tandis que

l'atelier sur la redevabilité mutuelle avec les Cellules de Planification Stratégiques (CPS) et le ministère des Finances a contribué à une meilleure cohérence entre les politiques et les engagements communautaires.

Enfin, la promotion du genre et de l'hygiène menstruelle, menée par AJCAD à travers la plateforme virtuelle de sensibilisation/plaidoyer Bèsèya, à travers des campagnes virtuelles et médiatiques, a favorisé une meilleure inclusion des femmes et jeunes filles dans la gouvernance communautaire. Emissions radios : 1,368 émissions mensuelles ont été diffusées dans les régions de Sikasso, Kayes, Koutiala et Koulikoro pour promouvoir les bonnes pratiques en EHA et nutrition, sensibilisant les communautés à un changement durable de comportements. Pour l'engagement du secteur privé, les foires locales annuelles ont mis en valeur les produits transformés par les groupements féminins, renforçant leur visibilité économique et sociale.

En cinq ans, Right2Grow a su créer un écosystème de gouvernance locale participative, où les OSC, les collectivités et les citoyens agissent ensemble pour des systèmes alimentaires, WASH et nutritionnels résilients et inclusifs. Plaidoyers pour l'autonomisation des femmes : Des forums et des actions pour promouvoir l'accès des femmes à la terre et au financement, ainsi que leur implication dans des coopératives. Renforcement des capacités des organisations de la société civile, financement des plans d'actions, dynamisation des cadres de gouvernance locaux, et collaboration entre OSC, élus locaux et secteur privé.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025	Commentaires
R2G.OC.1.1	Nombre d'actions de plaidoyer dans lesquelles les communautés formulent des demandes d'amélioration des services (WASH et nutrition)	96	168	123	840	452	Depuis quelques années, l'État a cessé de financer les espaces de redevabilité (CAOCSAD) au niveau communal, en raison de ses priorités sécuritaires. La stratégie du projet reposait pourtant sur une contribution à la tenue de ces cadres afin de renforcer la participation des CVC. Face à cette situation, le projet a été contraint de financer un seul cadre au lieu des deux initialement prévus, réduisant ainsi les opportunités de plaidoyer pour les CVC.
R2G.OC.1.2	Proportion d'obstacles ciblés à une bonne nutrition et/ou à des services WASH traités avec succès par des initiatives conjointes de la communauté et ou du secteur privé ou conjointement.	0%	60%	76%	60%	47%	Plusieurs résultats concrets ont été obtenus par les OSC en réponse aux problèmes identifiés dans les communes, apportant des solutions bénéfiques aux communautés. Parmi ces réalisations figurent la réparation des points d'eau, la réduction du prix de l'eau, le financement des activités de démonstration nutritionnelle, la construction des logements pour le personnel de santé, entre autres.
MAL.OC.1.4	Nombre de notes de messages de plaidoyer lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services	0	96	92	384	368	De manière générale, les OSC se sont inscrites dans une dynamique visant à porter la voix des communautés. Le soutien financier du projet aux activités des OSC a favorisé leur appropriation et renforcé la redevabilité vis-à-vis des communautés. Par ailleurs, le projet prévoyait initialement l'organisation de

							deux sessions CAOCSAD. Cependant, en raison de contraintes budgétaires et du manque de soutien de l'État pour la tenue de ces cadres, une seule session a pu être réalisée. Ces espaces de concertation offrent aux CVC des opportunités pour élaborer et présenter des notes de plaidoyer.
MAL.OC.1.5	Nombre de décideurs présents lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services	288	192	381	960	1309	Ce dépassement s'explique par la prise de conscience des autorités locales quant à l'importance d'accompagner les initiatives citoyennes. Il illustre la qualité de la collaboration établie avec elles. Les autorités sont informées en début d'année du plan d'action et des chronogrammes des CVC, ce qui facilite une planification efficace et garantit leur participation.
MAL.OC.1.6	Proportion de personnes issues de groupes vulnérables ou marginalisés (femmes, personnes handicapées, groupes ethniques minoritaires...) impliquées dans des actions visant à formuler des demandes d'amélioration (WASH et nutrition).	0	30%	38%	30%	33%	Globalement, le projet a atteint cet objectif à travers les activités de soutien à l'autonomisation des femmes (secteurs privés, AVEC, etc.)
MAL.OC.1.7	Progression de groupements dont les personnes participantes aux actions sont membres	0%	20%	33%	20%	30%	De manière générale, la cartographie des acteurs du secteur privé a permis d'identifier les groupements existants et structurés. Ces atouts ont accéléré les appuis et le processus d'accompagnement, donnant ainsi un nouvel élan à leur dynamisme.
MAL.OC.1.8	Proportion de femmes participants aux actions	0%	30%	28%	30%	23%	La dynamique autour de la transformation des produits locaux a

							favorisé l'adhésion de nouvelles femmes dans la zone d'intervention.
MAL.OC.a.9	Progression de personnes issues de groupes vulnérables autres que les femmes lors des actions	0%	10%	5%	10%	7%	Le projet a contribué à l'inclusion des groupes vulnérables dans les activités de plaidoyer communautaire.
R2G.OP.1.1	# Nombre d'OSC impliquées dans Right2Grow	26	32	47	116	366	L'objectif du projet, combiné à la priorité accordée à la nutrition dans les documents stratégiques de l'État, a suscité l'engagement des acteurs de la société civile, tant au niveau national qu'au niveau local.

2.2 Renforcer les organisations de la société civile

Voie de changement 2 : Des organisations de la société civile (OSC) représentatives et habilitées naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la sous-nutrition.

Entre 2021 et 2025, Right2Grow Mali a renforcé les capacités des organisations de la société civile (OSC) et des institutions publiques (Formations sur le contrôle citoyen, le plaidoyer fondé sur les évidences et le cycle budgétaire, technique de plaidoyer Bridge4Voice, contrôle citoyen, stratégie de mobilisation des ressources endogènes, intégration du Plan d'Action multisectoriel de Nutrition dans les PDESC) pour influencer les politiques nationales et locales en matière de nutrition et de WASH. Fondé sur la redevabilité mutuelle, le renforcement des capacités et la documentation des évidences, le programme a amélioré la gouvernance et l'engagement citoyen autour du droit à l'eau et à l'alimentation.

Dès 2021, la mise en place d'une équipe nationale de coordination et de points focaux thématiques (plaidoyer, communication, apprentissage, renforcement des capacités, MEAL, finances) a jeté les bases d'une gestion concertée. L'élaboration d'un plan national d'apprentissage et la création de la Baseline Management and Technical Team (BMTT) ont permis d'harmoniser la collecte et l'analyse des données, renforçant la cohérence et la transparence du suivi des résultats.

À partir de 2022, un manuel de veille citoyenne a été développé par le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB), structurant la mobilisation communautaire autour du contrôle citoyen et de la transparence budgétaire. Plus de 150 OSC, OCB et médias ont été formés sur les droits humains, la gouvernance locale et le genre, facilitant la participation active des CVC aux sessions budgétaires communales. Cette ouverture marque un transfert concret de pouvoir vers les citoyens et un renforcement de la redevabilité locale. Les CVC ont produit 24 notes de plaidoyer intégrées dans les PDESC, assurant la prise en compte du WASH et de la nutrition dans les budgets communaux.

Selon le chargé de projet de l'ONG locale STOP SAHEL « 68 % des OSC locales ont désormais un plan d'action annuel aligné sur les priorités nutrition et WASH des communes, contre 25 % en 2021 ».

Au niveau communautaire, les groupes d'épargne et de crédit créés dans huit communes ont permis à de nombreuses femmes de financer leurs initiatives nutritionnelles, renforçant ainsi leur autonomisation économique. Parallèlement, AJCAD a mené un plaidoyer électoral pour intégrer le WASH et la nutrition dans les programmes politiques locaux, tout en sensibilisant jeunes et femmes à travers des campagnes audiovisuelles sur la santé, l'environnement et l'hygiène menstruelle.

Right2Grow a également renforcé le leadership des OSC nationales, notamment CN-CIEPA/WASH, AJCAD et OMAES. CN-CIEPA a accompagné le Réseau parlementaire WASH et Nutrition dans l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'alimentation reconnu par la Constitution de 2023, tandis qu'AJCAD a mobilisé les jeunes et les femmes via des productions médiatiques innovantes. Enfin, le programme a appuyé le Comité national SWA dans l'installation de points focaux régionaux et organisé deux concours médiatiques ayant valorisé 47 productions journalistiques.

Appui au renforcement du réseau des parlementaires WASH et Nutrition, Le projet a renforcé le réseau des parlementaires WASH et Nutrition, en les formant sur les techniques de plaidoyer, produisant un plan d'action pour formaliser le réseau et opérationnaliser ses engagements.

Right2Grow a contribué à la simplification des outils de plaidoyer destinés aux Comités de Veille Citoyenne (CVC),

Facilitant ainsi leur appropriation par les acteurs locaux. Cette démarche a permis de mieux ancrer les dynamiques de

Plaidoyer dans les réalités communautaires et les capacités des organisations de la société civile.

L'évaluation finale du programme confirme la valeur ajoutée du modèle de renforcement des capacités (MCD), basé sur une approche participative et cocrée avec les partenaires.

Un cadre d'échange et de partage d'expérience a été mis en place consortium Mali-Burkina Faso sur le BMET. Ce cadre se tient annuellement avec l'appui de l'équipe CEGAA sur les questions d'analyse Budgétaire et de plaidoyer budgétaire. Ce cadre a permis de partager les résultats des analyses budgétaires et les méthodologies utilisées, ainsi que de discuter avec CEGAA des progrès réalisés sur la thématique BMET. Les deux pays ont également exploré les opportunités de mutualisation des efforts pour un impact accru et convenir d'un plan d'action intégrant une activité de plaidoyer budgétaire régionale. Un cadre MEAL inter pays a été créé pour s'inspirer des techniques de travail MEAL utilisées. Enfin, le Mali après avoir partagé l'expérience sur la mobilisation virtuelle à travers la plateforme Bèsèya, le Mali à la demande du Burkina Faso a pris l'engagement d'intégrer la langue More afin d'étendre les messages de sensibilisation/plaidoyer sur les thématiques Right2Grow aux communautés du Burkina Faso.

Les actions de plaidoyer ont eu un impact notable à plusieurs niveaux :

- La CN-CIEPA/WASH a consolidé le Réseau des Parlementaires WASH et Nutrition, contribuant à l'inscription du droit à l'eau et à l'alimentation dans la Constitution de 2023.
- La participation de Right2Grow au Forum Mondial de l'Eau 2024 à Bali et aux Journées Mondiales de l'Eau 2025 a permis de faire entendre la voix du Mali dans les débats internationaux, tout en appuyant l'adoption des politiques nationales de l'eau (PNE) et de l'assainissement (PNA).

Ainsi, Right2Grow a favorisé l'émergence d'une société civile plus structurée, influente et légitime, capable de dialoguer sans complexe avec les institutions publiques et de contribuer activement à la gouvernance des systèmes alimentaires, de l'eau et de la nutrition au Mali. Un climat de confiance s'est aussi installé entre les communes, les CVC et les communautés grâce au programme renforçant donc la durabilité du programme Right2Grow.

Enfin, la participation active des OSC et des jeunes a renforcé la légitimité du plaidoyer et la transparence des politiques publiques.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025	Commentaires
R2G.OC.2.1 (SCS 3)	SCS031: # Nombre de fois où les OSC parviennent à créer un espace pour leurs demandes et leurs positions en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager aux niveaux national et international.	16	13	17	63	78	Contrairement aux OSC locales, les OSC nationales ont pu tirer parti des espaces de concertation et, par l'entremise de la Cellule de Coordination de la Nutrition, mener des plaidoyers stratégiques sur la nutrition et le WASH.
	SCS032: # Nombre de fois où les OSC réussissent à créer un espace pour les demandes et les positions des OSC par le biais de l'établissement de l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager au niveau sous-national	NA	27	29	135	116	L'arrêt du financement des Comités d'Arrondissement d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement par l'État a contraint le projet à financer un seul cadre sur les deux prévus, réduisant ainsi les opportunités de plaidoyer local pour les CVC.
R2G.OC.2.2 (SCS 4)	SCS041: # Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau national	NA	8	4	51	28	Plusieurs actions de plaidoyer ont été menées au niveau national. Cependant, le contexte politique n'a pas permis la concrétisation de certaines initiatives.
	SCS042: # Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau sous-national	NA	12	21	48	59	Les autorités locales et les membres de la communauté ont constaté plus de 75% des changements induits par les actions de plaidoyer. L'engagement des CVC, associé à une collaboration efficace avec les autorités locales, a largement contribué à l'atteinte de ce résultat.

MAL.OC.2.3	Proportion d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, (pour, par ou avec leurs membres/constitutions), traitant des questions de genre liées à la nutrition et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.	0	50%	54%	50%	43%	Globalement, les résultats sont encourageants. Le projet a su établir des partenariats stratégiques qui ont facilité la participation des OSC aux cadres de concertation, afin de promouvoir la question du genre.
D.1	Nombre d'OSC/ONG ayant des capacités accrues en matière de L&A	5	20	29	50	116	De manière générale, le niveau d'engagement des OSC dans la contribution au développement communal a été un véritable catalyseur. Certains groupements de femmes, conscients de l'importance de la veille citoyenne, sont aujourd'hui devenus des acteurs clés de la bonne gouvernance et du développement local, bien qu'ils participent volontairement aux activités des CVC.
R2G.IO.D.1 (SCS 5)	SCS053: Nombre d'autres OSC (non dirigées par des jeunes ou des femmes) dont les capacités en matière de L&A ont été renforcées	NA	NA	16	NA	64	Un nombre important d'OSC sont dirigées par des personnes issues de groupes autres que ces couches vulnérables.
MAL.OP.2.4	Nombre de plaidoyer intégrant des messages et des recommandations pour la transformation genre	0	8	15	105	83	Globalement, les résultats sont encourageants. Dans cette dynamique, plusieurs initiatives de plaidoyer ont été menées, notamment sur la séparation des latrines, l'adaptation des infrastructures aux besoins des personnes à mobilité réduite, ainsi que des actions de sensibilisation.

2.3 Approche multisectorielle

Voie de changement 3 : Adoption et intégration d'une approche multisectorielle pour lutter contre la sous-nutrition.

Résultat 1: La dissémination du PAMN 2021-2025 à Kayes et Sikasso a favorisé l'intégration de la nutrition dans les PDESC et les budgets communaux, renforçant la coordination intersectorielle et l'engagement politique local.

De 2021 à 2025, Right2Grow Mali s'est appuyé sur un environnement institutionnel favorable notamment le Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition (PAMN 2021-2025), le Code des Collectivités de 2019, et les politiques nationales de nutrition, d'eau et d'assainissement. Le programme a joué un rôle déterminant dans l'opérationnalisation d'une approche multisectorielle et inclusive de lutte contre la sous-nutrition, en renforçant les synergies entre santé, agriculture, WASH et protection sociale.

Dès 2022, il a soutenu la dissémination du PAMN dans les régions de Kayes et Sikasso à travers des ateliers réunissant collectivités, services techniques et OSC. Cette dynamique a permis une meilleure compréhension des responsabilités sectorielles et l'intégration effective des actions nutritionnelles dans les PDESC, favorisant une planification conjointe et l'amélioration de l'accès au WASH.

En 2023, Right2Grow a contribué à la Revue multisectorielle de la nutrition menée par la Cellule de Coordination Nutrition (CCN). L'exercice a permis d'ancrer l'approche Triple Nexus (humanitaire-développement-paix) et d'émettre des recommandations concrètes pour renforcer la résilience communautaire. Parallèlement, l'appui au Comité Technique Intersectoriel de Nutrition (CTIN) a facilité le suivi du PAMN, la réalisation d'une analyse budgétaire sectorielle et la formulation d'une note de plaidoyer ayant favorisé l'augmentation des ressources publiques dédiées à la nutrition et au WASH.

Sous le leadership d'OMAES, un atelier national de plaidoyer a été organisé à l'intention des 13 commissions du Conseil National de Transition (CNT). Cet atelier a permis d'obtenir un engagement formel des parlementaires à interpeller le Gouvernement sur le respect des engagements financiers en matière de nutrition, notamment le maintien d'un financement d'au moins 600 millions FCFA pour les intrants thérapeutiques, avec un objectif progressif d'atteindre 1 milliard FCFA (cf. rapport d'activité). Ces engagements sont suivis de façon trimestrielle par le mouvement SUN-OSC.

Les membres du consortium, notamment ACF et OMAES, ont contribué à l'élaboration et à la validation du Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition (PAMN 2021-2025), adopté lors du Conseil National de Nutrition présidé par le Premier ministre. Le projet a ensuite appuyé la dissémination du PAMN dans les régions de Kayes et Sikasso, renforçant ainsi la compréhension et l'appropriation du plan par les acteurs régionaux.

Sur le plan budgétaire, le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB) a mis en œuvre un plan de plaidoyer budgétaire national, comprenant :

- L'élaboration d'un lexique budgétaire pour les OSC et CVC ;
- La production de notes de plaidoyer adressées au ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et aux maires ;
- La diffusion de notes de communication encourageant un accroissement budgétaire pour la nutrition et le WASH.

Le plaidoyer pour la constitutionnalisation du droit à l'alimentation et à l'eau en 2023 a été synergie de travail stratégique avec d'autres partenariats a été essentielle pour la réussite du programme Right2Grow au Mali. La collaboration avec le réseau SUN-OSC, coordonnée par OMAES, le comité SWA coordonnée par CN-CIEPA, les

services techniques de l'Etat au niveau national, les membres du Conseil national de transition a permis de soutenir les actions et la conduite d'une étude institutionnelle pour son opérationnalisation en 2024. Cette collaboration a été cruciale pour dynamiser les réseaux de journalistes WASH et Nutrition, réseau des parlementaire WASH et Nutrition au CNT ainsi que les champions SUN et WASH, contribuant à la sensibilisation et a l'influence politique sur les questions nutritionnelles et WASH.

Résultat 2 : Les CVC participent désormais activement aux processus budgétaires communaux, influençant la priorisation du WASH et de la nutrition.

Au niveau local, le programme a renforcé les CVC, véritables courroies de transmission entre citoyens et élus. Formés sur la gouvernance et la participation budgétaire, ils ont pris part aux sessions de planification et de reddition de comptes. En 2025, leur engagement a permis d'influencer la priorisation du WASH et de la nutrition dans les budgets communaux.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025	Commentaires
	SCS012: # Nombre de politiques gouvernementales en faveur du développement durable et inclusif mieux mises en œuvre grâce à l'engagement des OSC.	NA	NA	7	NA	25	Le projet a su mettre à profit les opportunités notamment la révision de la Constitution et l'élaboration des programmes de développement communal, pour interpeller les acteurs et les inciter à accorder une importance accrue aux questions de nutrition et de WASH. La répartition des 25 sont : 6 en 2025, 6 en 2024, 8 en 2023 et 5 en 2022 2025 : 06 PDESC programmes de développement économique, social et culturel (PDESC) intégrant la nutrition; 2024 : 03 PDESC intégrant la nutrition, 01 code de l'eau amélioré, 01 politique nationale de l'eau améliorée et 01 politique nationale de l'assainissement 2023 : 01 Validation de la nouvelle constitution, 01 validation de la politique nationale de nutrition, 01 Plan d'action multisectoriel de la nutrition et 05 PDESC intégrant la nutrition 2022 : 01 programme national eau & assainissement, 01 stratégie nationale WASH en milieu Scolaire, 01 stratégie nationale WASH in Nut, 02 décisions d'amélioration des conditions WASH et Nutrition.

R2G.OC.3.2 (SCS 2)	Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions, bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.	4	4	8	10	27	Ces opportunités ont permis d'influencer et d'améliorer plusieurs documents stratégiques, notamment la nouvelle Constitution, le Code de l'eau, la Politique nationale de l'eau et de l'assainissement, le Plan d'action multisectoriel de la nutrition, ainsi que les programmes de développement économique, social et culturel des communes. La répartition des 27 sont : 6 en 2025, 6 en 2024, 10 en 2023 et 5 en 2022 2025 : 06 PDESC intégrant la nutrition 2024 : 03 PDESC intégrant la nutrition, 01 code de l'eau amélioré, 01 politique nationale de l'eau améliorée et 01 politique nationale de l'assainissement 2023 : 01 Validation de la nouvelle constitution, 01 validation de la politique nationale de nutrition, 01 Plan d'action multisectoriel de la nutrition, 01 validation de la nouvelle politique nationale de l'eau en réunion interministérielle, 01 décision de désignation des points focaux SWA régionaux et 05 PDESC intégrant la nutrition 2022 : 01 programme national eau & assainissement, 01 stratégie nationale WASH en milieu Scolaire, 01 stratégie nationale WASH in Nut, 02 décisions
-----------------------	--	---	---	---	----	----	--

							d'amélioration des conditions WASH et Nutrition.
R2G.OC.3.4	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de nutrition et WASH (financement accru)	WASH : 3,62% en 2020 Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	WASH : 3,7% Nutrition : 0,9%	Nutrition: 0,21% WASH: 0,006%	WASH : 3,7% Nutrition : 0,9%	Nutrition: 0,25% WASH: 0,006%	Le contexte national n'a pas permis l'atteinte de ce résultat. Plusieurs initiatives ont été menées, mais elles sont restées sans suite en raison de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités.
MAL.OC.3.5	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition (financement accru)	Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	0,9%	0,21%	Nutrition : 0,9%	Nutrition: 0,25%	En 2020/2021, le montant alloué s'élevait à 12 247 500 000 FCFA, tandis qu'en 2024/2025, il est estimé à 5 638 260 200 FCFA.
MAL.OC.3.6	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de WASH (financement accru)	WASH : 3,62% en 2020	3,7%	0,006%	WASH : 3,7%	WASH: 0,006%	Pour le WASH, des réductions de financement ont également été observées en raison du contexte.
MAL.OC.3.7	Progression des budgets communaux consacrés au WASH et à la Nutrition	0	10%	Kayes: 0,10% Koulikoro: 0,19% Sikasso: 0,22%	10%	Kayes (3,07%), Koulikoro (1,55%), Sikasso (1,92%)	Contrairement au niveau national, et bien que le gouvernement ait d'autres priorités, les communes ont manifesté un réel intérêt pour la question de la nutrition. Plusieurs d'entre elles ont intégré des lignes budgétaires dédiées au financement de la nutrition et ont procédé à la révision de leurs politiques de développement.

2.4 Mobiliser les acteurs internationaux du développement

Voie de changement 4 : Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la sous-nutrition.

Entre 2021 et 2025, le Mali a traversé un contexte politique, sécuritaire et socio-économique marqué par la pandémie de la COVID-19, les crises multidimensionnelles et les restrictions budgétaires. Ces facteurs ont accentué les vulnérabilités des ménages, aggravant la sous-nutrition et les inégalités d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Dans ce contexte, le projet Right2Grow a facilité la convergence des acteurs humanitaires et du développement afin d'aborder les causes profondes de la sous-nutrition à travers une approche de triple nexus : Humanitaire–Développement–Paix, et a influencé les acteurs (OSC ; ONGI ; Secteurs privé ; services techniques de l'Etat ; les bailleurs : UE, Coopération Canadienne ; Nations Unies : UNICIF, PAM, FAO et PNUD) pour la mise en place d'une feuille de route nationale sur le nexus, en renforçant la gouvernance multisectorielle, la coordination et la redevabilité publique.

Le projet a également soutenu la revue multisectorielle de nutrition 2023, marquée par un plaidoyer fort pour l'intégration du triple nexus et l'autonomisation des femmes, notamment à travers la promotion de l'agroécologie.

En parallèle, le projet a renforcé la fonctionnalité du Comité Technique Intersectoriel de Nutrition et du Comité National SWA, permettant une meilleure coordination avec les bailleurs (GIZ, UNICEF, Ambassade des Pays-Bas, Ambassade d'Allemagne) et la participation du Mali à plusieurs fora internationaux : Nutrition4Growth (Tokyo 2021), Forum mondial de l'eau (Dakar 2022), la réunion des Ministres du secteur SWA (Jakarta 2022), Nutrition4Growth (Paris 2025)

Engagement des bailleurs de fonds : La participation de Right2Grow a la table ronde de mobilisation de financement du PAMN 2021-2025 a vu des bailleurs tels qu'Affaires Mondiales Canada et l'Union Européenne se sont engagés à soutenir ce programme, avec un financement à hauteur de 15% par l'Etat malien. Cet engagement a permis de sécuriser les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'actions nutritionnelles et de sécurité alimentaire, contribuant à la lutte contre la malnutrition et à la mise en place de mécanismes de coordination intersectorielle de la nutrition au Mali.

Ces interventions ont permis une meilleure harmonisation des approches entre les acteurs humanitaires et du développement, une redevabilité accrue dans la gestion budgétaire et une coordination renforcée des politiques nutritionnelles. L'implication des parlementaires et des collectivités territoriales a consolidé la durabilité des engagements financiers du Mali en matière de nutrition et WASH.

L'expérience Right2Grow a montré que la coordination entre les niveaux national et local est essentielle pour ancrer durablement la gouvernance nutritionnelle. Des rencontres sont organisées avec le Comité National SWA sur le suivi des engagements de l'Etat sur le WASH par le mouvement SWA dont le chef de fil national est le CN-CIEPA ainsi que des ateliers de suivi des engagement internationaux du Mali sur la nutrition est réalisée par le Mouvement SUN-OSC avec comme chef de fil national OMAES.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025	Commentaires
R2G.OC.4.1	Niveau de succès des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G et de ses partenaires auprès des donateurs et des acteurs internationaux.	Faible	10	17	41	43 (Bon)	On observe une amélioration notable de plusieurs programmes de développement local, intégrant désormais la nutrition, le plan d'action multisectoriel de la nutrition, le suivi des engagements N4G, ainsi que des avancées dans la validation du Code de l'eau et des politiques nationales de l'eau et de l'assainissement.
R2G.OC.4.2	Degré d'intégration du lien WASH-Nutrition par les bailleurs de fonds dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition.	Faible	12	3	18	11 (Moyen)	La feuille de route pour l'opérationnalisation du Nexus mise en place favorisera l'adoption d'une approche flexible de financement Nexus, en lien avec les enjeux de nutrition et de WASH.
MAL.OP.8.4	Nombre de cadres de discussion et plaidoyer multi acteurs où les membres de R2G sont impliqués dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement	2	25	9	80	34	Globalement, des avancées ont été enregistrées. Cependant, ces efforts n'ont pas permis d'atteindre les objectifs en raison du contexte politique et de l'orientation des bailleurs consacrant du financement pour l'opérationnalisation Nexus.
MAL.OP.8.5	Niveau de mise en œuvre des engagements Nutrition for Growth, SWA et des recommandations des notes de plaidoyers humanitaires	Faible	4	2	12	13 (Bon)	À ce niveau, le projet a réussi à maintenir la tenue régulière des réunions SWA ainsi que le suivi des engagements N4G. Cependant, des défis liés au

							financement de certaines activités persistent.
MAL.IO.G.1	# de réunions impliquant une coordination multisectorielle entre les acteurs humanitaires et de développement et les donateurs sur WASH et nutrition pour partager les expériences et renforcer la base de données factuelles	5	2	4	25	23	Grâce à une meilleure compréhension du concept Nexus par les acteurs, une feuille de route nationale intégrant les activités prioritaires a été élaborée. Avec l'appui financier du Forum des ONG internationales au Mali, des progrès significatifs ont été réalisés dans la coordination multisectorielle. Son adhésion garantit la pérennité des actions après le projet.

2.5 Genre, jeunesse et inclusion

L'intégration du genre, de la jeunesse et de l'inclusion sociale a été au cœur de la mise en œuvre du programme Right2Grow au Mali. De 2021 à 2025, les partenaires du consortium ont adopté une approche transversale visant à renforcer la participation équitable des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des groupes marginalisés dans la gouvernance, le plaidoyer et le changement de comportement liés à la nutrition et au WASH.

Des sessions de sensibilisation communautaires ont permis d'améliorer la compréhension des droits humains et de réduire les pratiques discriminatoires. Une analyse de genre a été conduite pour identifier les inégalités dans l'accès à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, servant de base aux stratégies d'inclusion et au respect de la loi 052, qui impose un quota de 30 % de femmes dans les instances décisionnelles lors de la mise en place d'organisations communautaires de base. À partir de 2023, une rubrique "inclusion" a été systématiquement intégrée dans les termes de référence des activités afin d'assurer l'accessibilité physique et sociale : aménagements pour les personnes à besoins spécifiques, pauses pour femmes allaitantes, choix d'espaces inclusifs, etc.

Les OSC partenaires (AJCAD, GSB, STOP SAHEL, CN-CIEPA) ont veillé à une participation effective, allant au-delà de la simple présence.

L'expérience Right2Grow montre que mobiliser les jeunes et les femmes, majoritaires au Mali, est essentiel pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques. Grâce à la plateforme Bèsèya, ces groupes ont amplifié leur voix, partagé des solutions locales et soutenu les initiatives nutrition, WASH et environnement. Cette mobilisation numérique inclusive en fait un levier déterminant à consolider pour un développement durable et approprié localement. Les femmes et les jeunes ont pris part à la co-construction des plaidoyers, aux revues budgétaires locales et à la gestion des points d'eau. Par ailleurs, une application innovante – Bèsèya - dédiée à la sensibilisation des jeunes sur la nutrition et l'hygiène a touché plus de 133 000 personnes, dont 60 % de jeunes, illustrant leur fort engagement. Grâce aux Comités de Veille Citoyenne (CVC) et en synergie avec un autre projet d'Action contre la Faim conduit à Kayes et Sikasso, plusieurs communes ont attribué des espaces maraîchers aux femmes, favorisant leur autonomisation économique. Parallèlement, les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ou S4T favorisant l'accès des femmes à des sites maraîchers ont soutenu la transformation des produits locaux dirigée par des femmes.

Sur le plan institutionnel, les élus, les médias et les services techniques ont été formés à l'intégration du genre, de l'âge et du handicap dans leurs plans d'action. Des fora d'échange ont réuni autorités, OSC, personnes handicapées et secteur privé pour discuter des progrès en matière de nutrition et d'environnement sain. Ces rencontres ont permis de suivre les recommandations de l'analyse genre, d'identifier les pratiques sensibles au genre et d'adapter les politiques locales.

Le suivi-évaluation a été renforcé par la désagrégation systématique des données désagrégées selon le sexe, l'âge et le handicap.

Ces efforts conjoints ont consolidé la gouvernance inclusive et fait émerger une participation citoyenne équilibrée au service de la nutrition et du WASH.

2.6 Changement climatique et réponses locales

Entre 2021 et 2025, le Mali a connu une aggravation marquée des effets du changement climatique, avec des pluies torrentielles, des inondations récurrentes et une forte dégradation des terres. En 2024, plus de 208 000

personnes ont été affectées, compromettant la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et les moyens de subsistance. Face à cette situation, Right2Grow a intégré la résilience climatique comme axe transversale de ses interventions, en renforçant les capacités communautaires et la gouvernance environnementale pour réduire les inégalités d'accès à l'eau, à la terre et aux ressources naturelles.

Les partenaires de mise en œuvre (AJCAD, Stop Sahel, CN-CIEPA, OMAES, AMADECOM, GSB) ont conduit des campagnes de sensibilisation sur les impacts climatiques et leurs liens avec la nutrition et le WASH, à travers des cafés citoyens, tables rondes, émissions radios, reboisements et quinzaines de l'environnement. Ces actions ont mobilisé les Comités de Veille Citoyenne (CVC) et les services des Eaux et Forêts. Les bosquets communautaires créés à Kayes, Koutiala et Bafoulabé illustrent l'engagement local en faveur de la restauration des écosystèmes, tandis que la Journée mondiale de l'eau a renforcé la sensibilisation à la gestion durable de cette ressource.

Les CVC ont contribué à l'amélioration des services d'accès à l'eau et de la sécurité alimentaire par la protection des arbres, la lutte contre les feux de brousse et la gestion des déchets. Parallèlement, Right2Grow a promu des pratiques agricoles durables : diversification des cultures, valorisation des déchets organiques et agroécologie, améliorant la productivité tout en réduisant la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Au niveau institutionnel, le programme a soutenu l'intégration des enjeux climatiques dans les PDESC, encourageant une allocation accrue de ressources en faveur de la gestion durable de l'eau et de la sécurité alimentaire. L'expérience montre toutefois que les effets climatiques s'accroissent sous l'effet des pressions humaines déforestation, feux de brousse, exploitation minière illégale, urbanisation non planifiée aggravant la dégradation des sols et les inégalités, notamment pour les femmes et les enfants.

Pour la suite, Right2Grow devra renforcer l'adaptation climatique en investissant dans la gestion durable des terres et de l'eau, les mécanismes communautaires de résilience et une gouvernance climatique inclusive et participative.

2.7 Contributions aux indicateurs des IGG

En plus de son mandat contractuel, le programme a contribué à améliorer l'environnement de la transformation des produits locaux, en favorisant leur disponibilité. Il a également influencé positivement les politiques nationales et locales en matière de nutrition et d'eau, hygiène et assainissement (WASH), ce qui a eu un impact indirect mais significatif sur la prise en charge nutritionnelle des enfants.

Grâce à ces efforts, 17 748 enfants ont été pris en charge dans les unités de traitement de la malnutrition entre 2024 et 2025. Par ailleurs, 98 groupements de transformation de produits sont désormais opérationnels, renforçant les capacités locales de production et de valorisation des ressources.

En outre, 27 politiques (par exemple, l'article 10 de la nouvelle constitution du 22 juillet 2023, les PDESC intégrant le chapitre nutrition, etc.) ont été améliorées, intégrant désormais de manière explicite la dimension nutrition. Ces avancées témoignent d'un engagement renforcé des acteurs institutionnels et communautaires en faveur d'une approche intégrée et durable de la lutte contre la malnutrition.

2.8 Soutien technique

Entre 2021 et 2025, l'appui technique du programme Right2Grow a joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des partenaires nationaux et locaux à s'engager efficacement dans le plaidoyer, à naviguer dans l'espace civique et à promouvoir la redevabilité dans les secteurs de la nutrition et du WASH.

Sous la composante L&A (Lobbying et Plaidoyer), les partenaires ont été formés à la planification stratégique du plaidoyer, à la formulation de messages fondés sur des données probantes et à la participation aux dialogues politiques. Ces renforcements ont contribué à l'adoption d'initiatives telles que la diffusion du Plan d'Action

Multisectoriel de Nutrition (PAMN) 2021–2025 et la communication de notes budgétaires plaidant pour un accroissement des ressources publiques en nutrition et WASH.



L'appui BMET à travers les sessions conjointes de partages d'expérience Mali-Burkina Faso sous le lead de CEGAA a consolidé la maîtrise des outils de suivi budgétaire et de redevabilité, permettant aux OSC et aux Comités de Veille Citoyenne (CVC) d'analyser les allocations financières et de plaider pour une meilleure transparence. Les approches de redevabilité sociale (cartes de score, contrôles citoyens de l'action publique) ont permis d'instaurer un dialogue constructif entre communautés et autorités locales.

Réalisé en septembre 2024 à Dakar, l'atelier régional apprentissage permis de former les points focaux L&L maliens sur des outils d'apprentissage, facilitant ensuite l'orientation des CVC de Sikasso.

Par ailleurs, le programme a renforcé les capacités des OSC de deuxième et troisième niveau en collecte et utilisation des données pour le suivi des engagements gouvernementaux, suivant la méthodologie d'Outcome Harvesting (récolte des résultats), Bridge4Voices, AVEC ou S4T, contrôle citoyen, les stratégies de mobilisation des ressources endogènes et le plaidoyer avec accent sur les notes de plaidoyer. L'équipe Apprentissage & Partage a apporté son soutien pour la bonne documentation, le partage et l'utilisation des leçons tirées des activités du programme (bonnes pratiques/défis/recommandations) et sur l'élaboration du Catalogue d'apprentissage, tandis que l'équipe de communication était chargée de la visibilité du programme et des réalisations atteintes plus largement.

Enfin, les actions techniques coordonnées ont directement contribué aux quatre effets du programme : amélioration de la gouvernance nutritionnelle, engagement citoyen accru, meilleure coordination multisectorielle et intégration effective du droit à l'alimentation et du WASH dans les politiques publiques.

3 Données probantes, apprentissage et action

3.1 Perspectives et adaptation fondées sur des données probantes

Le système de suivi-évaluation mis en place par le consortium a joué un rôle déterminant dans l'amélioration continue des stratégies d'intervention. Il a permis d'identifier des faiblesses stratégiques et d'ajuster les approches pour améliorer l'efficacité du programme. Une analyse des changements récoltés a révélé un faible progrès sur certains résultats de la Théorie du Changement (OP 3, 6, 7 et OI E, G), ce qui a conduit à l'introduction d'activités opportunes. En fin 2025, ces ajustements ont permis d'enregistrer trois changements significatifs (OP 6 et OI E) sur les résultats ciblés.

Des évaluations de base (2021) et mi-parcours (2023) ont permis respectivement de dresser une photographie du

contexte et de mesurer les progrès et d'ajuster les cibles. A la suite de la restitution des résultats en 2023, des sessions de réflexion multi-acteurs ont conduit à la révision de 10 indicateurs jugés trop ambitieux, au renforcement de la communication interne via des réunions préparatoires, à un appui technique MEAL renforcé (recyclages sur l'approche OH), et à la simplification du cadre de résultats.

L'étude GSAN-B (2023) a mis en lumière des lacunes dans l'approche GSAN : faible coordination par les acteurs EHA, déséquilibre entre nutrition et EHA, et déficits de rapportage dans l'outil de collecte, de validation, d'analyse et de présentation de données statistiques agrégées et basées sur les patients, adapté (mais non limité) aux activités de gestion intégrée des informations de santé (DHIS2). Elle a recommandé la révision du manuel GSAN pour une meilleure prise en compte de WASH et une coordination renforcée. L'Etat compte pour cette recommandation restructurer les organisations de la société civile en plateforme communautaire et qui seront membres du Comité de Développement Villageoise, de Quartier et de Fraction selon le nouvel arrêté interministériel N° 2759/MATD-MRPCN-MSDS-MEF-SG du 15/08/2024.

Par ailleurs, une étude sur l'engagement de l'État à fournir 12 000 cartons d'ATPE par an (600 millions FCFA) a révélé des insuffisances dans l'approvisionnement, la coordination de la politique pharmaceutique et la quantification des besoins. Elle a recommandé un renforcement du dispositif d'approvisionnement par l'Etat. Un suivi trimestriel de cette recommandation est faite par le mouvement SUN-OSC

Enfin, les approches participatives (diagnostic, répartition des cibles, renforcement des capacités, réunions MEAL) ont renforcé la responsabilisation des partenaires. Ces mécanismes ont permis une prise de décision fondée sur les données, améliorant ainsi l'impact et la redevabilité du programme.

3.2 Initiatives d'apprentissage en collaboration

« L'apprentissage nous a permis d'identifier nos faiblesses et de valoriser nos bonnes pratiques, inscrivant nos actions dans une démarche d'amélioration continue. » (Répondant évaluation finale A&P)

L'apprentissage a été intégré dès la phase préparatoire du programme, avec une stratégie structurée visant à renforcer l'efficacité des interventions (décrite dans la partie 1.7). Trois (3) thématiques d'apprentissage ont été retenues à l'issue d'une réflexion nationale, avec la désignation de 3 points focaux pour leur coordination. Un renforcement de capacités a été conduit en cascade jusqu'aux partenaires de niveau 3 pour une appropriation progressive. Chaque activité a intégré un temps de retour d'expérience, documenté dans un outil de suivi apprentissage dédié. Ce processus a permis la production de 3 fiches thématiques, 5 fiches d'apprentissage d'activités et 3 fiches de capitalisation, disponibles dans le Catalogue d'apprentissage du programme Right2Grow.

Par ailleurs, la stratégie d'apprentissage s'est traduite par l'organisation annuelle de réflexions conjointes sur la planification, l'inclusion systématique de sections dédiées à l'apprentissage dans les TDR et rapports d'activités, ainsi que la tenue de réunions préparatoires pour favoriser une culture d'apprentissage.

Le consortium a activement participé à des événements internationaux d'apprentissage physiques ou virtuels telles qu'à la Semaine de l'apprentissage en Ouganda et Utrecht en 2023 en présentiel, les sessions de partage "Grow Together" en ligne, qui ont permis de valoriser les succès, d'identifier des défis communs et de définir des actions correctives pour la poursuite du programme.

Enfin, dans le cadre du BMET, le Mali et le Burkina Faso ont régulièrement échangé sur l'analyse et le plaidoyer budgétaire avec l'appui de CEGAA. Ces échanges ont permis de partager les méthodologies, d'intégrer la langue moré sur la plateforme Bèsèya, de créer un cadre MEAL inter pays et d'explorer des synergies régionales pour un plaidoyer plus efficace.

Pour consulter les résultats de l'évaluation finale A&P du Mali : [LIEN](#)

Les résultats à l'évaluation finale sont probants : 100 % des répondants affirment que l'apprentissage est devenu plus intentionnel au sein de leurs organisations, confirmant la tendance observée dans les six pays Right2Grow. Le partage des apprentissages a connu une nette progression, avec un taux de satisfaction passé de 47 % à 100 % depuis la mi-parcours. Tous confirment que la documentation des apprentissages a permis d'améliorer la qualité des interventions et d'éviter la répétition des erreurs.

Au total, 95 % des répondants ont pris part à au moins une activité de MCD, 70 % à des ateliers nationaux et 65 % à des formations en ligne via la plateforme GROW. Près de 91 % estiment que ces activités ont répondu ou dépassé leurs attentes, et 95 % affirment que les compétences acquises seront pérennisées au-delà du programme.

3.3 Partage des connaissances et influence externe

Tout au long de la mise en œuvre, le programme a capitalisé sur les cadres de concertation nationaux (ateliers bilans, comités de pilotage stratégiques, etc.) pour partager les enseignements clés avec les services techniques, les collectivités et l'administration. Les fiches d'apprentissage produites ont été imprimées et diffusées auprès des parties prenantes, facilitant leur intégration progressive dans les politiques et stratégies locales. Elles sont également intégrées au Catalogue d'apprentissage, qui regroupe plus de 40 fiches d'apprentissages programmatiques développées par les six pays du programme et qui représente une ressource clé d'influence et de durabilité. Par ailleurs, les publications sur les sites officiels des organisations partenaires ont permis un accès élargi aux connaissances produites.

Le consortium a également saisi des opportunités internationales pour valoriser ses apprentissages. Il a notamment participé à la Semaine de l'apprentissage en Ouganda (2023), à un apprentissage croisé avec le projet Confluences à Dakar (2024), ainsi qu'à la session Nutrition for Growth à Paris (2025). Ces événements ont permis de partager les expériences du programme Right2Grow avec des acteurs internationaux, contribuant à inspirer d'autres initiatives au-delà des pays d'intervention.

En plus, des sessions virtuelles via ZOOM ont été organisées, réunissant d'autres ONG, des services techniques et des partenaires internationaux. Ces sessions de partage ont porté sur des approches innovantes telles que la transformation des produits locaux et la stratégie d'analyse et de suivi budgétaire, renforçant ainsi la portée et l'impact des apprentissages du programme.

Pour en savoir plus sur la Semaine de l'apprentissage : [LIEN](#)

Pour consulter le Catalogue d'apprentissage : [LIEN](#)

4 Développement durable

4.1 Intégration de la durabilité et de l'appropriation locale

Dès sa conception, le programme Right2Grow Mali a intégré la durabilité à travers une théorie du changement fondée sur le renforcement des capacités locales, la redevabilité sociale et le transfert de pouvoir (Shift of Power). En appuyant techniquement et financièrement des acteurs clés tels qu'OMAES, SUN/OSC, le comité SWA, les Champions SUN et les réseaux de journalistes spécialisés WASH et Nutrition, le programme a consolidé les bases d'un plaidoyer durable et inclusif.

La programmation adaptative a permis d'ajuster les interventions face aux mutations du contexte politique et

sécuritaire, tout en impliquant directement les OSC locales (STOP-SAHEL, GSB, CN-CIEPA, AJCAD) dans la mise en œuvre, garantissant ainsi la continuité des acquis. Les autorités locales ont été accompagnées pour intégrer la nutrition et le WASH dans les PDESC, tandis que les comités de veille citoyenne (CVC) ont renforcé le plaidoyer communautaire. Leur action, notamment dans les communes de Marintoumania, Sirakorola, Tienfala, Sikasso, Zanfigué, Danderesso, Ségala ou Bafoulabé, a permis une hausse d'environ 24 % du recouvrement fiscal local.

Les CVC ont produit des plans d'action et des notes de plaidoyer traduisant une appropriation croissante des mécanismes de gouvernance. Le décret interministériel N° 2759/MATD-MRPCN-MSDS-MEF-SG du 15/08/2024, vient pérenniser ces structures en les érigeant en Comités de Développement Villageois/Quartier/Fraction, dont les plans seront désormais financés par les budgets transférés aux collectivités.

La révision à mi-parcours a réorienté les priorités vers l'appropriation par les collectivités, le suivi budgétaire participatif et la capitalisation des approches réussies. Le leadership des jeunes et des femmes a été renforcé à travers des formations, des foires et des débats publics favorisant la redevabilité. Ces efforts ont contribué à l'inscription du droit à l'eau et à l'alimentation dans la Constitution du Mali (2023) et à l'instauration d'un mécanisme de redevabilité mutuelle entre État, OSC et secteur privé.

Enfin, trois partenaires (AJCAD, STOP-SAHEL, OMAES) ont bénéficié de petites subventions de 8 000 EUR de THP-NL, soutenant la mobilisation des ressources endogènes et la pérennisation des initiatives locales, tandis qu'un appui additionnel de 5 000 EUR a permis d'organiser la dissémination nationale des résultats de l'évaluation finale par niveau (National et régional).

4.2 Ce qui continue après 2025

Right2Grow a posé des interventions et approches afin que les actions puissent poursuivre après 2025, il s'agit de :

1. Gouvernance locale et ancrage communautaire

- Renforcer l'ancrage communautaire du plaidoyer à travers les Comités Villageois de Concertation (CVC) pour favoriser l'appropriation et la responsabilisation des communautés.
- Poursuivre la mutualisation des CVC avec les CDVQF, conformément à l'arrêté interministériel d'août 2024, afin de faciliter l'accès aux fonds et l'intégration des plans d'action dans les plans communaux.
- Consolider la collaboration entre les OSC et les autorités locales sur la base d'évidences locales, en appuyant le dialogue constructif et la prise de décision partagée.
- Maintenir et renforcer le climat de confiance entre communautés, autorités locales et OSC.
- Favoriser l'appropriation des textes de la décentralisation par les acteurs de la gouvernance locale.

2. Planification, suivi budgétaire et redevabilité

- Étendre l'intégration de la nutrition dans les PDESC grâce au plaidoyer communautaire, garantissant ainsi son ancrage politique et budgétaire.
- Étendre et institutionnaliser les pratiques de suivi budgétaire participatif pour améliorer la transparence, la redevabilité et la réactivité des autorités locales.
- Renforcer les points focaux d'analyse budgétaire (secrétaires généraux, régisseurs) sur la méthodologie ouest-africaine et sur les outils d'analyse intégrés par le Mouvement SUN OSC Mali et Bridge4Voice.
- Promouvoir une analyse budgétaire élargie aux autres communes pour un meilleur suivi des ressources locales.
- Mettre en place des mécanismes de suivi-évaluation performants au sein des CVC pour un pilotage efficace des actions.

3. Développement économique local et autonomisation

- Promouvoir la valorisation des produits locaux comme levier d'autonomisation économique des femmes et de développement inclusif.
- Poursuivre et renforcer l'accompagnement des unités de transformation (femmes transformatrices) et soutenir les processus de certification de leurs produits.
- Orienter le plaidoyer vers des investissements ciblés dans les moyens d'existence pour renforcer la résilience et l'impact des initiatives communautaires.
- Encourager la recherche de financements endogènes pour la pérennité des activités de veille citoyenne et de gouvernance locale.

4. Mobilisation sociale et communication

- Poursuivre la sensibilisation communautaire autour de la nutrition, notamment sur le rôle des GSAN dans la prévention de la malnutrition.
- Maintenir et valoriser les plateformes virtuelles comme Bèsèya et les réseaux de journalistes, pour renforcer la mobilisation sociale et la diffusion des messages.

5. Pérennisation et mise à l'échelle

- Capitaliser les acquis du programme Right2Grow et étendre le modèle à d'autres communes (jusqu'aux 815 communes du Mali).
- Consolider la synergie entre les acteurs du Mouvement SUN OSC Mali pour renforcer le plaidoyer multisectoriel sur le droit à l'alimentation et à l'eau.

5 Conclusion et recommandations

Le programme Right2Grow a été mis en œuvre dans les 3 régions, plus le District de Bamako, 6 cercles et 24 communes. Il est une contribution du Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas. Le programme cadre parfaitement avec les priorités nationales du Mali, notamment en ce qui concerne la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans son axe stratégique 3 « Orienter l'agriculture vers une agriculture sensible à la nutrition pour améliorer la diversité alimentaire, accroître les programmes spécifiques en faveur de la nutrition des femmes enceintes, des enfants de moins de 5 ans, des femmes allaitantes, des personnes âgées et des personnes handicapées, renforcer l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire par les femmes, les enfants et les autres acteurs de la nutrition », la Politique Nationale de Nutrition « la production alimentaire familiale à petite échelle ».

Au terme de la mise en œuvre du programme, les résultats attendus ont globalement été atteints, en dépit des multiples défis financiers, politiques, institutionnelles et sécuritaires qui se sont posés. L'essentiel des activités qui ont été planifiées dans le cadre du programme, a été exécuté à hauteur de souhait. Nonobstant les contraintes/difficultés, les principaux critères d'évaluation du programme sont satisfaisants. La mise en œuvre du programme a eu des effets significatifs sur les bénéficiaires, en l'occurrence les enfants, les femmes et les jeunes. Il a permis en grande partie des changements positifs observables du point de vue comportemental à travers la consommation des aliments issus de leur propre production, la pratique de la diversification alimentaire, de l'hygiène et de l'assainissement dans les ménages, la consommation d'eau potable, l'utilisation des techniques modernes de conservation et de transformation et l'abandon de la défécation à l'air libre à travers la construction des latrines.

L'expérience de Right2Grow a démontré que le Budget Monitoring and Expenditure Tracking (BMET) est bien plus qu'un outil de suivi financier : il constitue un levier déterminant de transformation de la gouvernance locale et un facteur clé de durabilité. Le BMET a permis d'objectiver les retards, les insuffisances et les arbitrages défavorables, tout en donnant aux acteurs locaux des arguments fondés sur des données pour défendre une meilleure répartition des ressources. Il aussi été un grand levier de mobilisation des ressources endogènes basée sur le paiement des taxes et impôts.

La principale leçon tirée est que lorsque le BMET est intégré dans les pratiques institutionnelles notamment dans la planification et le suivi des PDESC il devient un socle de redevabilité durable, renforçant la capacité des collectivités à anticiper et financer leurs priorités, y compris dans un contexte d'insécurité accrue, de pressions climatiques, et budgétaires croissantes. Son potentiel pour faciliter la mobilisation de nouveaux financements, notamment dans le domaine climatique, en fait un outil stratégique pour la continuité du programme.

La stratégie participative adoptée pour la mise en œuvre des activités à travers différentes catégories de bénéficiaires (femmes et hommes) et d'acteurs (ONG, services techniques) dans les phases de réalisation a assuré une appropriation du programme par les bénéficiaires, gage de durabilité. A différents échelons (consortium, communes, bénéficiaires), des mécanismes ont été mis en place pour assurer le maintien et la généralisation des effets du programme après sa clôture.

5.1 Performance du programme

5.1.1 Réflexion sur les réalisations et les défis du programme

Entre 2021 et 2025, Right2Grow Mali a obtenu des résultats significatifs : l'intégration du WASH et de la nutrition dans les PDESC, le renforcement des comités de veille citoyenne (CVC), et l'inscription du droit à l'eau et à l'alimentation dans la Constitution du Mali (2023). Les OSC locales ont gagné en leadership grâce à des formations ciblées et une approche de transfert de pouvoir initiée en 2023, leur confiant la coordination des apprentissages, la compilation du cadre de résultats et l'organisation des bilans.

Les principaux défis ont concerné l'instabilité sécuritaire, les changements institutionnels récurrents et les difficultés de communication interne, atténués par une programmation flexible, une coordination renforcée et une plus grande implication des autorités locales.

S'agissant des progrès sur l'atteinte des indicateurs de résultats, on note :

Pour la Voie de changement 1 : La plupart des indicateurs n'ont pas été atteints due en partie à la réduction des espaces de plaidoyer liée au contexte politique et sécuritaire du pays marqué par l'arrêt du financement des CAOCSAD et CLOCSAD par l'État. Cela a réduit les ambitions du projet et les opportunités de plaidoyer des CVC. La faible représentation des femmes et PVH dans les OCB a limité l'atteinte des objectifs de Right2Grow.

Pour la Voie de changement 2 : Le dépassement des cibles s'explique par la meilleure collaboration entre CVC, autorités locales et services techniques. Ce qui a favorisé de nouvelles opportunités de plaidoyer. Des groupements féminins s'impliquent volontairement dans la gouvernance locale favorisant la création d'espace pour s'engager.

Pour la Voie de changement 3 : Le contexte politique et sécuritaire du pays depuis 2021 n'a pas permis d'atteindre les objectifs budgétaires de 0,90 % pour la nutrition et 3,7 % pour le WASH. Malgré plusieurs initiatives de plaidoyer, les ressources ont été orientées vers d'autres priorités nationales dont la défense et la sécurité.

Pour la Voie de changement 4 : Les priorités sécuritaires du pays et le durcissement de la coopération internationale du Pays ayant occasionné le retrait de certains bailleurs a freiné la concrétisation de certains engagements liés aux initiatives N4G et SWA voire la limitation des espaces de plaidoyer avec les bailleurs.

Recommandations de haut niveau :

- Renforcer la stratégie de communication interne et la coordination thématique.
- Consolider le dispositif d'accès à l'information budgétaire et le suivi participatif.
- Poursuivre le renforcement des capacités des CVC pour une meilleure qualité des plaidoyers.

5.1.2 Enseignements tirés des stratégies et des interventions du programme

L'expérience du programme Right2Grow Mali (2021-2025) a montré que la planification rigoureuse, la coordination des ressources et la flexibilité des interventions sont déterminantes pour maintenir la performance dans un contexte instable. L'adaptation continue aux besoins locaux, appuyée par des formations ciblées et des campagnes communautaires, a renforcé les compétences locales et favorisé des changements durables de comportements.

L'implication des Comités de Veille Citoyenne (CVC), des OSC partenaires et des autorités locales a consolidé la durabilité des acquis, renforcé la redevabilité et facilité l'intégration de la nutrition et du WASH dans les politiques locales. Les CVC se sont distingués par des actions de plaidoyer concrètes, adressant des demandes formelles aux autorités et favorisant des réponses tangibles. L'accompagnement du secteur privé dans la production et la commercialisation d'aliments nutritifs a également stimulé la visibilité et l'accès à des produits de qualité.

Les politiques locales, plans et budgets intègrent de plus en plus les dimensions de genre, de nutrition spécifique et de changement climatique. Ces avancées montrent que l'approche intégrée et inclusive du programme favorise des résultats durables et adaptés aux réalités locales.

Les politiques locales, plans et budgets intègrent de plus en plus les dimensions de genre, de nutrition spécifique et de changement climatique. Ces avancées montrent que l'approche intégrée et inclusive du programme favorise des résultats durables et adaptés aux réalités locales.

L'évaluation finale souligne que la synergie entre partenaires et l'autonomie locale a été des leviers essentiels de succès, malgré les défis liés à la faible participation des jeunes et des femmes et à la coordination politique limitée. Pour l'avenir, il est recommandé de renforcer l'inclusion, institutionnaliser le suivi budgétaire participatif, et ancrer les actions dans une approche triple nexus pour consolider les acquis et promouvoir une gouvernance durable de la nutrition et surtout l'eau potable (ODD6).

5.2 Collaboration au sein du partenariat

5.2.1 Collaboration entre les acteurs et les niveaux

Entre 2021 et 2025, Right2Grow Mali, mis en œuvre par Action contre la Faim – Espagne (Lead) et World Vision (Co-lead) avec les partenaires nationaux STOP-SAHÉL, GSB, CN-CIEPA, OMAES, AMADECOM et AJCAD, sous le financement de l'Ambassade des Pays-Bas, a consolidé un consortium solide, complémentaire et participatif. Collaboration interne : Un mécanisme de gouvernance clair, fondé sur la répartition des rôles, des réunions régulières et des revues annuelles, a favorisé la coordination, l'apprentissage collectif et la redevabilité. La planification participative des activités, a permis l'appropriation par les bénéficiaires, tandis que le renforcement de capacités et le suivi terrain ont assuré la qualité des interventions.

La collaboration avec le consortium global a renforcé les compétences des points focaux nationaux (MEAL, L&L, A&L, MCD) et produit des fiches d'apprentissage diffusées comme bonnes pratiques.

La collaboration externe avec les structures étatiques Cellule de Coordination de la Nutrition (CCN), Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT), Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT), Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH), Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN), Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP) a été déterminante pour l'appropriation et la pérennisation des acquis, notamment à travers des plans d'action pour les champions SUN et les réseaux de journalistes. Le partenariat avec OMAES/SUN-OSC et CN-CIEPA/Comité SWA a dynamisé le plaidoyer national pour le droit à l'Alimentation et l'Eau, l'intégration du PAMN 2021–2025 dans les PDESC, et la préparation d'un futur réseau de parlementaires. L'appui à la Revue multisectorielle 2023 et au CTIN a renforcé l'adoption de l'approche triple nexus et le plaidoyer pour un financement accru de la nutrition et du WASH. Au plan international, le programme a soutenu la participation du Mali au SWA et renforcé les capacités des OSC en analyse budgétaire à travers le soutien de CEGAA.

La collaboration avec le secteur privé local a stimulé la valorisation des produits nutritifs et l'autonomisation des femmes à travers foires et formations.

Enfin, la collaboration étroite avec l'Ambassade des Pays-Bas, via bulletins trimestriels, comités de pilotage et participation aux ateliers, a favorisé transparence, redevabilité et alignement stratégique. Le programme a également partagé avec l'ambassade le film retraçant le parcours du projet en versions française et anglaise, a consolidé la transparence, la visibilité et l'alignement stratégique du programme.

5.2.2 Enseignements tirés de la collaboration

La mise en œuvre du programme Right2Grow au Mali a démontré que la synergie d'action et la complémentarité des expertises entre partenaires ont été des leviers déterminants pour atteindre les résultats. La collaboration entre Action contre la Faim, World Vision, OMAES, AMADECOM, STOP-SAHÉL, GSB, CN-CIEPA et AJCAD a permis d'allier plaidoyer, mobilisation communautaire, suivi budgétaire et communication pour une mise en œuvre cohérente et multisectorielle.

Les comités de veille citoyenne (CVC) se sont révélés essentiels dans la promotion du financement local de la nutrition et du WASH, bien que leur efficacité dépende encore d'un meilleur accès à l'information budgétaire et de capacités renforcées en analyse et plaidoyer. La collecte régulière des données (Outcome Harvesting), l'apprentissage et la communication numérique ont facilité la capitalisation et amplifié le plaidoyer.

Cependant, la coordination avec certaines institutions politiques a parfois limité l'ancrage institutionnel des résultats. À l'avenir, une anticipation accrue, un accompagnement technique continu et une coordination renforcée avec les décideurs s'imposent pour surmonter ces obstacles.

Les leçons clés pour de futurs consortiums soulignent l'importance de la gouvernance claire, du partage d'informations en temps réel, renforcement de l'alignement stratégique entre tous les partenaires, notamment pour éviter les chevauchements en maximiser l'impact global et le renforcement des capacités locales, afin d'assurer une collaboration efficace, inclusive et durable.

5.3 Meilleures pratiques

Mobilisation communautaire via les Comités de Veille Citoyenne (CVC)

Ce qui a été fait : Les CVC ont été formés sur la gouvernance locale, le suivi budgétaire et le plaidoyer, leur permettant de participer aux sessions budgétaires communales et de porter les besoins des communautés en nutrition et WASH.

Pourquoi cela a réussi : L'implication directe des citoyens a renforcé la légitimité des actions et favorisé l'appropriation locale.

Participants : OSC locales, communautés, autorités municipales.

Reproductibilité : En adaptant les modules de formation et les outils de suivi budgétaire, cette approche peut être répliquée dans d'autres collectivités pour renforcer la participation citoyenne.

Ressources utiles :

1. [Fiche d'apprentissage sur l'impact des CVC sur les plans communaux](#)
2. [Fiche de capitalisation sur la gouvernance locale](#)

Plaidoyer multisectoriel et triple nexus

Ce qui a été fait : Adoption de l'approche Humanitaire–Développement–Paix dans les revues multisectorielles et production de notes budgétaires nationales pour influencer le financement nutrition et WASH.

Pourquoi cela a réussi : Une coordination étroite entre institutions publiques, OSC et partenaires internationaux a permis un plaidoyer stratégique et aligné sur les priorités nationales.

Participants : CTIN, OSC partenaires, ministère de la Sécurité alimentaire, bailleurs.

Reproductibilité : Peut être mis en œuvre dans d'autres contextes fragiles en adaptant l'approche triple nexus aux enjeux locaux.

Ressources utiles :

1. [Fiche de capitalisation sur le plaidoyer local Nutrition et WASH](#)
2. [Fiche d'apprentissage sur le cadre d'échange de haut niveau sur le Triple Nexus](#)

Renforcement des capacités techniques et organisationnelles

Ce qui a été fait : Formations ciblées sur la nutrition multisectorielle, suivi budgétaire et documentation de l'apprentissage (BMET, MCD, A&P).

Pourquoi cela a réussi : Les acteurs locaux ont acquis des compétences opérationnelles et stratégiques, permettant un transfert durable des connaissances.

Participants : OSC, OCB, services déconcentrés, consortium Mali.

Reproductibilité : Formation continue et ateliers pratiques permettent de renforcer les capacités dans d'autres programmes multisectoriels.

Approches MEAL et A&P participatives

Ce qui a été fait : Collecte de données, suivi des indicateurs, évaluations participatives, documentation des leçons apprises et partage au consortium.

Pourquoi cela a réussi : L'apprentissage collectif a permis l'adaptation rapide des interventions aux besoins locaux.

Participants : Partenaires du consortium, communautés, équipe MEAL, équipe A&P

Reproductibilité : La co-crédation d'outils et l'implication des partenaires locaux sont essentielles pour l'adaptation dans d'autres contextes.

Ressources utiles :

1. [Fiche d'apprentissage sur la stratégie d'apprentissage dans le programme Right2Grow](#)
2. [Rapport d'évaluation finale sur la stratégie A&P au Mali](#)

Synergie entre acteurs et coordination internationale

Ce qui a été fait : Collaboration avec SWA et l'Ambassade des Pays-Bas pour harmoniser les approches et capitaliser sur les bonnes pratiques. La synergie entre les membres du consortium est caractérisée par une dynamique d'implication et de participation inclusive. Sur le plan programmatique, les partenaires se réunissent régulièrement pour décider collectivement des actions à entreprendre, réviser les activités (lors de la revue semestrielle) et planifier les interventions annuelles. Cette collaboration se fait en particulier entre Action contre la Faim et ses partenaires (Stop Sahel, CNCIEPA, GSB), ainsi qu'entre World Vision et ses partenaires (OMAES et AMADECOM). De plus, un atelier de réflexion impliquant tous les membres du consortium est organisé pour harmoniser les planifications.

Sur le plan opérationnel, les partenaires d'implémentation collaborent étroitement en partageant leurs expériences dans la réalisation des activités. En termes de coordination, de suivi et d'appui technique, Action contre la Faim et World Vision fournissent un soutien constant en orientant et en accompagnant les différentes actions. À titre d'exemple, le personnel d'Action contre la Faim et de World Vision participe activement à

beaucoup d'activités sur le terrain menées par les partenaires ci-nécessaire et contribue à l'élaboration des documents de planification (Termes de Référence et budgets) et rapportage (Évaluation sur le programme, collecte d'évidence du cadre des résultats et rapport annuel).

Par ailleurs, Action contre la Faim et World Vision organisent chaque semaine une réunion de coordination et de suivi pour évaluer les réalisations et discuter des perspectives en lien avec l'évolution du plan d'actions.

Pourquoi cela a réussi : La complémentarité des expertises a renforcé l'efficacité du programme et sa visibilité nationale et internationale.

Participants : Bailleurs, partenaires internationaux et nationaux, consortium.

Reproductibilité : Un cadre de gouvernance clair et des revues régulières permettent d'étendre cette coordination à d'autres programmes multisectoriels.

5.4 Recommandations pour la programmation future

Le modèle d'intervention du programme Right2Grow s'inscrit dans des contextes où les bases de la gouvernance locale sont relativement établies, notamment grâce à l'existence de textes réglementaires facilitant l'action citoyenne. Le processus de décentralisation, à travers le transfert de compétences aux collectivités territoriales, offre aux autorités locales la possibilité d'orienter les politiques publiques. Cela crée un espace d'opportunité pour les organisations de la société civile (OSC) d'agir en faveur du changement au niveau local. Bien que ce modèle repose sur des fondations prometteuses en matière de gouvernance locale, sa pleine efficacité dépend de la résolution de plusieurs contraintes structurelles : renforcement des capacités des membres des comités, développement de mécanismes de financement durable et revitalisation des cadres de coordination de développement local. Ces leviers sont indispensables pour garantir une veille citoyenne active, inclusive et durable.

L'une des bonnes pratiques est : Maintenir l'implication d'un large éventail de parties prenantes dans l'exercice d'analyse budgétaire pour renforcer la qualité et l'adhésion au processus. La participation d'un représentant de chaque département ministériel a facilité la compréhension de la nomenclature budgétaire et permis une meilleure évaluation de la sensibilité des lignes budgétaires à la nutrition. Ces points focaux ont également apporté un éclairage sectoriel précieux, contribuant à donner corps à l'approche multisectorielle de la nutrition ; Conserver l'engagement des CVC dans la sensibilisation communautaire sur le paiement des taxes de développement, moteur de l'augmentation des recettes. Conscients des droits et devoirs des citoyens en matière de développement local, les CVC ont mené des campagnes de sensibilisation qui ont permis une prise de conscience accrue au sein des communautés. Cette dynamique a contribué à une augmentation notable des recettes locales, passant de 66 % à 81 %, renforçant ainsi les capacités de financement des actions nutritionnelles par les autorités locales ; La mobilisation des jeunes et des femmes via la plateforme Bèsèya, combinée à l'usage systématique du BMET, est à renforcer dans les futures programmations. Ce duo associe participation citoyenne inclusive et redevabilité fondée sur des données, améliorant la planification locale, la mobilisation des ressources et la résilience climatique. Intégrés aux PDESC, ces mécanismes favorisent une gouvernance durable, capable d'anticiper les chocs et de soutenir une adaptation climatique équitable ; Promouvoir l'usage de l'outil d'analyse Ouest Africain continu et son adaptation progressive aux réalités locales. Intégrer une nouvelle version de l'outil en assurant la formation des acteurs concernés.

Nous recommandons :

Sur le plan stratégique :

1. Face au changement climatique et aux chocs environnementaux

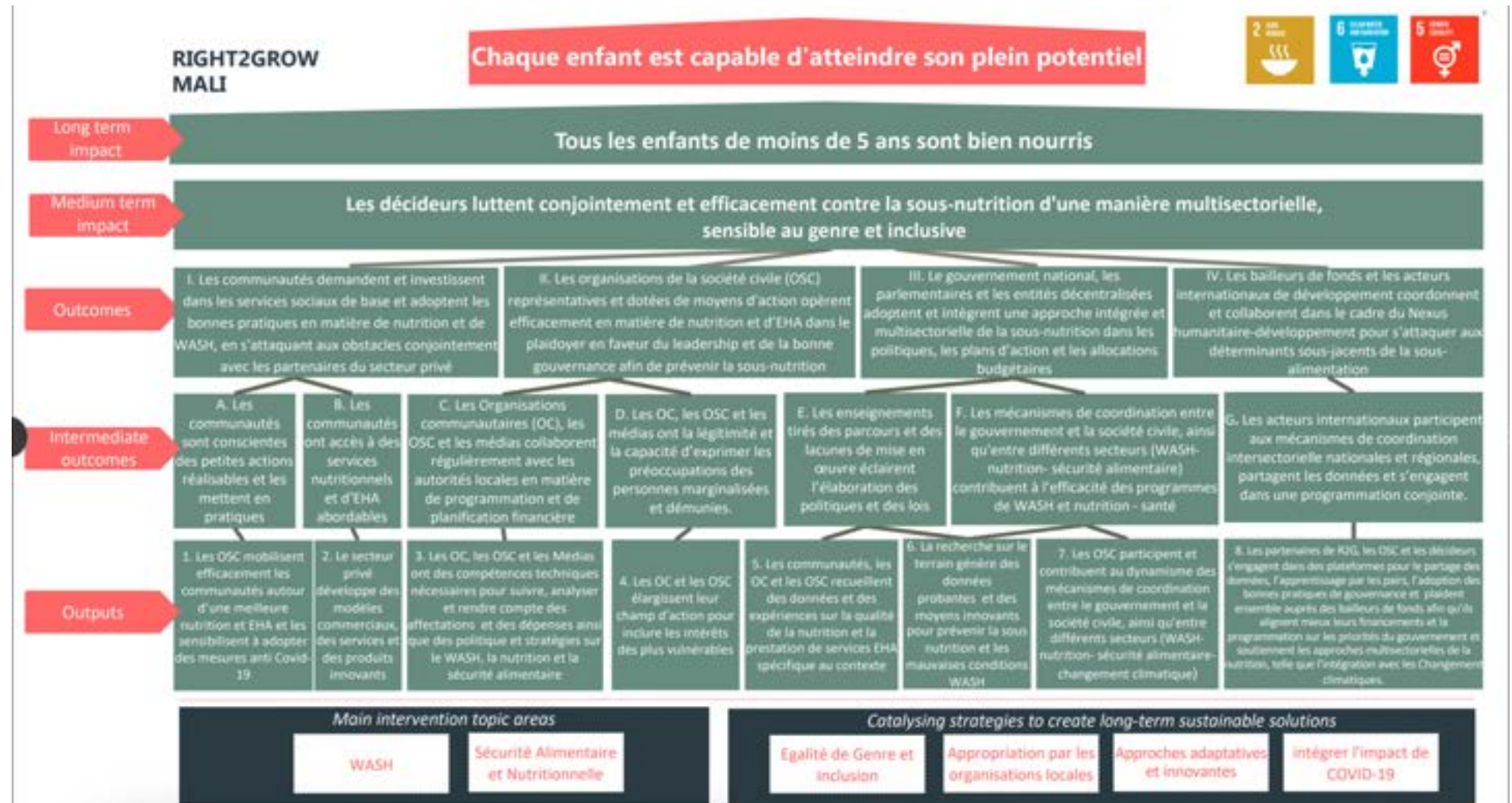
- ✓ Accroître les financements climato-sensibles orientés vers la résilience communautaire (agroécologie, gestion de l'eau, reboisement, prévention des risques).

- ✓ Soutenir la mise en place de plans locaux de résilience intégrés (Nutrition – WASH – Climat – Sécurité alimentaire).
 - ✓ Renforcer les capacités techniques des collectivités et services déconcentrés sur la gestion des risques climatiques
 - 2. Pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement**
 - ✓ Accompagner les communes dans la planification WASH multisectorielle et dans la mobilisation de ressources additionnelles.
 - ✓ Encourager la création de partenariats public–privé pour la gestion pérenne des ouvrages.
 - 3. Pour améliorer la mobilisation des ressources des collectivités**
 - ✓ Renforcer les capacités communales en mobilisation des recettes fiscales et parafiscales.
 - ✓ Développer des mécanismes innovants de financement local (redevances, partenariats, fonds villages, digitalisation des taxes).
 - ✓ Appuyer la transparence fiscale locale via des outils participatifs.
 - 4. Pour réduire la malnutrition aiguë et chronique des enfants de moins de cinq ans**
 - ✓ Appuyer l'application du Plan d'Action Multisectoriel de Nutrition (PAMN) avec un financement adéquat et pluriannuel.
 - ✓ Renforcer les programmes communautaires de prévention (ANJE+, dépistage précoce, diversification alimentaire, WASH).
 - ✓ Soutenir l'intégration Nutrition–WASH–Santé–Sécurité alimentaire dans les plans et budgets locaux.
 - ✓ Institutionaliser les plateformes multisectorielles (SUN, CTIN, CROCSAD...) avec un financement public minimal garanti.
 - ✓ Ancrer les approches multisectorielles (Nutrition–WASH–Genre–Climat) dans les plans locaux via des directives nationales claires.
 - ✓ Encourager les bailleurs à adopter des financements flexibles, pluriannuels et orientés vers le renforcement des systèmes.
 - 5. Pour accélérer la validation de la PNE / PNA**
 - ✓ Établir une feuille de route conjointe (ministères – partenaires – OSC) avec un calendrier de validation contraignant.
 - ✓ Mobiliser les bailleurs comme facilitateurs institutionnels pour débloquer les lenteurs administratives.
 - ✓ Appuyer un dispositif national de redevabilité pour suivre les engagements de l'État (Comité SWA et Mouvement SUN).
- Sur le plan opérationnel :
- **Renforcer les capacités des élus communaux et CVC sur la nutrition** dans sa dimension spécifique et sensible. Cela passe par l'initiation des renforcements de capacité ciblés à l'intention des acteurs locaux sur la nutrition spécifique et sensible ;
 - **Contribuer à l'appropriation des textes de décentralisation** par les acteurs de la gouvernance locale. Il faut poursuivre les efforts de sensibilisation et de formation sur ces textes afin de favoriser leur appropriation effective.
 - **Migrer les comités de veille citoyenne vers les comités de développement villageois/fraction/quartier.** Afin de renforcer leur ancrage institutionnel, les CVC doivent évoluer vers des comités de développement villageois, de fraction ou de quartier. Cela nécessite un accompagnement pour l'obtention de reconnaissances administratives officielles ;
 - **Trouver des alternatives de financement endogène** des activités de veille citoyenne. Pour ce faire, il convient d'intensifier davantage les sensibilisations des élus sur l'intégration de ces activités dans les budgets communaux pour pérenniser leur action
 - **Soutenir le financement de la tenue des comités d'orientation** par les parties prenantes (Etat, Collectivités Territoriales et les PTF). Pour cela, il faut renforcer la sensibilisation auprès des décideurs pour assurer leur engagement dans le financement intégral et la tenue régulière de ces cadres ;
 - **Elargir le modèle de Right2Grow aux 815 communes.** Pour ce faire, il requiert une mobilisation accrue de ressources financières auprès des Partenaires Techniques et Financiers, afin de soutenir les autres communes à suivre le même modèle.
 - **Proposer des formations et recyclages** adaptés et simplifiés régulièrement aux CVC, OSC locales et autorités communales sur l'analyse budgétaire via la méthodologie Ouest-Africain.

- **Nommer et renforcer les points focaux d'analyse budgétaire** au sein des collectivités territoriales (secrétaires généraux, régisseurs) pour qu'ils soient en capacité d'utiliser les outils d'analyse budgétaire Ouest Africain.
- **Initier des renforcements de capacité des acteurs sur le processus d'élaboration du budget en mode croisés** (autorités communales, CVC, journalistes...).
- **Plaider auprès des collectivités territoriales pour l'implication continue des CVC dans les sessions budgétaires** et la restitution des comptes administratifs. Pour cela, il faut intensifier les sensibilisations des décideurs locaux sur l'importance de l'implication de la société civile dans la transparence budgétaire et leur rôle dans la gouvernance locale ;
- **Intégrer les analyses budgétaires nutritionnelles dans les plans de développement communaux.**
- **Renforcer le réseautage entre les CVC/comité de développement villageois-quartier-fraction** des différentes communes en termes de partages d'expérience sur le suivi budgétaire. Créer des groupes WhatsApp ou initier des activités de rencontre annuelle pour faciliter le réseautage et leur permettre de s'auto influencer.
- **Promouvoir et disséminer la nouvelle version de l'outil d'analyse Ouest Africain de financement de la nutrition**, intégrant les investissements et les nouvelles proportions de pondération de la nutrition sensible, pour faciliter son appropriation par les acteurs ;
- **Impliquer les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans la collecte et l'analyse des données financières.** Pour ce faire, il faut les sensibiliser sur l'objectif des analyses budgétaires et l'intérêt de mesurer leurs efforts pour mieux orienter les politiques.
- **Étendre l'analyse et suivi budgétaire aux autres communes.** Pour se faire, il requiert une mobilisation accrue de ressources financières auprès des PTF afin de soutenir les analyses budgétaires dans les autres communes.

Annexes

Annexe 1 : Théorie du changement par pays



Annexe 2 : Cadre de résultats par pays

Cadre de résultat global Mali								
Ind nr/ Priorité	Indicateurs	Définition des indicateurs	Valeur de référence - quantitative	Valeur de référence - qualitative	Cible 2021-2025	Cible - qualitative	Résultat 2021-2025	Performance
Résultat I. Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.								
1.1- Obligatoire	Nombre d'actions de plaidoyer dans lesquelles les communautés formulent des demandes d'amélioration des services (WASH et nutrition)	Cet indicateur compte le nombre d'actions de plaidoyer entreprises par les communautés pour demander l'amélioration des services Wash et Nutrition.	96	Constats : 4 espaces de formulations de demandes utilisées par les communautés au niveau communal. Les communautés participent à la session sur le compte administratif, à la session sur le budget additionnel, à la session sur la fixation des impôts et redevances, à la session sur le budget primitif Ses représentants sont le Chef du village, les Conseillers, les représentants de la jeunesse et des Femmes. Ils sont invités par la mairie.	840	07 Participations des communautés aux sessions par commune dans 24 communes: (1) le compte administratif, (1) à la session sur la fixation des impôts et redevances, (2) sessions budgétaires, (2) sessions CCOCSAD, (1) Présentation du rapport citoyen	452	54%
	Nombre de notes de messages de plaidoyer lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes	cet indicateur est la somme des notes de plaidoyer élaborés pour les actions de plaidoyer	0	Un message est élaboré 1 fois sur deux pour les utiliser lors des actions de plaidoyer soit 48 messages	384	96 notes de plaidoyer par an dont 1 message par 4 activités pour 24 communes chaque année pendant 4 ans	368	96%

	d'amélioration des services							
	Nombre de décideurs présents lors des actions de plaidoyer dans lesquelles les OCB exposent des demandes d'amélioration des services	cet indicateur est le total des décideurs et chefs de services techniques présents lors des actions de plaidoyer	288	plusieurs décideurs sont invités aux actions de plaidoyer. On estime à 3 par actions	960	264 autorités (24comm*11autorités*7 action) par an plus 11 nouvelles autorités pour 7 actions chaque année sur 3 ans soit au total 1848 autorités présentes lors des actions Pour l'ensemble des 7 sessions organisées que 11 autorités participent dans l'année	1309	100%
1.2- Obligatoire	Proportion de personnes issues de groupes vulnérables ou marginalisés (femmes, personnes handicapées, groupes ethniques minoritaires...) impliquées dans des actions visant à formuler des demandes d'amélioration (WASH et nutrition).	Cet indicateur mesure le nombre de filles et des femmes ainsi que le nombre de groupes marginalisés impliqués dans la formulation de demandes d'amélioration (WASH et nutrition). (indicateur DSO Basket #7 et 8) (reclamation, revendication) sur le nombre total des participants	0	Selon les résultats de cette étude, ce sont les leaders communautaires qui participent aux espaces de redevabilité et non les personnes vulnérables. Les mairies invitent généralement ceux qui peuvent mobiliser la communauté et prendre des décisions. Conclusion : Les personnes vulnérables ne participent pas aux espaces de redevabilité.	30%	Parmi les participants aux actions de demandes d'améliorations des services WASH et nutrition, 30% des demandeurs seront des femmes et des jeunes d'ici 2025. Nbre de femmes, jeunes (18 à 35 ans), handicapé , groupe ethnique minoritaire, marginalisé dans les zones d'intervention sur nombre total des participants des 7 sessions 20% pour toutes les 7 sessions an 2022	33%	100%
	Progression de groupements dont les personnes participantes aux actions sont membres	cet indicateur totalise l'accroissement annuel du nombre de groupements de personnes vulnérables	0	Selon les résultats de l'étude de base, ce sont les leaders communautaires qui participent aux espaces de redevabilité et non les personnes vulnérables. Les mairies invitent généralement ceux qui peuvent mobiliser la communauté et prendre des décisions. Conclusion : Les personnes vulnérables ne participent pas aux espaces de redevabilité.	20%	Parmi les participants aux actions de demandes d'améliorations des services WASH et nutrition, 20% viennent des groupements de personnes vulnérables (femmes et jeunes). Nbre de groupement de femmes, jeunes dans les zones d'intervention sur le nombre total des organisations invitées aux 7 sessions	30%	100%

	Proportion de femmes participants aux actions	cet indicateur est le ratio du nombre de femmes sur le total des participants	0	Selon les résultats de cette étude, ce sont les leaders communautaires qui participent aux espaces de redevabilité et non les personnes vulnérables. Les mairies invitent généralement ceux qui peuvent mobiliser la communauté et prendre des décisions. Conclusion : les groupements de personnes vulnérables participent peu aux actions ce qui impacte sur la participation des personnes vulnérables en général	30%	Parmi les participants aux actions de demandes d'améliorations des services WASH et nutrition, 30% des demandeurs seront des femmes	23%	76%
	Proportion de personnes issues de groupes vulnérables autres que les femmes lors des actions	cet indicateur est le ratio du nombre de personnes vulnérables autre que les femmes sur le total des participants	0	Selon les résultats de cette étude, ce sont les leaders communautaires qui participent aux espaces de redevabilité et non les personnes vulnérables. Les mairies invitent généralement ceux qui peuvent mobiliser la communauté et prendre des décisions. Conclusion : Les personnes vulnérables notamment les personnes vivant avec un handicap ou de groupe ethniques minoritaires ne participent pas aux espaces de redevabilité.	10%	Parmi les participants aux actions de demandes d'améliorations des services WASH et nutrition, 15% des demandeurs des personnes vivant avec un handicap ou vient de communautés minoritaires, ect.	7%	65%
1.3 - Optionne I	Proportion d'obstacles ciblés à une bonne nutrition et/ou à des services WASH traités avec succès par des initiatives conjointes de la communauté et ou du	Cet indicateur mesure le nombre succès obtenus grâce aux initiatives conjointes de la communauté et du secteur privé visant à réduire les d'obstacles ciblés à une bonne	0	Les obstacles majeurs pouvant être ciblés par le projet sont les obstacles institutionnels et structurels. Dans une certaine mesure, les obstacles sociaux car les sensibilisations peuvent prendre en compte une meilleure implication des hommes.	60%	Identification des GSAN, ASACO dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des cas de malnutris (Cercle de Bafoulabé-région de Kayes) ; Maîtrise des prix des denrées alimentaires pendant la période	47%	78%

	secteur privé ou conjointement.	nutrition et/ou wash sur le nombre total d'actions menées dans ce sens				de soudure Tenue regulliere de reunions coordination entre le SUN et SWA ; Participation à au moins 6 Journées Internationales sur les pratiques d'hygiène essentielle ; Prise en charges des aspects de nutrition et de Wash par des hommes et des femmes ;		
Résultat II. Des organisations de la société civile (OSC) représentatives et habilitées naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la dénutrition.								
2.1- Facultatif	Nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour leurs demandes et leurs positions. (en fixant l'ordre du jour, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager)	Cet indicateur suppose que les OSC ont développé des stratégies intégrées de plaidoyer en matière de nutrition et WASH et mesure si elles sont capables de déployer ces stratégies avec succès.	16	La plupart des actions auxquelles participent les OSC sont des initiatives avec des ordres de jour fixés par les décideurs	198	Par an : 17 CCOCSAD, 6 CLOCSAD, 4 Journées Mondiales, 1 EID national, 4 réunions du Comité SWA, 2 réunions du CTIN, 4 CROCSAD, 2 Conférences de presse, plaidoyer électoral, plaidoyer parlementaire	194	98%
2.3- Obligatoire	Proportion d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, (pour, par ou avec leurs membres/constitutions), traitant des questions de genre liées à la nutrition et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.	Cet indicateur mesure la part des initiatives de plaidoyer des OSC en lien avec la prise en compte du genre dans le WASH et la nutrition comparé à l'ensemble des activités du projet	0	Aucune initiave de plaidoyer menées par les OSC prennent en compte le genre dans les aspects wash et nutrition	50%	Par an : 9 CCOCSAD, 6 CLOCSAD, 4 Journées Mondiales, 1 réunions du CTIN, 1 Partage du rapport de veille citoyenne Soit une prévision de 57% de cadres où le plaidoyer sur le genre est porté	43%	86%
	Nombre de documents de travail sur le genre transformatif mis en place	document de travail eistant relatif à la transformaion du genre	2	analyse genre ACF 2020 Kayes/Sikasso, politique genre ACF	6	1 Rapport d'analyse genre, 1 stratégie genre, 4 plans d'actions annuels genre R2G	2	33%

	Nombre d'activités de renforcement de capacités en genre transformatif	la sommes des activités de renforcement de capacités en genre	3	trois sessions de formations organisés en 2021 dans les 3 régions de R2G	54	24 sessions renforcement des capacités des CVC sur le genre, 24 documentations de progrès communaux genre	25	46%
	Nombre de plaidoyer intégrant des messages et des recommandations pour la transformation genre	la sommes des activités de plaidoyer traitant du genre transformatif	0	Aucune initiative de plaidoyer menées par les OSC prennent en compte le genre dans les aspects wash et nutrition	105	Par an : 9 CCOCSAD, 6 CLOCSAD, 4 Journées Mondiales, 1 réunions du CTIN, 1 Partage du rapport de veille citoyenne Soit une prévision de 112 cadres où le plaidoyer sur le genre est porté	83	79%
Résultat III. Le gouvernement national et les entités décentralisées adoptent et intègrent une approche intégrée et multisectorielle de la dénutrition dans les politiques, les plans d'action et les allocations budgétaires grâce à des processus participatifs des OSC.								
3.2- Facultatif	Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions, bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.	Cet indicateur mesure les changements concrets ou significatifs des lois, politiques, standards et normes liés à la nutrition et WASH (au niveau national ou décentralisé), y compris l'adoption / l'amélioration des allocations budgétaires associées. Cela pourrait inclure une concentration accrue sur une approche multisectorielle.	4	Politique nationale de l'eau et Plan d'action multisectoriel de la nutrition, le code de l'eau, la politique nationale de l'assainissement	10	1 Finalisation du Plan d'action multisectoriel de la nutrition, 1 politique nationale de nutrition, 1 loi sur les personnes déplacées internes, 10 Plans de développement communal (PDESC), 2 adoption politique des politiques nationales de l'eau et de l'assainissement, (décisions locales en faveur de nutrition et wash,)	27	100%
3.3- Obligatoire	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de nutrition et WASH (financement accru)	Cet indicateur mesure les changements concrets ou significatifs des lois, politiques, standards et normes liées à la nutrition et WASH (au niveau national ou	WASH : 3,62% en 2020 Nutrition : moins de 0,7% en 2018	données disponibles dans le cadre du suivi de nutrition for growth, de SUN et de SWA et auprès des services techniques impliqués (CSP-SSEUDE, CCN, DNH, DNACPN, DG Santé)	WASH : 3,7% Nutrition : 0,9%	Ces taux seront fournis par le ministères des finances et services techniques sectoriels WASH et nutrition. Les analyses budgétaires entreprises par R2G peuvent déterminer des taux pour des directions nationales clés. Pour l'accroissement de ces taux le	0	

		décentralisé), y compris l'adoption / l'amélioration des allocations budgétaires associées. Cela pourrait inclure une concentration accrue sur une approche multisectorielle.	du budget de la santé			plaidoyer budgétaire sera mené au niveau des 24 communes et au plan national en utilisant le comité SWA et le mouvement SUN. Les périodes électorales seront mises à profit ainsi que le plaidoyer parlementaire et le partenariat avec les réseaux de journalistes WASH/Nutrition.		
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour le service de nutrition (financement accru)	Cet indicateur mesure les changements concrets ou significatifs des lois, politiques, standards et normes liés à la nutrition (au niveau national ou décentralisé), y compris l'adoption / l'amélioration des allocations budgétaires associées. Cela pourrait inclure une concentration accrue sur une approche multisectorielle.	Nutrition : moins de 0,7% en 2018 du budget de la santé	données disponibles dans le cadre du suivi de nutrition for growth, de SUN et auprès des services techniques impliqués (CCN, Finances, , DG Budget Santé)	0,90%	Ces taux seront fournis par le ministères des finances et services techniques sectoriels nutrition. Les analyses budgétaires entreprises par R2G peuvent déterminer des taux pour des directions nationales clés. Pour l'accroissement de ces taux le plaidoyer budgétaire sera mené au niveau des 24 communes et au plan national en utilisant le mouvement SUN. Les périodes électorales seront mises à profit ainsi que le plaidoyer parlementaire et le partenariat avec les réseaux de journalistes WASH/Nutrition.	0,22%	25%
	Pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de WASH (financement accru)	Cet indicateur mesure les changements concrets ou significatifs des lois, politiques, standards et normes liés au WASH (au niveau national ou décentralisé), y compris l'adoption / l'amélioration des allocations budgétaires	WASH : 3,62% en 2020	données disponibles dans le cadre du suivi de SWA et auprès des services techniques impliqués (CSP-SSEUDE, , DNH, DNACPN, DG Budget)	3,70%	Ces taux seront fournis par le ministères des finances et services techniques sectoriels WASH . Les analyses budgétaires entreprises par R2G peuvent déterminer des taux pour des directions nationales clés. Pour l'accroissement de ces taux le plaidoyer budgétaire sera mené au niveau des 24 communes et au plan national en utilisant le comité	0,20%	6%

		associées. Cela pourrait inclure une concentration accrue sur une approche multisectorielle.				SWA. Les périodes électorales seront mises à profit ainsi que le plaidoyer parlementaire et le partenariat avec les réseaux de journalistes WASH/Nutrition.		
	Progression des budgets communaux consacrés au WASH et à la Nutrition	Cet indicateur mesure les changements concrets ou significatifs programmes liés au WASH et la nutritio (au niveau décentralisé), y compris l'adoption / l'amélioration des allocations budgétaires associées. Cela pourrait inclure une concentration accrue sur une approche multisectorielle.	0	aucune analyse menée sur les budgets communaux	10%	Dans les communes d'intervention, les ressources du budget consacrés à l'eau croient de 10% au bout des 5 ans du programme	1,24% (Kayes) 0,69% (Koulikoro) 0,82% (Sikasso)	12% 7% 8%
Résultat IV. Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition.								
4.1- Obligatoire	Niveau de succès des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G et de ses partenaires auprès des donateurs et des acteurs internationaux.	Nombre de cas de succès/reussite des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G et de ses partenaires auprès des donateurs et des acteurs internationaux.	2	Plaidoyer dans le cadre de SUN et de SWA	41	Intégration nutrition et WSAH dans 10 nouveaux PDESC, Comité SWA fonctionnel, niveau satisfaisant de la mise en œuvre des engagements SWA et N4G, adoption politique du nouveau PAMN, adoption politique des 2 nouvelles politiques nationales (eau et assainissement), consultations des CVC des 24 communes lors des processus budgétaires annuels, fonctionnalité de 3 cadres régionaux de concertations	43	100%

						multisectorielles nutrition et WASH		
	Nombre de cadres de discussion et plaidoyer multi acteurs où les membres de R2G sont impliqués dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement	ce sous indicateur est la somme des cadres et de plaidoyer auxquels R2G participants	2	SWA, SUN	80	15 reunions/activités du Comité SWA et de la DNH, 20 reunions du GTN, 36 reunions des clusters nutrition, WASH et sécurité alimentaire, 4 sessions du CTIN, 36 cadres régionaux/locaux de concertations multisectorielles nutrition et WASH	34	43%
	Niveau de mise en œuvre des engagements Nutrition for Growth, SWA et des recommandations des notes de plaidoyers humanitaires	ce sous indicateur apprécie le niveau de mise en œuvre des engagements et des recommandations des plaidoyer	Faible	1 :faible, 2 à 3: moyen. 4 au moins: bon	12	A la fin du programme, on est à un bon niveau de mise en œuvre avec 4 engagements SWA et 4 engagement N4G mis en œuvre et 1 recommandation majeure du plaidoyer humanitaires aboutit par an	13	100%
4.2- Facultatif	Degré d'intégration du lien WASH-Nutrition par les bailleurs de fonds dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la dénutrition.	L'échelle doit être définie avec les experts techniques et les experts L&A. Cela mesure également le degré auquel les bailleurs de fonds investissent dans le renforcement de la base de données factuelles et dans l'intensification des initiatives (tandis que l'indicateur 4.1 se concentre sur l'engagement à le faire). Cet indicateur mesurera également le niveau de multisectorialité appliqué par les donateurs.	Faible	Adoption d'une Stratégie nationale WASH et nutrition	18	2 Communiqués conjoints, 8 réunions de GT PTF WASH et Nutrition, 8 réunions du CTIN	11	61%

Résultat intermédiaire C. Les organisations communautaires et les organisations de la société civile s'engagent régulièrement avec le gouvernement local dans la programmation et la planification financière.								
C.1	# d'OSC et d'OCB consultés lors des exercices de programmation et de budgétisation (pluriannuels)	Le calcul de cet indicateur prend en compte les invitations reçues par les OSC et les notes techniques des OSC adressées au conseil municipal et à l'assemblée nationale. Cet indicateur est déterminé à partir d'une base de données et des procès-verbaux de consultation des OC et des OSC conviées aux exercices de programmation et de budgétisation annuels ou pluriannuels des communes (PDSEC, PAA, etc.)	0	Aucune structure OSC formelle consultée	30	Tous les 24 CVC et les ONG/OSC consultées lors des processus budgétaires communaux	105	100%
C.3	Nombre d'OSC/ONG ayant développé et déployé des stratégies de plaidoyer intégrées en matière de nutrition et d'eau et d'assainissement.	Cet indicateur est le nombre d'ONG disposant de plan de plaidoyer WASH et nutrition intégré y compris plaidoyer budgétaire et qui réalisent efficacement ces plans. Il aboutit au nombre d'actions de plaidoyer des OSC par région y compris Bamako	0	Aucune initiative de stratégies développée par les OSC/ONG	32	Tous les 24 CVC et les ONG/OSC de Right2Grow dispose de plan de plaidoyer régional et communal mise à jour	98	100%

Résultat intermédiaire D. Les organisations communautaires et les organisations de la société civile ont la légitimité et la capacité d'exprimer les préoccupations des personnes marginalisées et privées de pouvoir.									
D.1 Obligatoire	Nombre d'OSC/ONG ayant des capacités accrues en matière de L&A	Organisations capables de mettre en œuvre L&A- Personnel compétent, y compris le leadership - Structure, systèmes et processus, y compris la planification, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (PMEL) - Flux de revenus durables - Stratégies et preuves pour L&A. Cela comprend à la fois les partenaires de premier et de deuxième niveau avec des capacités accrues de L&A.	5	AJCAD, OMAES/SUN-OSC, CN CIEPA/SWA, WV, ACF	50	20 structures OSC/ONG ont plus de capacités de mener des plaidoyer sefficaces avec évidences de succès dont 8 Right2Grow; 10 autres OSC dans les régionaux; 2 réseaux de journalistes.	116	100%	
	Nombre de sessions de renforcements des capacités en plaidoyer techniques et budgétaires	ce sous indicateur est la somme des activités de renforcement de capacités en plaidoyer/lobbying	0	aucune session	20	5 sessions de renforcement de capacités en an 1 plus 2 nouvelles sessions par an sur 3 ans	14	70%	
	Nombres d'OSC/ONG participants aux différentes sessions de renforcement de capacités	le sous indicateur est la somme des OSC/ONG participants aux sessions de renforcement des capacités en plaidoyer/lobbying	5	ce sont des structures capacités minimales de plaidoyer et membres de Right2Grow	50	20 structures OSC/ONG sont régulièrement présents aux activités de renforcement de capacités en plaidyer dont 8 Right2Grow; 10 autres OSC dans les régionaux; 2 réseaux de journalistes.	84	100%	

	Nombre de succès de plaidoyer documentés par Cercle et régions d'intervention	le sous indicateur est la somme des des succès documentés de plaidoyer basés sur des plans de plaidoyer en WASH, nutrition et genre y compris le budget	0	aucune OSC/ONG ne dispose de documents de succès de plaidoyer	32	8 succès de plaidoyer en an 1 et 8 par an pendant 3 an	35	100%
Résultat intermédiaire E. Les données sur les voies d'accès et les lacunes de la mise en œuvre éclairent l'élaboration des politiques.								
E.1	Nombre de notes d'argumentaire et de politique brèves préparées par les OSC	il est la somme des notes d'argumentaire et de policy brief préparés par les OSC	0	Aucune note disponible	16	4 notes en vue du budget national 48 lors des processus budgétaires communaux (1 par commune chaque deux ans) 2 notes en vue des élections nationales 2 lors des activités internationales SWA 8 lors des journées mondiales	24	100%
E.2	Nombre de Rapport d'étude, d'analyse budgétaire et de recherche	il est la somme des Rapports d'étude, d'analyse budgétaire et de recherche initiés et soutenus par les OSC	3	Analyse budget nutrition, Rapport pays SWA	78	96 rapports communaux de veille citoyenne/analyses budget communal; 1 rapport d'analyse genre; 4 rapports d'analyse budgétaire nationale; 4 rapports d'analyse budgétaire nationale; 2 rapports de recherche sur la nutrition	58	74%
Résultat intermédiaire F. L'approche multisectorielle est reflétée dans les politiques et plans d'action sectoriels.								
F.1	Nombre de cadre de concertation multisectoriel initiés et ceux soutenus par R2G	il est la somme des cadres de concertation multisectoriel initiés ou soutenus par R2G au niveau national, régional, local,	3	1 Comité SWA/CdC acteurs EHA 1 Plateforme SUN OSC 1 CTIN	75	Par an : 24 CCOCSAD/Communal; 3 CLOCSAD/Cercle; 3 cadres régionaux multisectoriels nutrition/WASH/CROCSAD (régions);	135	100%

		communal, y compris les CCOCSAD, CLOCSAD, CROCSAD				1 Comité SWA/Plateforme SUN; 1 CdC Acteurs EHA		
Résultat intermédiaire G. Les acteurs internationaux participent à des mécanismes de coordination intersectorielle, partagent des données et s'engagent dans une programmation conjointe.								
<i>Hautement recommandé G.1</i>	# de réunions impliquant une coordination multisectorielle entre les acteurs humanitaires et de développement et les donateurs sur WASH et nutrition pour partager les expériences et renforcer la base de données factuelles	il est la somme des rencontres de coordination ou de partage d'expérience multisectorielle entre les acteurs humanitaires et de développement et les donateurs sur WASH et nutrition	5	2 GTN (nutrition), 1 Revue annuelle multisectorielle nutrition CLUSTERS, WASH, Nutrition, SAM, 2 CTIN	25	24 GTN (nutrition et WASH); 4 Revue annuelle multisectorielle nutrition; 8 CTIN, 4 réunions SWA	23	92%
	Nombre de réunions du GTN auxquels R2G participent	il est la somme des rencontres de coordination ou de partage d'expérience multisectorielle du Groupe technique nutrition	2	2 GTN (nutrition)	32	24 GTN (nutrition et WASH); 4 Revue annuelle multisectorielle nutrition; 4 CTIN	16	50%
	Nombre de réunions SWA et SUN auxquels R2G participent	il est la somme des rencontres de coordination ou de partage d'expérience multisectorielle dans le cadre de SWA et du mouvement SUN	3	1 SUN (nutrition et WASH) et 2 comités SWA	8	4 réunions SWA et 4 réunions SUN	20	100%
Output 1. Les OBC mobilisent efficacement les communautés autour d'une meilleure nutrition et WASH								
	# d'associations/organisations participant dans les activités de	somme des associations/organisations participant dans les activités de	135	toutes organisations impliquées régulièrement par commune (24) plus Bamako.	480	380 associations (dont 15 par communes en an 2 plus 20 à Bamako) et 5 nouvelles par commune par année 3,4 et 5	668	100%

	sensibilisation et campagnes pour un meilleur accès à la nutrition et WaSH	sensibilisation et campagnes pour un meilleur accès à la nutrition et WaSH				auquel ajoutée 5 nouvelles à Bamako par an 3,4 et 5 soit au total 755 associations et groupements présents aux campagnes		
	# d'organisation de la société civiles impliquées dans le projet R2G	L'indicateur concerne le nombre de partenaires R2G (niveau national et mondial – 1er niveau) ainsi que les OSC sous contrat/mise en œuvre (deuxième niveau). Les partenaires de 1er niveau sont inclus dans l'accord d'alliance et se sont engagés à respecter les accords de partenariat qui font partie de chaque proposition de programme. Les partenaires de 2e niveau sont des partenaires de la société civile qui sont régulièrement invités aux activités du partenaire du 1er niveau dans les cercles et Bamako.	26	Les OSC qui ont l'habitude de collaborer avec R2G	116	53 associations (dont 5 par chacun des 6 cercles en an 2 plus 23 à Bamako) et 5 nouvelles par cercle par année 3,4 et 5 auquel ajoutée 6 nouvelles à Bamako par an 3,4 et 5. A cela s'ajoute les 8 de l'alliance R2G soit au total 143 associations présentes aux activités	366	100%
Output 2. Le secteur privé développe des modèles commerciaux, des services et des produits innovants								

	# de groupements de femmes et de jeunes développant des services et produits	ensemble des groupements de femmes et de jeunes formés et développant des services et produits WASH et nutrition	48	groupements de femmes et de jeunes impliquées régulièrement par commune (24) plus Bamako.	288	72 groupements (dont 3 par communes en an 2 plus) et 3 nouvelles par commune par année 3,4,5 soit au total 288 groupements	323	100%
Output 3. Les organisations communautaires et les organisations de la société civile ont les compétences techniques nécessaires pour suivre, analyser et rendre compte des allocations et des dépenses								
	# d'OSC et OCB ayant bénéficié de session de renforcement de capacités pour le suivi, analyse et plaidoyer budgétaire	sommes des OSC et OCB ayant bénéficié de session de renforcement de capacités pour le suivi, analyse et plaidoyer budgétaire	58	2 OSC/OCB par communes et 10 à Bamako de R2G et alliés	495	135 groupements (dont 5 par communes en an 2 plus 15 de Bamako) et 5 nouvelles par commune par année 3,4,5 soit au total 495 OSC et OCB	347	70%
	# de femmes et de jeunes ayant pris part aux sessions de renforcement de capacités pour le suivi, analyse et plaidoyer budgétaire	total de femmes et de jeunes ayant pris part aux sessions de renforcement de capacités pour le suivi, analyse et plaidoyer budgétaire	58	En moyenne 20% de jeunes et femmes soit 58 de 24 communes et Bamako	288	180 femmes et jeunes participants aux sessions de capacités groupements (dont 30% par communes en an 2) et 30% de 5 nouvelles par commune par année 3,4,5 soit au total 288 femmes et jeunes formés	285	99%
Output 4. Les organisations communautaires et les organisations de la société civile élargissent leurs circonscriptions pour inclure les intérêts des plus vulnérables								
	# de personnes formées sur les droits humains au WASH et à la nutrition	total de personnes formées sur les droits humains au WASH et à la nutrition au niveau des zones d'intervention	0		410	410 personnes en an2 (dont 15 par communes en an 2 plus 50 de Bamako) et 5 nouvelles par commune par année 3,4,5 soit au total 770 personnes	291	71%
	# de rencontres avec les réseaux parlementaires WASH et Nutrition	total de rencontres avec les réseaux parlementaires WASH et Nutrition	1	une rencontre en 2021 avec le SUN OSC/ et OMAES	8	une rencontre par an avec chacun des 2 réseaux	12	100%
	# d'OCB participant aux sessions budgétaires à tous les niveaux	total d'OCB participant aux sessions budgétaires à tous les niveaux	24	En moyenne une OCB par commune	413	125 OCB en an2 (dont 5 par communes en an 2 plus 10 de Bamako) et 4 nouvelles par	218	53%

						commune par année 3,4,5 soit au total 413 OCB		
Output 5. Les communautés, les OBC et les OSC rassemblent des données et des expériences sur la qualité de la nutrition et la prestation des services WASH								
	# de rapport de suivi citoyen sur la qualité de la nutrition et la prestation des services WASH	somme de rapport de suivi citoyen sur la qualité de la nutrition et la prestation des services WASH	0		100	100 rapports de suivi citoyen soit 25 par an (24 communaux et 1 national)	105	100%
Output 6. La recherche sur le terrain génère des preuves et des moyens novateurs de prévenir la sous-nutrition								
Output 7. Les partenaires de la R2G, les OSC et le gouvernement s'engagent dans des plates-formes (sous) nationales pour le partage de données, l'apprentissage par les pairs et l'adaptation								
	# de participation des partenaires R2G, des OSC et du gouvernement dans les plates-formes (sous) nationales	somme des rencontres (plates-formes (sous) nationales) auxquelles les partenaires R2G, des OSC et du gouvernement local/régional, sur les données et de nouvelles mesures	32	En moyenne 4 rencontres par an par partenaires	150	272 en an2 (dont au moins 1 par commune d'intervention et 10 au niveaux regional/local/national) et ainsi chaque année soit 1088 participations aosities de comptes rendus de participations et mention de nouvelles mesures	245	100%
Output 8. Les partenaires de la R2G et les OSC font pression sur les donateurs pour mieux aligner le financement et la programmation								
	# d'autorités prenant part à des rencontres de haut niveau internationales avec les bailleurs de fonds (SWA, SUN)	nombre total de participation des représentants du gouverneman prenant part à des rencontres de haut niveau internationales avec les bailleurs de fonds (SWA, SUN, ODD)	5	rencontres SUN et SWA, ODD	20	10 participations en an 2 et 10 autres par an en an 3,4,5 documentées dans les rapports de mission avec images	15	75%

Annexe 3 : Contributions aux indicateurs IGG

Indicateur IGG	Définition	Contributions de Right2Grow			
		Indicateur	Réalisation 2025	Cumulatif	Notes
A.2.2 : Nombre de personnes directement touchées par des activités visant à améliorer temporairement/partiellement leur situation nutritionnelle	Les personnes touchées de manière ciblée (c'est-à-dire les personnes qui sont touchées ou qui peuvent être touchées). - identifiés par une intervention qui leur apporte un bénéfice temporaire et/ou partiel . situation nutritionnelle.	Nombre d'enfants admis dans le programme de traitement de la malnutrition dans les centres de santé communautaire	7243	17,748	17,748 enfants (3581 à Kayes, 14167 à Sikasso et Koulikoro)
A.2.3 : Nombre de personnes indirectement touchées	Personnes touchées de manière non ciblée (c'est-à-dire que les personnes touchées ne sont pas - ou ne peuvent pas être - identifiées) par une intervention qui peut apporter des avantages, mais qui n'en apporte pas. Ne contribuent pas structurellement à l'amélioration de leur état nutritionnel. Exemple : Programme radio	Nombre de personne touché indirectement par le programme Right2Grow	9694	1,195,211 Femme: 717,127 Homme: 478,084	Personnes touchées par les ateliers, les campagnes de sensibilisation, les activités d'émission radiophonique, les sessions de CLOCSAD, l'impact des foires rurales sur les acteurs du secteur privé, etc.
2.1 : Nombre d'entreprises engagées dans l'agro-industrie inclusive		Nombre d'organisation du secteur privé accompagné par le projet R2G	25	98	Nombre de groupements du secteur privé impliqué dans le projet R2G dans la zone d'intervention
4.1 : Nombre de réformes/améliorations des principales politiques/lois/réglementations		3.2 Nombre de lois, politiques, normes/attitudes et décisions,	21	27	Documents politiques améliorés (21 PDSEC, Code de

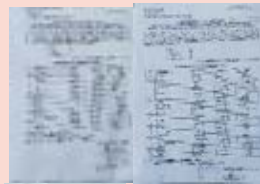
(inter)nationales en matière de FNS (identique au SCS 2)		bloquées, adoptées, améliorées au niveau national, régional, communal et local pour un développement durable et inclusif.			l'eau, politique nationale de l'eau et l'assainissement, Constitution du 22 juillet 2023, politique nationale de nutrition, etc.)
a. Nombre de personnes disposant d'une eau potable gérée en toute sécurité (ODD 6.1.1)		NA			
b. Nombre de personnes bénéficiant de services d'assainissement gérés en toute sécurité (ODD 6.1.2)*		NA			
c. Nombre de personnes vivant dans des communautés sans défécation à l'air libre		NA			

Annexe 4 : Résultats récoltés

Nr	Titre du résultat	Pertinence du Résultat	Contribution des R2G aux résultats	Preuves de changement et de contribution	Valideurs externes	Genre
1	Le 27 mai 2025 au Mali, les membres du Conseil Nationale de la Transition du Mali à travers la commission Mines, Energie et Eau, ont impliqué la société civile dans la validation du projet de loi portant sur la ratification de l'Ordonnance n°2025-021/PT-RM du 04 avril 2025 autorisant la ratification de l'Accord de financement du projet d'appui pour la sécurité de l'Eau au Mali (PASEMA) soutenu par une collaboration entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA)	Ce projet fait partie des projets contribuant à l'amélioration de l'accès à l'eau potable au Mali. C'est également une preuve de l'engagement de l'Etat pour un accès universel à l'eau, l'hygiène et l'assainissement au Mali ; qui a aussi reconnu l'eau comme un droit fondamental dans sa nouvelle constitution. Cela est lié au résultat intermédiaire E portant sur la prise en compte des enseignements et des lacunes dans l'élaboration des politiques et des lois	A travers l'appui de R2G, les deux réseaux des parlementaires WASH et Nutrition disposent d'un plan d'action revu lors de l'atelier du 21 mai 2025 à l'hôtel ONOMO et parmi les activités inscrites, il y a l'activité portant sur « Organisation des séances d'écoute avec les responsables techniques sur les problématiques en lien avec le WASH et la Nutrition ».	Des preuves pour le changement :  CamScanner 16-05-2025 09.45.pd  CamScanner 16-05-2025 09.44.pd Preuve de la contribution:  PA2025-2026 Parlementaires.xlsx	Mamadou DIABIRA : Membre de la Commission Mines, Energie et Eau Tél : 76356270	Les femmes, les hommes et les personnes en situation d'handicap ont été particulièrement impliqués dans toutes ces activités
2	En février 2025 dans la commune de Mahina, suite à la note plaidoyer soumise en 2023 par le CVC avec l'appui de Right2Grow, la population a été réapprovisionnée en eau potable à travers le branchement de la société malienne de gestion de l'eau potable	La population du chef-lieu de la commune de Mahina n'avait plus accès à l'eau potable depuis mars 2022 suite aux incidents de destruction des matériels de la station de pompage dans le lit du fleuve. Le CVC conscient des difficultés vécues par la population, après un diagnostic a présenté une note de plaidoyer en Aout 2023. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire B portant sur l'accès à des services nutritionnels et d'EHA abordables	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023 : Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2023 : Appui financier à la mise en œuvre du plan d'action du comité de veille citoyenne au profit 44 participants (H : 32 - F : 12)	Des preuves pour le changement:  Preuve de la contribution:  RAPPORT MISE PLACE CVC.docx	Wandé Konaté président CVC Mahina tel : 74 94 88 35 Mr Mamady DANSSOKO 1er adjoint maire Mahina Tel : 66927267	Toute la population du chef-lieu de la commune de Mahina profitera de l'accès à l'eau potable de bonne qualité.
3	Pour la 1 ^{ère} fois en 2025 dans la commune de Bamafé, deux villages ont effectué le paiement de la totalité	À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres auprès de la	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi	Des preuves pour le changement : Preuve de la contribution:	ISSIAGA SANOGO Secrétaire général	Les résultats de cette activité

	des taxes de développement régional et local au compte de l'exercice 2026 grâce à la sensibilisation du CVC avec le soutien de Right2Grow	population, le CVC a entamé plusieurs activités de sensibilisation auprès de la population. Ces sensibilisations par pair ont porté fruit et ont véritablement marqué la population de deux villages qui ont pris la décision de payer la taxe de développement de l'exercice 2026. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique	citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023 : Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Juin 2023 : Analyse des budgets des communes avec l'appui du Groupe de suivi budgétaire.		Mairie Bamafélé 66948308 Aly K DEMBELE CVC Bamafélé tel : 78414554	profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que les couches vulnérables.
4	En octobre 2023 pour la 1 ^{ère} fois à Hawa dembaya, suivant le problème d'accès à l'eau potable, le comité de veille citoyenne (CVC) avec le soutien de Right2Grow, a adressé une note de plaidoyer à la mairie et obtenu la réalisation d'un point d'eau potable dans l'enceinte du groupe scolaire du village Médine.	L'accès à l'eau potable se posait avec acuité au sein de l'établissement. Les activités d'assainissement des latrines étaient en souffrance pour manque d'eau. C'est sur la base de ces constats que le CVC a interpellé la mairie pour la réalisation d'un point d'eau dans le groupe scolaire Médine. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	-Avril 2022 : Mise en place du CVC dans la commune au profit de 39 personnes (H :27 et F :12) -17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -Mars 2023 : Renforcement des capacités des CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 personnes (H : 2 et F : 2) -15/7/2023 : Réunion tripartite CVC-CGS avec 9 personnes dont 6 hommes et 3 femmes	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM  RAPPORT MISE PLACE CVC.docx	Mme COULIBALY Cissé TOURE :67 79 47 98 Présidente association « ANW MA GNANY » Médine Commune de Hawadembaya Mr Youssouf DEMEBELE :65 09 66 01Président CVC Commune de Hawadembaya Mamadou Lamine Fofana membre CVC	Les enfants profiteront particulièrement de l'accès à l'eau potable.
5	Pour la 1 ^{ère} fois en mai 2025 dans la commune de Hawa dembaya,	La consommation des produits locaux à haute valeur	-21 au 24 juin 2022 : Formation des groupements des femmes et jeunes	Des preuves pour le changement :	Mme COULIBALY Cissé TOURE : 67	Toute la population

	l'association AN MA GNANY (groupement de femme) a financé sa participation sur fond propre à la foire sur les produits locaux à haute valeur nutritive	nutritionnelle à prix abordable est une bonne alternative de la prévention de la malnutrition. Cette opportunité est l'une parmi tant d'autre pour faciliter l'accès de la population aux produits abordables. Ce qui correspond au résultat intermédiaire B portant sur l'accès à des services nutritionnels et d'EHA abordables	sur la transformation des produits à hautes valeurs nutritives et les opportunités économiques au profit de 24 femmes. -Juin 2022 : Appui en équipements de transformation des produits -Mai 2023 et 2024 : Participation du groupement de femme aux foires d'exposition vente des produits locaux	 Participation à la foire Preuve de la contribution :  TDR EQUIPEMENT MATERIELS.docx	79 47 98 Présidente association « ANW MA GNANY » Médine Commune de Hawadembaya	profitera du changement à travers l'accès abordable aux produits à haute valeur nutritive
6	Pour la 1 ^{ère} fois à Kayes et Bafoulabé en mai 2025, les maires de 7 communes se sont engagés lors des réunions d'interface et de cadre de coordination des actions de développement avec le soutien de Right2Grow à augmenter la part du budget affecté à la nutrition à 10% lors de la session budgétaire du budget additionnel de juin 2025.	À la suite du constat de faible allocation budgétaire allouée à la nutrition, révélé par les analyses budgétaires, les organisations de la société civile ont interpellé les élus locaux pour l'augmentation du financement de la nutrition. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	-Mars 2023 : Renforcement des capacités des CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 personnes (H : 2 et F : 2) -Avril 2025 : Appui à la réalisation de l'analyse budgétaire de l'exercice 2024 -Mai 2025 : Appui financier pour la réalisation des réunions d'interface et la tenue des CAOCSD dans les 24 communes	Des preuves pour le changement:  BE TRASMETTANT DROITS DE TIRAGE SF Preuve de la contribution : 	Les maires ISSIAGA SANOGO Secrétaire général Mairie Bamafélé 66948308 Mamady DANSSOKO 1er adjoint maire Mahina Tel : 66927267 Oumar Coulibaly maire Marintoumania :76 070926 Maire Ségala Amadou Coulibaly : 76 06 97 18 Kandé Doucouré Maire Bafoulabé :6 96 89 59 Aly Yaffa 1 ^{er} adjoint Hawadembaya : 79012452 Assamady Diallo maire Koulhoun :7607069 7 Dioncounda Sissoko : 79338083	Le changement profitera aux enfants de moins de 5 ans dans les 7 communes concernées.

7	En 2025, la mairie de Sirakorola a réalisé un château d'eau dans le village de Kekan commune de Sirakorola pour la première suite à une remise de note de plaidoyer par le comité de veille citoyenne au Maire de Sirakorola pour la construction d'un château d'eau.	L'accès des femmes et des enfants aux services de qualité en eau potable constitue une grande préoccupation pour les ménages. Le comité de veille citoyen ayant fait ce constat, a élaboré une note de plaidoyer et adresse a la mairie de Sirakorola pour la résolution de ce problème crucial. Par ailleurs, ce besoin de renforcer les connaissances des élus locaux et légitimités traditionnelles sur le wash était là. C'est ainsi cette sollicitation a été prise en compte dans le plan de développement économique, social et culturel de la commune. Ce changement est lié au résultat intermédiaire D- sur la capacité à exprimer les besoins des communautés	-Renforcement de capacité des membres du comité de veille citoyenne sur l'élaboration de plan d'action en Février 2023 et mars 2024 au profit de 48 personnes dont 14 femmes; -Renforcement de capacité des membres de comité de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés au profit de 48 personnes dont 16 femmes; -Participation des comités de veille aux différentes sessions de formation sur le contrôle citoyen de l'action publique, sur les changements climatiques en 2023 au profit de 32 personnes dont 11 femmes; -Participation des comités de veille au cadre de gouvernance locale CACOSAD 2023, 2024 -Elaboration et remise de notes de plaidoyer au maire de la commune	Des preuves pour le changement : Château d'eau de Kekan  Délibération de la mairie de Sirakorola  Des preuves de contribution: Note de plaidoyer 	Koke Diarra, Rapporteur du comité de veille de Meguetan, Tel: 70 14 74 37 Sékou Coulibaly, chargé de l'hydraulique du comité de veille, Tel: 75 26 31 50	Ce changement favorise une meilleure accessibilité des femmes, des jeunes, des enfants et personnes en situation d'handicaps en eau potable de qualité et à moindre coûts
8	En 2025, la mairie de Meguetan a approvisionné trois (3) banques de cereal à Gouni, Kekan et Maféya en 15 tonnes de céréale avec la contribution des communautés grâce a la remise de note de plaidoyer par le comité de veille citoyen sur l'approvisionnement des banques de céréales construite depuis 2023.	La non-fonctionnalité des banques de céréales constitue une véritable préoccupation pour les femmes, les jeunes, les paysans, les ménages en période de soudure. Ce changement s'aligne avec l'output 7 qui porte sur l'implication de la société civile dans la promotion de la sécurité alimentaire en tenant compte des changements climatiques. Il montre à suffisance l'effort du Comité de veille citoyenne dans	-Renforcement des capacités des élus locaux sur la mobilisation des ressources en 2022, et sur les changements climatiques en 2023 au profit de 36 personnes -L'appui de Right2Grow dans l'organisation des cadres de concertation en 2021, 2022, 2023 et 2024 ; -La participation des élus locaux dans les différents cadres de gouvernance locale CLOCSAD, CACOSAD 2023, 2024	Des preuves pour le changement : Banque de cereal de Gouni  Preuve de la contribution : 	Aly Semba Diallo, 1er Adjoint au Rapporteur du comité de veille de Meguetan, Tel: 79 07 55 92 Ismael Kamaté, secrétaire générale de la mairie, Tel: 76 42 92 45	Le renforcement des mécanismes de sécurité alimentaire à travers une meilleure gouvernance des banques de céréales communaut

		le cadre du suivi et la collecte des données probant et le plaidoyer à l'endroit des décideurs sur l'amélioration des services wash et nutrition	Elaboration et remise de notes de plaidoyer au maire de la commune			aires par les décideurs locaux améliore l'accès aux intrants et aux vivres alimentaires pour les ménages, les paysans, les jeunes et les femmes pendant la période de soudure
9	Grace a la remise de note de plaidoyer à la mairie de Meguetan par les membres du comité de veille citoyenne de Meguetan, la mairie de la commune de Meguetan a doté en kits d'assainissement (deux (2) brouettes et autre petits matériels d'assainissement) l'école du 1er cycle fondamentale 1 de Gouni en 2025.	A la suite d'une évaluation de la qualité des services Wash dans les écoles par le comité de veille citoyenne en 2023. Il a été révélé l'inexistence des infrastructures adéquates d'hygiène et d'assainissement dans les écoles. Cela constitue un véritable risque de santé publique pour les enfants et la propagation des maladies infectieuses dans l'espace scolaire. Ainsi, le comité de veille citoyenne a remis une note de plaidoyer pour demander un soutien auprès de la mairie pour la réalisation de cet objectif. Ce résultat cadre avec l'Outcome intermédiaire D- sur la capacité à exprimer les besoins des communautés.	-Renforcement de capacité des membres du comité de veille citoyenne sur les techniques d'élaboration de plans d'action en février 2023 et Mars, 2024 au profit 48 personnes dont 14 femmes ; -Aoutien financier des plans d'action 2022, 2023, 2024 et 2025. -Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés au profit de 48 personnes dont 16 femmes; -Formation des membres du comités de veille sur le contrôle citoyen de l'action publique au profit de 32 personnes dont 11 femmes, -Participation des comités de veille au cadre de gouvernance locale CACOC SAD 2023, 2024 -Elaboration et remise de notes de plaidoyer au maire de la commune	Des preuves pour le changement : Kits d'assainissement pour l'école  bordereau de livraison 	Koke Diarra, rapporteur du comité de veille de Meguetan, Tel: 70 14 74 37 Sékou Coulibaly, chargé de l'hydraulique du comité de veille, Tel: 75 26 31 50	La remise des kits d'assainissement favorise durablement l'amélioration d'un meilleur cadre de vie et environnemental pour les filles et garçons de l'école
10	En 2025, un château d'eau a été réalisé dans le centre de santé communautaire du quartier Souban, Koulikoro par la mairie de Koulikoro pour la première fois suite à la note de	L'évaluation de la qualité des service Wash par le comité de veille citoyenne a montré l'inexistence d'un point d'eau potable fonctionnel au niveau	-Renforcement de capacité des membres du comité de veille citoyenne sur les techniques d'élaboration de plans d'action en Février 2023 et Mars, 2024 au	Des preuves pour le changement : Château du centre de sante communautaire de Souban, Koulikoro	Seyba Diarra, rapporteur du comité, Tel : 76 15 46 92	La réalisation de château d'eau, favorise la

	plaidoyer adressée à la mairie de Koulikoro par le comité de veille citoyenne en décembre 2023 après l'évaluation de la qualité des services Wash	de centre de santé communautaire de Souban, Koulikoro Cela est un danger pour la population et contraire à la déontologie de la sante. Ça constitue un risque majeur de propagation et de contamination de bactérie et virus chez les malades, les femmes enceintes, allaitantes et les enfants qui fréquentent le centre de Sante. Il y a donc une insuffisance des normes d'hygiène, d'assainissements et l'accès à l'eau potable. Ce résultat cadre avec l'outcome intermédiaire D.	profit4e 24 personnes dont 8 femmes; -Aoutien financier des plans d'action 2022, 2023, 2024 et 2025. -Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés au profit de 48 personnes dont 16 femmes; -Formation des membres du comités de veille sur le contrôle citoyen de l'action publique au profit de 32personnes dont 11femmes, -Participation des comités de veille au cadre de gouvernance locale CACOC SAD 2023, 2024	 Preuve de la contribution :  Rapport Cadre d'échange.docx  Rapport d'analyse des données sur la nu	Rokia Doumbia, chargé genre du comité, Tel : 92 92 09 22	disponibilité et l'accès en eau potable de qualité aux femmes, aux enfants et aux personnes vulnérables au niveau des centres de santé communaut aire, maternité et dispensaire de la commune à travers le respect des normes et standards d'hygiène et d'assainissement
11	Pour la première fois, la population des villages de Tao-Tomo et Sanankoroni ont collectes des céréales en novembre 2024 après la récolte pour soutenir les activités nutritionnelles des Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) à la suite des séances de sensibilisation et de plaidoyer faite auprès des chefs de village et la mairie de Kolokani par le comité de veille citoyenne de Kolokani.	L'évaluation des normes nutrition dans les deux villages par le comité de veille citoyenne a révélé qu'il n'y avait pas de Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition dans ces deux villages. Des séances de sensibilisation ont permis la mise en place de Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition dans ces deux villages. Ces nouveaux groupes de soutien aux activités de nutrition rencontraient des difficultés d'avoir des matières premières suffisantes pour les	-Renforcement de capacité des membres du comité de veille citoyenne sur les techniques d'élaboration de plans d'action en février 2023 et Mars, 2024 au profit 48 personnes dont 14 femmes; -Aoutien financier des plans d'action 2022, 2023, 2024 et 2025. -Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés au profit de 48personnes dont 16femmes, -Formation des membres du comités de veille sur le contrôle citoyen de l'action publique au profit de 32 personnes dont 11femmes,	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  Rapport d'activités 2024 CVC Kolokani.dc	Madame Diarra Assitan Sidibé, Directrice technique du centre de santé communautaire de Kolokani (Cscm) Tel :76 08 59 85 Souleymane Traoré, Secrétaire Général du comité de veille citoyenne Kolokani (CVC) Tel : 73 04 38 18	Cet appui communaut aire aux groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) a permis de renforcer leurs capacités opérationnelles ce qui a contribué à la prise en charge de

		activités de démonstration culinaire. L'initiative de plaidoyer du comité de veille citoyenne auprès des leaders communautaires a permis de mobiliser des céréales pour appuyer durablement les groupes de Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN) de ces villages en intrants. Ce résultat est en lien avec le grand Résultat 1 du projet	-Participation des comités de veille au cadre de gouvernance locale CACOCASD 2023, 2024 -Elaboration et remise de notes de plaidoyer au maire de la commune -Tenue des séances de sensibilisation à Tao-Tomo et Sanankoroni avec les membres du CSCOM de Kolokani			60 enfants en état de malnutrition à travers les activités de démonstration culinaire à base des produits des locaux à haute valeur nutritive
12	L'organisation d'un cadre de concertation en 2023 par Right2Grow a permis à la mairie de Nonsombougou d'insérer dans son plan de développement social économique et culturel (PDESC) 2025-2029 les activités spécifiquement à la nutrition, l'hygiène, eau et assainissement.	Le suivi budgétaire avait montré un faible taux en lien avec la nutrition le Wash dans le budget de la commune de Nonsombougou. Ainsi, lors du cadre de concertation locale tenu en mars 2023 les autorités communales de Nonsombougou s'étaient engagées à investir durablement dans les domaines de la nutrition et Wash à travers un plan d'engagement et de financement. Pour mettre en œuvre les activités inscrites dans ce plan de financement, le conseil communal a pris en compte spécifiquement ces activités dans le PDESC 2025-2029. Ce changement cadre avec l'outcome intermédiaire portant sur les politiques et lois	-Renforcement de capacité des membres du comité de veille citoyenne sur les techniques d'élaboration de plans d'action en février 2023 et Mars, 2024 au profit de 48 personnes dont 14 femmes; -Aoutien financier des plans d'action 2022, 2023, 2024 et 2025. -Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés au profit de 48 personnes dont 16 femmes, -Formation des membres du comités de veille sur le contrôle citoyen de l'action publique au profit de 32 personnes dont 11femmes, -Participation des comités de veille au cadre de gouvernance locale CACOCASD 2023, 2024	Des preuves pour le changement :  PDESC COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU Preuve de la contribution :  Plan de financement Wash et nutrition 202	Salif Traoré, Secrétaire général de la Maire Nossombougou Tel : Soiba Diarra, Secrétaire général du comité de veille citoyenne (CVC) Nossombougou Tel :	L'aspect genre en lien avec l'accès des personnes en situation d'handicap, femmes et jeunes à l'eau, nutrition, assainissement sont pris en compte dans le PDESC 2025-2029
13	En 2025, la banque de céréale communale de Danderesso a été approvisionné avec plus de 4,5 tonnes de céréales suite à la note de plaidoyer adressé à la mairie après le diagnostic du comité de veille citoyenne de Danderesso	Le commissariat à la sécurité alimentaire du Mali avait installé des banques de céréales dans plusieurs communes du Mali pour rendre les céréales accessibles et moins chères à la population en période de soudure. Le	-Mise en place du Comité de Veille Citoyenne en avril 2022, -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au	Des preuves pour le changement :  Photo_bordereau de banque de cereal.jpg	Siaka Madou 1er Adjoint au Maire de Danderesso Telephone : 76844164	Avec le bon fonctionnement du comité de gestion de la banque de céréale, la

		diagnostic du comité de veille citoyenne a montré des incohérences dans la gestion de la banque et elle était en faillite. Le comité ne fonctionnait plus. C'est ainsi, une forte mobilisation a été faite autour de la gestion et le comité de gestion a été redynamisé. Ce résultat cadre le grand résultat 2 portant sur la bonne gouvernance	profit de 32 personnes dont 11 femmes. -Formation des membres du comité de veille citoyenne sur l'élaboration de plan d'action avril 20-22, Mars 2023, Février 2024 et Mars 2025 au profit de 48 personnes dont 14 femmes ; -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024 et 2025 -Diagnostic de la banque de céréale et son fonctionnement en 2023, -Redynamisation du comité de gestion le novembre 2024 -Ouverture d'un compte le 28 avril 2024, et dépôt de 500.000 F CFA,	 Photo_bordereau de banque de cereal_suit Preuve de la contribution :  Note%20de%20plaidoyer%20CVC-N°4_Da	Souleymane Diakitè, President CVC de Daneresso Tel : 79448072	population de la commune de Danderesso et environnement auront un accès facile aux céréales pendant la période de soudure (environ 10000 habitants hommes, femmes et enfants
14	Grace au plaidoyer du comité de veille citoyenne de Danderesso à travers la remise de note de plaidoyer au maire, 4 forages d'eau potable ont été réalisés dans 3 villages (Bambougou, Niezasso, Nairrzadougou) dans la commune de Danderesso en juin 2025 pour la première fois avec le partenaire Fonds SAODIA	Les 4 villages connaissaient une crise d'eau cruciale. C'est pourquoi le comité de veille citoyenne a plaidé afin que ces villages soient priorités en termes d'accès à l'eau potable. Ce résultat s'aligne avec le résultat 2 portant sur la bonne gouvernance	-Mise en place du Comité de Veille Citoyenne en avril 2022, -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit de 32 personnes dont 11 femmes -Formation des membres du comité de veille citoyenne sur l'élaboration de plan d'action avril 20-22, Mars 2023, Février 2024 et Mars 2025 au profit de 56 personnes dont 16 femmes -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024 et 2025	Des preuves pour le changement : Preuve de la contribution : Les rencontres et le plaidoyer sont faits verbalement sans écrit	Siaka Madou 1er Adjoint au Maire de Danderesso Téléphone : 76844164 Brehima Traoré Secrétaire General du CVC de Danderesso Tel : 92400099	Avec la réalisation de 4 forages, 1800 habitants, hommes, femmes et enfants des villages de Bambougou, Nairrzadougou et Niezasso ont accès à l'eau potable
15	De janvier à mars 2024, pour la 1^{ère} fois le comité de veille citoyenne de la commune de Hawadembaya a appuyé les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) pour la constitution	L'Association de santé communautaire (ASACO) et les groupes de soutien aux activités de nutrition rencontraient des difficultés de prise en charge	-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes : 39 dont 27 Hommes et 12 Femmes)	Des preuves pour le changement :	-Madame COULIBALY Cissé TOURE : 223 67 79 47 98 Présidente association « ANW	Les enfants de 6 à 59 mois, les familles vulnérables

	de stock de vivres (stocks évalués à 113 Kg, valeurs monétaires : 135.200 FCFA soit 206,11€) auprès des communautés pour assurer les démonstrations nutritionnelles au profit des enfants de 6 à 59 mois.	des frais des démonstrations nutritionnelles dans les villages qui a considérablement limité la réalisation des démonstrations nutritionnelles. Cette action a engendré une forte implication et appropriation des communautés dans les questions de prise en charge des démonstrations nutritionnelles au profit des enfants de 6 à 59 mois. Elle a donné une nouvelle vision aux populations par rapport aux rôles de chaque acteur dans la lutte contre la malnutrition. Ce qui correspond à l'outcome intermédiaire A du grand résultat 1 : Les communautés sont conscientes des petites actions réalisables et les mettent en pratiques.	-Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes -15 juillet 2023 : Réunion tripartite CVC-GSAN- ASACO, ayant enregistré 9 participants dont 3 femmes -Octobre 2022 à Décembre 2023 : Réalisation de l'étude de recherche GSAN-B -Juillet 2023 : restitution des résultats de l'étude « GSAN-B » aux CVC des communes R2G des cercles de Kayes et Bafoulabé sur le rôle des GSAN dans la chaîne de lutte contre la malnutrition. -Octobre 2023 à Mars 2024 : Plaidoyer du CVC auprès des leaders communautaires, chefs de ménage et la population pour appuyer les GSAN dans les activités de nutrition	Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM	MA GNANY » Médine Commune de Hawadembaya -Monsieur Youssouf DEMEBELE : 223 65 09 66 01 Président CVC Commune de Hawadembaya	et les femmes enceintes et allaitantes ont particulièrement bénéficié des préparations ainsi que les hommes, les jeunes et Personnes en situation de handicap
16	Pour la 1 ^{ère} fois le 22 Mai 2024, le comité de veille citoyenne de Bafoulabé soutenu par Right2Grow a adressé une note de plaidoyer au Gouverneur de la région de Kayes portant sur la problématique de gestion du bac de traversée liant le cercle de Bafoulabé à celui de Kayes.	La barque de traversée connaît des pannes fréquentes empêchant la mobilité des habitants du cercle de Bafoulabé. Le moteur de la barque étant en panne, ceux sont des pirogues qui tirent la barque pour assurer les traversées des populations et des véhicules. Cette situation représente un manque à gagner pour la population qui subit les conséquences de cette mauvaise gestion. C'est ainsi que le comité de veille citoyenne s'est saisi de la problématique en interpellant le gouverneur de la région pour la remise d'une note. Cette action correspond à l'Outcome 2 qui porte le plaidoyer et la	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2023: Appui financier à la mise en œuvre du plan d'action du	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  Rap PDESC BUDGET.docx	Mr. Djédy DIAKITE member CVC Bafoulabé : 223 66 09 21 75 Mr. Kandé DOUCOURE Maire Bafoulabé : 223 66 96 89 58	Les hommes, femmes et Personnes en situation de handicap ont participé au processus de plaidoyer. En plus, ce changement profite à toute la population de Bafoulabé.

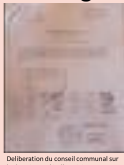
		recherche de la bonne gouvernance en matière de nutrition et d'EAH afin de prévenir la sous-nutrition.	comité de veille citoyenne au profit 44 participants (H : 32 - F : 12) -Juin 2023: Analyse des budgets des communes avec l'appui du groupe de suivi budgétaire			
17	Pour la 1 ^{ère} fois à Kayes du 20 au 21 Avril 2024, les groupements de femmes soutenus par le projet Right2Grow ont assuré le renforcement de capacité des femmes des 12 Associations villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) sur la transformation des produits locaux à haute valeur nutritive.	Chaque année les projets s'attachaient aux services des consultantes venant de Bamako pour assurer la formation des femmes sur la transformation des produits locaux et ce déplacement était onéreux. La promotion des produits locaux à haute valeur nutritive est une innovation dans les 8 communes et se présente comme une aubaine pour les femmes des AVEC qui sont localisés dans les villages. Cela correspond à l'outcome intermédiaire A du grand résultat 1 : Les communautés sont conscientes des petites actions réalisables et les mettent en pratiques.	-Juin 2022: Identification et recrutement du consultant pouvant faciliter la formation en technique de transformation des céréales, légumes et fruits en recettes à haute valeur nutritives pour la nutrition des enfants de 6 à 59mois pendant 5 jours. -Juillet 2022 et Avril 2023 : Achat des équipements des matières premières en vue de la transformation des produits et le conditionnement dans les emballages ; Avec des emballages personnalisés, dates de fabrication et consommation, composition de la recette, les références du groupement, etc. -Mai 2023 et Mai 2024 : Participation des groupements de femmes aux foires d'exposition vente des produits locaux transformés	Des preuves pour le changement :  RAPPORT TRANSFORMATION  Preuve de la contribution :  TDR FORMAT_EQUIP_18A	Madame COULIBALY Cissé TOURE : 223 67 79 47 98 Présidente association « ANW MA GNANY » Médine Commune de Hawadembaya Madame MARICO Assan DOUBIA : 223 79 20 81 54 Secrétaire association « SABOUGNOUMA » Ségala Commune de Ségala	Ce changement profitera aux hommes, femmes et particulièrement aux enfants dans le cadre de la bonne utilisation et la disponibilité des produits à haute valeur nutritionnelle.
18	Pour la 1 ^{ère} fois en Avril 2024, le comité de veille citoyenne de la commune de Hawadembaya soutenu par Right2Grow a remis deux notes de plaidoyer aux entreprises d'exploitation énergétique de sa commune pour l'insertion d'une ligne de crédit dans leurs budgets annuels permettant de financer les activités de développement de la commune.	10 villages de la commune de Hawa Dembaya étaient confrontés à un problème d'assainissement et d'évacuation des déchets. Le comité de veille citoyen dans sa dynamique de recherche de solution à ce problème, a pensé à l'entreprise installée dans sa commune en leur demandant un appui pour venir à bout de	-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes :39 dont 27 Hommes et 12 Femmes) -Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes	Des preuves pour le changement :  Note adressée à SEMAF.jpg  Note adressée à ALBATROS.jpg	-Maire Hawadembaya : 22373272719 -Barry chef du personnel de la société d'exploitation de Manantali et de Félou 66748662	Ce changement bénéficiera à toute la population de la commune de Hawa Dembaya.

		problème d'assainissement auxquels ces 10 villages étaient confrontés. L'entreprise ayant reçu la note, a accordé une audience au groupe CVC pour leur écouter. Cela correspond à l'Outcome intermédiaire D.		Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM		
19	Pour la 1 ^{ère} fois en juin 2024, une femme formatrice de la commune de Hawa Dembaya a pris l'engagement d'accompagner le comité de veille citoyenne de ladite commune soutenu par Right2grow dans sa mission d'information et de sensibilisation pour le paiement des taxes de développement régional et local (TDRL) dans 10 villages.	À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres dans la commune, la mairie a chargé le comité de veille citoyenne de sensibiliser les communautés à travers les chefs de villages dans le paiement des taxes de développement de la commune. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique.	-Avril 2022 : Mise en place du comité de veille citoyenne (CVC) dans la commune (Nombre de personnes :39 dont 27 Hommes et 12 Femmes) -Mars 2023 : Renforcement des capacités du CVC en technique de plaidoyer au profit de 4 participants dont 2 Hommes et 2 Femmes -22 et 23 avril 2024 : tenue de la réunion d'interface et le Comité d'arrondissement d'orientation de coordination des actions de développement avec la participation des femmes.	Des preuves pour le changement :  VID-20240718-WA0012.mp4 Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM	-Madame COULIBALY Cissé TOURE Présidente association Commune de Hawadembaya 223 67794798	Ce changement essentiellement sur les femmes qui ont changé de comportement par rapport au paiement des TDRL de leur famille et profitera à toute la population de Hawa Dembaya.
20	Le réseau des parlementaires du Mali s'est engagé pour la première fois à formaliser le Réseau Eau hygiène assainissement à travers l'élaboration d'une charte et l'élargissement du Réseau en intégrant l'aspect Nutrition conformément au plan d'action 2024-2025 élaboré lors de l'atelier de renforcement du réseau de parlementaire tenu du 02 au 03 Mai 2024 à l'Hôtel Onomo à Bamako avec le soutien de Right2Grow.	La santé publique et l'eau hygiène assainissement sont des concepts qui évoluent ensemble. Lorsqu'un individu est malnutri, son système immunitaire est 2 fois plus vulnérable qu'un patient malade. Il a été constaté que la plupart des décès des enfants de moins de 5 ans sont attribués à la sous nutrition mais également aux maladies hydriques. Ce qui stipule que l'eau et la nutrition sont intimement liées. C'est dans ce cadre que la constitution malienne a reconnu dans les articles 10 et 22 l'eau et l'alimentation comme des	-2 au 3 mai 2024 : La tenue d'un atelier de renforcement de capacités de 17 parlementaires du Conseil National de la Transition (CNT) (7 femmes et 10 hommes) sur les concepts de base du WASH et de la Nutrition et le rappel de l'importance de la création d'un Réseau WASH et Nutrition -27 au 28 septembre 2022 : La tenue d'un atelier de formation sur les techniques de plaidoyer regroupant 14 parlementaires (5 femmes et 9 hommes). De plus cet atelier a permis au Réseau de voir	Des preuves pour le changement :   Preuve de la contribution :  	-Honorable Kadidia Sangaré, Conseil National de Transition Tél : 223 78 45 53 23 -Honorable Mohamed Ould Sidi Mohamed, Conseil National de Transition Tél : 223 76 19 39 79	Le Réseau des parlementaires est constitué d'hommes et de femmes, tous impliqués dans le processus de mise en œuvre de ce Réseau WASH et Nutrition.

		droits. La mise en place d'un Réseau EHA et Nutrition contribuera à l'effectivité de ce droit. Aussi, la formalisation de ce Réseau permettra d'avoir plus de crédibilité sur le plan national lors des actions de plaidoyer en faveur du WASH et de la Nutrition. C'est également un outil de pilotage des activités à réaliser pour le réseau afin d'atteindre les objectifs définis. Ce qui correspond l'Outcome intermédiaire E qui porte sur l'élaboration des politiques et loi.	l'importance de la mise en place d'un Réseau formel d'où leur engagement pour diligenter la formalisation dudit Réseau.			De plus, le Lead du Réseau WASH est mené par une femme.
21	Le représentant du ministère de l'Energie et de l'Eau s'est engagé lors de l'atelier du 11 juillet 2024 soutenu par Right2Grow sur l'état de mise en œuvre de la feuille de route du Comité SWA National à amplifier ses efforts pour l'accélération de l'adoption politique de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et la Politique Nationale de l'Assainissement (PNA) et des programmes nationaux d'ici Décembre 2024.	L'adoption de la nouvelle politique va accélérer l'atteinte de l'Objectif de développement durable (ODD6) qui vise l'accès à l'eau potable pour tous d'ici l'horizon 2030, en réduisant les inégalités notamment la révision tarifaire de l'eau au niveau urbain et rural, l'augmentation du budget national alloué au secteur eau et assainissement et enfin l'intégration des orientations stratégiques en faveur des populations les plus pauvres et les plus vulnérables à travers 04 programmes (Gestion intégrée des ressources environnementales, Aménagement Hydraulique, Accès à l'Eau Potable, Gouvernance). Cela correspond l'Outcome intermédiaire F qui porte sur les cadres de coordination entre le	11 juillet 2024 : L'appui financier de Right2Grow a permis d'une part de tenir l'atelier sur l'état de mise en œuvre du plan d'action 2023-2024 du Comité National SWA, au cours duquel les défis à la réalisation ont été identifiés et des solutions ont été proposés pour l'accélération de la mise en œuvre des activités notamment l'adoption politique de la PNE PNA d'ici fin 2024. D'autre part, il a permis au comité SWA national de participer aux événements internationaux (FME) pour partager leurs expériences et en retour apprendre de leurs pairs.	Des preuves pour le changement :  PLAN D'ACTION SWA 2023-2024 VF1. Preuve de la contribution : 	-Djouro BOCUM, Secrétaire Général du ministère de l'Energie et de l'Eau Tel: 223 76 02 31 56	Les hommes et les femmes sont impliqués dans le processus de mise en œuvre des activités SWA.

		gouvernement et la société civile.				
22	Avec le soutien financier et technique de Right2Grow aux membres du champion SUN, 500 femmes musulmanes sont sensibilisées sur la nutrition et l'eau hygiène assainissement à travers une activité du programme de la journée spirituelle des femmes musulmanes en février 2024 pour la 1 ^{ère} fois à Hamdallaye ACI 2000, un quartier de Bamako	La mobilisation et regroupement des femmes musulmanes chiites est très difficile à Bamako. Elles n'ont pas accès aux informations et sont difficile à atteindre. Vu l'importance de la nutrition des enfants, une des membres influents du champion SUN et organisatrice de la retraite spirituelle des groupements de femmes chiites est parvenu à intégrer dans le programme de la retraite spirituelle la sensibilisation sur la nutrition et le Wash. Ainsi, ce résultat est en lien avec l'output 1 de la théorie de changement	-Le soutien financier aux plans d'action des champions SUN en 2021, 2022, 2023 et 2024, -Renforcement de capacité des membres de champion SUN annuellement	Des preuves pour le changement :  Journée Spirituelle des femmes Whabites  Journée Spirituelle des femmes Whabites Preuve de la contribution :  TDR_Appui_Plan_Acti on_Champions_SUN_	Dr Youssouf TRAORE, Membre du mouvement SUN OSC de Bamako, Tel : 79283347 Sidy El Moctar Toure, Champion SUN, membre organisateur de la retraite des femmes Wahabites Tel : 76 38 96 82	Les messages de sensibilisation sur la nutrition, l'hygiène et assainissement a touché plus de 500 femmes Wahabites venants des quartiers de Bamako
23	Les sessions de sensibilisation du comité de veille citoyen de la commune de Zanfigue sur l'eau hygiène assainissement entre février et mars 2023 a permis pour la première fois de réparer 8 bornes fontaines dans le village de Bozola Zangasso en janvier 2024.	Il y avait le besoin de renforcement des connaissances des élus et la population sur la bonne gestion des infrastructures eau hygiène assainissement pour une prise de conscience. C'est partant de ce constat que le comité de veille citoyenne a engagé des activités de sensibilisation au profit de la population. Ce résultat relève de l'Outcome intermédiaire A.	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier dans la mise en œuvre du plan d'action 2023 et 2024 du Comité de Veille Citoyenne -Organisation des séances de sensibilisation sur l'eau hygiène assainissement et la nutrition dans les 11 villages de la commune de Zanfigue : Djebe, Zangasso, Doubaniana, Sogouasso, Tiotieri, Nitiorosso, Karangasso deni, Niagouara, Soukosso, Gouandara, Bombala,	Des preuves pour le changement :  Note%20de%20plaidoyer%20CVC-Zanfigu  Rapport de Sensibilisation CVC Preuve de la contribution :  Output Plan de Sensibilisation CVC	-Mamadou SACKO, Maire de la commune de Zanfigué Tel : 76 15 22 76 -Dicko SIDIBE, Présidente du Comité de veille citoyenne de la commune de Zanfigue Tel : 79 24 50 91	La bonne gestion des points d'eau touche les femmes, les hommes et surtout les enfants. Ce qui contribue à une bonne alimentation et protection des enfants

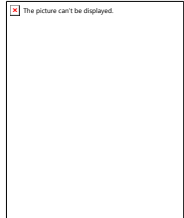
24	La gestion de la banque de céréale de la commune de Zanfigue a été améliorée et rendue fonctionnelle en mars 2024 à la suite d'une interpellation de la mairie sur sa mauvaise gestion en aout 2022 par le comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow.	Le commissariat à la sécurité alimentaire du Mali a créé la banque de céréales dans la commune pour soutenir la population et parure à la rupture de stock en période de crise alimentaire. Au départ, 20 tonnes de céréales étaient stockées et la population a pris ces stocks en crédit et n'a pas été remboursé depuis 2021. Conscient de l'importance de cette banque de céréale, le comité de veille citoyenne a mobilisé les communautés et la mairie pour une gestion transparente et bénéfique pour la population aboutissant à la redynamisation des banques de céréales comme indiqué dans l'outcome intermédiaire A	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes. -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.	Des preuves pour le changement :  Note%20de%20plaidoyer%20CVC-Mobilis. Preuve de la contribution :  RAPPORT_Formation%20des%20CVC%20:	-Mamadou SACKO, Maire de la commune de Zanfigue Tel : 76 15 22 76 -Madou Dembele, Président de la banque de céréale de Zanfigue Tel : 78 80 82 22	Tous les hommes, femmes et enfants de la commune de Zanfigue profitera de la bonne alimentation de la banque de céréale.
25	Grâce au plaidoyer du Comité de Veille Citoyen de Zanfigue à l'endroit de la coopérative des producteurs en Aout 2022 soutenu par Right2Grow, la vente de céréale brut aux champs a été considérablement réduite pendant la récolte et ce qui a permis de stabiliser le prix du kilo de maïs entre 225 à 250FCFA en Mars 2024 dans la commune.	La commune de Zanfigue est une zone de production du mil, maïs en abondance. C'est pourquoi dès la période de la récolte, les commerçants venant de Koutiala, Sikasso et Bamako affluent ce marché pour l'achat et le stockage de céréale avant la récolte. Pour mettre fin à cette pratique, le comité de veille citoyen a invité toute la communauté à la non-vente de céréale juste après la récolte. Cela a été fait à travers des sensibilisations avec le soutien des chefs de village et la mairie. Ce qui a permis la réduction de vente de céréale dans cette dernière campagne de récolte de céréale comme l'indique l'outcome	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.	Des preuves pour le changement :  Note%20de%20plaidoyer%20du%20cvc%20: Preuve de la contribution :  RAPPORT_Formation%20des%20CVC%20:	-Abdoulaye SANOGO, Conseiller à la mairie de Zanfigue Tel : 77 93 34 48 -Assim GALOME, Cultivateur a Bozola Zangasso Tel : 69 24 70 00	Ce changement profite à toute la population de Zanfigue à travers l'accès abordable aux céréales

		intermédiaire A de la théorie de changement.				
26	Pour la première dans la commune de M'Pessoba, le plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow auprès de la communauté a permis de doter 05 Groupes de soutien aux activités de nutrition en céréale et un montant de 100.000FCFA (152, 45€) en février 2024.	Ces groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) avaient du mal à fonctionner. La sensibilisation des comités de veille citoyenne a été un soulagement pour la reprise des activités de démonstrations nutritionnelles. Ce qui a convaincu les populations à prendre conscience et cotiser des tonnes de maïs, mil et riz pour soutenir les GSAN. Cela est lié à l'Outcome intermédiaire A.	- Formation des membres du Comité de Veille Citoyenne sur les techniques de contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024 -Cotisation et collecte de 1850kg de céréale dans la commune de Zanfigue en fin de récolte 2023	Des preuves pour le changement : Formulaire d'Outcome Harvesting (OH) Error! Bookmark not defined. Preuve de la contribution :	-Kalifa Coulibaly, Maire de la commune de M'Pessoba : 223 75 21 40 27 -Karim Coulibaly, Président CVC de M'Pessoba : 223 70 77 81 68	Ce changement a profité à environ 100 enfants et leur mère à travers les séances de démonstrations nutritionnelles
27	Suite à la tenue du cadre de concertation annuel organisé en décembre 2021 et la campagne sur le changement climatique réalisée en 2023 avec le soutien de Right2Grow, la mairie de Tienfala a mobilisé 10.000.000FCFA (15 244,9€) pour la construction d'un dépôt de transit des déchets solides à Tienfala Gare en fin 2023.	La commune de Tienfala est proche de la capitale du Mali qui éprouve des difficultés de gestion de ses déchets. Ce qui que les ramasseurs d'ordure utilisent cette commune comme dépôt. C'est ainsi que le comité de veille citoyen a interpellé la mairie pour trouver des solutions à ce problème. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique.	-Tenue d'un cadre de concertation entre OSC, élus locaux et services techniques en Décembre 2021 -Appui dans l'élaboration de plans d'engagement de la mairie en décembre 2021 -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 65 personnes dont 19 femmes. -Tenue d'un cadre de concertation le 18 Mai 2023 au profit 32 personnes dont 8 femmes	Des preuves pour le changement :   Preuve de la contribution :  TDRs cadre local annuel de concertation	-Fah DIABATE, Maire de la commune de Tienfala, 76 15 79 64 -Dr Youssouf TRAORE, Charge d'appui Technique, Point Focal Champion SUN	Ce résultat a touché environ 22 366 personnes dont 11 400 femmes et 8 722 hommes
28	Le comité d'eau de Forokobougou dans la commune de Ouolodo a été redynamisé en avril 2024 et rendu fonctionnel après la tenue d'une assemblée générale organisée par le comité à la suite d'un plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow à l'endroit de la mairie.	Le comité d'eau du château de Forokobougou ne fonctionnait plus et les membres ne se reconnaissaient même plus. Une crise de méfiance s'installe entre les jeunes et l'ancien membre du comité de gestion. Ce qui n'est pas à l'avantage de la communauté en besoin constant d'eau. Cela correspond à l'outcome intermédiaire D.	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Des preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :  NOTE%20DE%20PLAIDOYER%20CVC%201	-Sidy DIARRA, 1 ^{er} Adjoint au Maire de la commune de Nonsombougou : Tel :75 29 24 17 -Kefa KONARE, Conseiller au chef de village de Tel : 76 14 78 72	Les femmes, jeunes, enfants ont accès facile l'eau dans le village à travers une bonne gestion de l'infrastructure d'eau.

29	Le château d'eau de Ouolodo a été réparé à la suite d'une remise de note de plaidoyer par le comité de veille citoyen au Maire de Ouolodo lors de l'espace d'interpellation sur le WASH tenu en Mars 2024 avec le soutien de Right2Grow.	Le problème d'eau dans la commune de Ouolodo était devenu crucial depuis que le château est tombé en panne. Les difficultés autour de la gestion de l'infrastructure d'eau est la cause de ce problème d'eau. C'est ainsi que le comité de veille citoyen s'est saisi de ce dossier à interpellant la mairie. Cette assemblée a permis de redynamiser le comité et trouver une solution au problème de trésorerie. Cela correspond à l'outcome intermédiaire D.	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. Le soutien technique et financier des plans d'action des CVC 2024, 2023 et 2022.	Des preuves pour le changement :  Photo_1_Ouolodo_reparation de Chateau.jpg  Photo_2_Ouolodo_reparation de Chateau.jpg Preuve de la contribution :  Le document de planification financière de la commune de Ouolodo	-Lamine TRAORE, 1 ^{er} Adjoint au maire, chargé du WASH Tel : 79269553	L'accès des femmes et les enfants est facilité à travers cette réparation du château d'eau.
30	Après l'orientation des élus et conseillers communaux soutenu par Right2Grow en Avril 2023, la mairie de Meguetan a pris la décision d'impliquer un membre du comité de veille citoyen dans la commission de pilotage du budget communal et au processus d'élaboration du PDESC (Plan de Développement Economique, Social et culture) de la commune de Meguetan pour la première fois en Mai 2024.	Ce résultat cadre parfaitement avec l'Outcome intermédiaire C ou les organisations de la société civile collaborent régulièrement avec les autorités locales en matière de programmation et de planification financière	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 65 personnes dont 19 femmes. -Tenue d'un cadre de concertation le 18 Mai 2023 au profit 32 personnes dont 8 femmes -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen,	Des preuves pour le changement :  decision de la mairie de meguetan.png Preuve de la contribution :	-Aly Samba Diallo 1 ^{er} Adjoint au Maire, Tel : 79 75 55 92 -Le Secrétaire Général de la Mairie, Tel : 76 42 92 45	La participation des membres des comités de veille citoyen aux différents niveaux de prise de décision communale contribue à l'amélioration de la gouvernance locale en faveur de la nutrition et EHA au profit des femmes, des jeunes, des enfants et des personnes

						en situation d'handicap
31	Après la tenue d'une assemblée générale à Diékébougou provoquée par le comité de veille citoyen de Ouolodo sur la situation de gestion du bureau du comité de gestion d'eau en présence des acteurs (chefs de village, jeunesse et les femmes), le bureau du comité de gestion d'eau potable du village a été redynamisé le 03 Mai 2024 quelques jours après la réunions.	Le problème de la mauvaise gestion et fonctionnalité du comité d'eau potable a été révélé lors de l'évaluation de la qualité des services WASH organisée par le comité de veille citoyen. À la suite de cela, la jeunesse et la population ont pris la décision de redynamiser le comité d'eau et mettre fin à cette pratique. Ce changement cadre avec Output 5 portant sur la prestation de services EHA	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. -Soutien dans l'élaboration des plans d'action 2022, 2023 et 2024, -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen, -Suivi et appui technique au comité de veille citoyen	Des preuves pour le changement :  APPRENTISSAGE Preuve de la contribution :  NOTE%20DE%20PLA IDOYER%20CVC%20C	-Jean Konaré Président du comité de gestion d'eau potable de Diékébougou Tel : 77 70 43 28 -Lamine Traoré 1er Adjoint au Maire de la commune de Ouolodo Tel : 79 26 95 53	La communauté du village de Diékébougou en particulier les femmes et les enfants auront un accès facile à l'eau potable avec la bonne gestion de l'eau par le comité redynamisé à travers le respect des normes d'accès à l'eau par la communauté.
32	En 2024, pour la première fois le comité de gestion scolaire de l'école de Dialla a pris l'initiative de réparer la pompe manuelle après la tenue d'une assemblée générale en mai 2023 provoquée par le comité de veille citoyen de Tioribougou soutenu par Right2Grow.	La réparation du point d'eau potable de l'école intervient après la restitution des résultats de l'évaluation des normes et standard wash de l'école à la communauté faite par le comité de veille citoyen. La pompe de l'école est tombée en panne depuis quelques mois et aucune action n'a été prise pour l'accès des élèves à l'eau. C'est ainsi que le comité de veille citoyen a provoqué une assemblée pour discuter sur la problématique.	-Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés en 2022 au profit 27 personnes dont 3 femmes, -Soutien financier pour la mise en œuvre des plans d'action du comité de veille citoyen, -Suivi et appui technique au comité de veille citoyen	Des preuves pour le changement : 	-Souleymane Danioko Directeur de l'école fondamentale de Diallan Tel : 74 92 88 23 -Amadou Diarra, Membre comité de veille citoyenne Diallan Tel : 71 28 16 76	Avec la réparation du point d'eau de l'école, les enfants et les écoliers accèdent facilement à l'eau potable.

		Ce changement cadre avec Output 5 portant sur la prestation de services EHA		Preuve de la contribution :  Rapport%20de%20suivi%20citoyen%20de		
33	Le 26 juin 2024 pour la 1 ^{ère} fois dans la commune de Bamafélé, un ressortissant du village de Kénieba-Bafing a pris l'initiative de payer la totalité de la taxe de développement de tout son village à la suite des activités de sensibilisation sur l'importance du paiement des taxes de développement organisée par le comité de veille citoyen soutenu par Right2Grow.	À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres auprès de la population, l'association de santé communautaire et le groupe de soutien aux activités de nutrition éprouvaient des difficultés de prise en charge des frais des démonstrations nutritionnelles dans le village. Ces explications données par le comité de veille citoyen a véritablement marqué un ressortissant du village de Kénieba-Bafing qui a pris la décision de payer la taxe de développement de tout le village. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique	-Mars 2023 : Renforcement des capacités des CVC en technique de plaidoyer pour 4 participants dont 2 Femmes -15 au 17 Mai 2023 : Outils de gouvernance (PDESC, Budget, Compte administratif et le marché public) ayant profité à 41 participants dont 17 femmes -15 juillet 2023 : Réunion tripartite CVC-GSAN- ASACO, au profit de 9 participants dont 3 femmes	Des preuves pour le changement :  Attestation d'honneur au village Preuve de la contribution :  RAPPORT ANALYSE BUDGETAIRE COMM	-Dioncoundan DEMEBELE président CVC Bamafélé 78 70 10 02 -Mr Issaka Sanogo SG mairie Bamafélé 78 9130 67	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que les couches vulnérables.
34	Pour la 1 ^{ère} fois à Ségala et Mahina, les CVC ont tissé un partenariat avec un nouveau projet (projet de renforcement de capacité de la société civile pour le leadership) depuis septembre 2024 grâce à la dynamique de veille citoyenne au niveau de la commune soutenu par Right2Grow.	Les mairies ont pris conscientes de l'utilité des actions déroulées par les comités de veille citoyenne dans les communes. Considérant que le projet Right2Grow s'achemine vers la fin, les mairies ont jugées utiles de chercher des partenariats pour les CVC en vue de pérenniser la veille citoyenne dans les communes. C'est ainsi que les mairies ont proposé lesdits CVC aux répertoires des OSC potentiels partenaires du projet et qui a conduit à leur sélection. Cela est lié au résultat intermédiaire	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17)	Preuves pour le changement ::  LISTE OSC 8OCB RETENUES.xlsx Preuve de la contribution :  TDR FORMATION CCAP.docx	-Modibo KONARE président CVC Ségala tel :76237162 - Mamady DANSOKO 1er adjoint maire Mahina Tel : 66927267	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que les couches vulnérables.

		D de la théorie de changement qui porte sur la légitimité des OSC à exprimer les préoccupations des populations.	-Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12)			
35	Pour la 1ère fois en janvier 2024, suivant les difficultés d'accès permanent aux soins de santé, le CVC de Marintoumania soutenu par Right2Grow a interpellé la mairie pour la construction d'un logement à hauteur de 5 000 000 FCFA (7622,45€) pour les agents de santé grâce à la participation du CVC à la commission paritaire.	Les matrones se logeaient dans la communauté loin du centre de santé à cause d'un manque d'habitat approprié. Cela posait d'énorme difficulté pour les matrones à s'occuper des malades dans la nuit à cause de la distance. Le CVC ayant pris connaissance, a interpellé la mairie à travers une note de plaidoyer pour la construction d'un logement dans l'enceinte du CSCOM pour l'amélioration de leur condition de vie. C'est ainsi que la mairie a inscrit cette activité dans le budget de la commune lors de la session de décembre 2023. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12)	Preuves pour le changement : Chantier logement Marintoumania  Preuve de la contribution :  TDR FORMATION CCAP.docx	- Oumar Coulibaly Maire de la commune de Marintoumania 76 07 09 26 /63 02 00 04	Les résultats de cette action profiteront principalement aux femmes enceintes et les enfants, ainsi que les hommes et les couches vulnérables
36	En mai 2024, pour la 1ère fois à Bamafélé, suivant le problème d'assainissement aux écoles, le comité de veille citoyenne (CVC) a adressé une note de plaidoyer à la mairie et obtenu la réhabilitation de six (6) latrines de l'école à la suite de l'atelier d'orientation sur l'approche groupe de soutien aux activités de nutrition soutenu par Right2Grow.	A la suite d'une activité d'orientation des acteurs de la société sur l'approche Groupe de soutien aux activités de nutrition, une certaine connexion a été créée entre les différentes organisations et a suscité une dynamique d'alliance. C'est ainsi que le comité de gestion scolaire et le CVC ont réalisé une visite de terrain au niveau des écoles concernant les aspects assainissement en vue de diagnostiquer les problèmes.	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition) au profit de 96 participants (H : 74 – F : 22) -15 au 17 Mai 2023: Renforcement de capacité des Elus/CVC sur les outils de gouvernance (Programme de développement de la commune, Budget, Compte administratif et le	Preuves pour le changement :  Preuve de la contribution :	Aly K Dembelé Président CVC Bamafélé 78 41 45 54	Ce résultat bénéficie aux enfants fille et garçon de la tranche d'âge 6 à 16ans de la localité.

		C'est sur la base de ces constats que le CVC a interpellé la mairie pour la réhabilitation des latrines de l'école de Bamafé. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire C qui porte sur la collaboration des OSC avec les autorités locales en matière de planification budgétaire.	marché public) au profit de 41 participants (H: 24 – F: 17) -Mars 2024 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12)	 TDR FORMATION CCAP.docx		
37	Une cinquantaine d'acteurs intervenant dans l'humanitaire, le développement et la paix ont convenu pour la première fois d'un draft de feuille de route pour l'opérationnalisation du triple Nexus au Mali lors de l'atelier d'échanges de haut niveau les 13 et 14 Novembre 2024 à Bamako.	Au regard de la situation du Mali et avec l'avancée du changement climatique, il est nécessaire que les acteurs intervenant dans l'humanitaire, le développement et la paix, conjuguent leurs efforts pour lutter contre la malnutrition, l'insécurité alimentaire mais aussi améliorer l'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour un développement durable. A travers l'opérationnalisation du triple Nexus, des solutions plus résilientes peuvent être développées pour faire face aux crises actuelles répondant ainsi au Résultat IV du programme.	A travers l'appui financier du programme R2G et le fonds du plan d'assistance 2024, le cadre d'échanges a pu se tenir les 13 et 14 Novembre 2024 à l'Escale Gourmande réunissant ainsi une cinquantaine d'acteurs dont les représentants de l'Etat, des ONG/OSC, des ONGI et des bailleurs de fonds (35 hommes en moyenne, 14 femmes en moyenne). Ce cadre d'échanges a permis : i) d'informer les acteurs sur les différents politiques et plans existants de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, ii) de partager l'expérience de certaines ONGI sur le concept et iii) d'élaborer un draft de feuille de route en vue de l'opérationnalisation du triple Nexus au Mali.	Des preuves pour le changement:  Rapport atelier triple Nexus_vf.docx Preuve de la contribution :  Outil SWOT_cadre d'échange sur le ne:  Draft Feuille de route revue plénière	Dr ROKIA COULIBALY, Chargée de Nutrition au CSA, Tel:78 62 43 25 M. DEMBELE Mamadou, Secrétaire Permanent CONACILSS, Tél : 75 18 08 53	Les hommes et les femmes sont impliqués dans le processus
38	En 2024, suite à l'action d'évaluation de la qualité des services Wash et nutrition du Centre de Santé Communautaire de Ouolodo et maternité du village de Sanadje par le comité de veille citoyenne avec le soutien de R2G, la mairie a redynamisé et rendre fonctionnel le groupe de soutien aux activités de nutrition (GSAN)du village de Sanadje (commune de Ouolodo).	Le GSAN manquait du matériel et il y avait une faible collaboration entre le centre de santé et la maternité en matière de dotation de médicaments essentiels et en équipement. C'est sur la base de ces constats que le comité de veille citoyenne a interpellé la mairie a facilité la collaboration entre les structures et rendre fonctionnel	-Mise en place du Comité de Veille Citoyenne en avril 2022, -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Des preuves pour le changement: Photo du matériel de dotation/document réception Preuve de la contribution : Rapport de l'évaluation de la qualité des services Wash et Nutrition	Cécile DIARRA Directrice Technique du Centre Tel : 76182410 Lamine TRAORE 1 ^{er} Adjoint au Maire de la commune de Ouolodo	Le renforcement des GSAN contribue au renforcement de la connaissance des jeunes filles, des

		le GSAN. Cela a permis au centre de santé d'appuyer la maternité en médicaments et équipements et à l'association de santé communautaire (ASACO) de doter le GSAN de Sanadje en matériels et intrants pour assurer la sensibilisation des communautés sur la nutrition. Ce résultat est lié à l'Output 1 portant sur la mobilisation des communautés autour d'une meilleure nutrition.			Tel :79269553	femmes, dans la communauté. Le renforcement de la collaboration entre le CSCOM et la maternité contribue au renforcement de l'accès des femmes enceintes et des mères allaitantes au service de soins maternelle
39	En mai 2024 pour la première fois à Ouolodo, pour donner suite au plaidoyer du comité de veille citoyen soutenu par R2G lors de la rencontre de plaidoyer, la mairie a réhabilité un centre multifonctionnel pour les groupements de femmes transformatrice des produits locaux.	La commune ne disposait pas de centre multifonctionnel pour les activités des femmes. De plus, il n'existait pas de cadre formel de collaboration entre les groupements des femmes et la mairie. Le comité de veille citoyenne conscient de ces difficultés, a interpellé la mairie pour trouver une solution. C'est ainsi que la mairie a procédé à la réhabilitation du centre multifonctionnel pour les femmes. Ce résultat est lié à l'Output 2 portant sur le développement de produits innovants.	-Identification et cartographies des groupements par R2G en 2021, -Formation des groupements sur les techniques de marketing, la vente et la transformation des produits locaux en Avril 2022 au profit de 33 personnes dont 23 femmes, -Soutien de R2G dans l'organisation de foire régionale en juin 2023 et mai 2024 au profit de 21 groupements ; -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes, -Soutien financier de R2G au plan d'action du Comité de veille citoyen -Tenue de la rencontre de plaidoyer en faveur des groupements de femmes le 18 avril 2024. Nombre de	Preuve de la contribution : Rapport d'activité du Comité de veille citoyen de Ouolodo  Rapport d'etape CVC Ouolodo 2024 R2G.docx Des preuves pour le changement: Photo du centre des femmes 	Kemesseri DIARRA Maire de la mairie de Ouolodo Tel ; 76921331 Bakary DIARRA Membre de Comité de Veille Citoyenne de Ouolodo Tel : 79 14 78 16	Ce changement favorise une meilleure accessibilité aux variétés de produits locaux pour l'amélioration de la nutrition des enfants,

			participants : 31 participants (14 hommes et 17 femmes).			
40	Grâce au soutien financier de Right2Grow, les deux réseaux des journalistes (nutrition et Wash) sont parvenus à partager les recommandations issues de l'enquête IPC 2022 du Mali à la communauté internationale et les bailleurs en mai 2024.	La réalisation des concours de journaliste a suscité l'intérêt de des journalistes autour des questions de nutrition et Wash. C'est dans cette dynamique que les deux réseaux de journaliste se sont appropriés des résultats de l'enquête IPC et diffusés les recommandations pour attirer l'attention des bailleurs de fonds. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire D.	-Atelier d'appui au champion SUN OSC en Septembre 2022, Juin 2022, Mars 2023 et Juin 2024 au profit de 114 personnes dont 36 femmes -Appui financier aux Plans des champions SUN OSC 2021, 2022, 2023 et 2024	Preuve de la contribution:  Termes%20de%20référence%20atelier%20 Des preuves pour le changement:  Rapport%20suivi%20des%20recommandat	Dr Yssouf TRAORE, Point Focal SUN-OSC Tel : 79 28 33 47 Tel : Fanta DIAKITE, Journaliste à la Radio Kledu de Bamako : Tel : 76 16 36 10	Les hommes et les femmes du Mali sont informés sur la situation IPC de 2022 du Mali.
41	En décembre 2024, 2 réseaux parlementaires (Nutrition et WASH) ont été créé au sein du Conseil National de la Transition du Mali grâce aux différentes rencontres tenues entre les membres du CNT et OMAES/SUN-OSC soutenu par R2G.	Après la constitutionnalisation du droit à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement en juillet 2023, OMAES et SUN-OSC ont poursuivi la lutte avec le soutien de R2G à travers la création de 2 réseaux parlementaires (Nutrition et Wash) pour faciliter l'amélioration de la nutrition et du Wash en faveur de la population du Mali. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire F.	-Atelier d'échange et d'engagement des membres du conseil national de la Transition en juin 2021 regroupant 14 personnes dont 7 femmes, -La rencontre de cadrage avec les membres du Comité National de la Transition et points focaux de l'administration du Conseil National de la Transition en Octobre 2024 regroupant 40xx personnes dont 7 femmes -La rencontre d'élaboration de proposition de reformulation en vue de la création d'un réseau unique : avec certains membres du CNT et les points focaux en Novembre 2024 regroupant 15 personnes dont 05 femmes -La rencontre d'élaboration de la proposition du draft de résolution de création et d'une note d'intention en Novembre 2024	Preuve de la contribution:  Fichier créé à l'atelier de cadrage des réseaux parlementaires Des preuves pour le changement:  Rapport Appui au parlementaire.pdf	Issouf Traore, Point Focal SUN-OSC Tel : 79 28 33 47 Ousmane KORNIO, membre du Comité National de la Transition Tel : 74-05-65-07	Les membres du Conseil National de la Transition (hommes, femmes), les membres de la société civile et SUN-OSC ont participé à la création de réseau parlementaire pour le bien-être de la population du Mali

			regroupant 22 personnes dont 10 femmes -La rencontre d'élaboration de la proposition du draft de note d'intention en Novembre 2024 regroupant 22 personnes dont 10 femmes -La rencontre de finalisation et validation par le comité restreint en Novembre 2024 regroupant 11 personnes dont 2 femmes			
42	Dans les communes de Koulikoro, Sirakorola, Meguetan, Nonsombougou, Tioribougou, Ouolodo (région de Koulikoro) pour la première fois en décembre 2024, la nutrition a été intégrée dans les Plans de Développement Economique, Social et Culturel de six communes grâce aux actions de plaidoyer des comités de veille citoyen avec le soutien de R2G.	Il y'avait pas de ligne nutrition dans les plans de développement économique, social et culturel des communes des communes concernées. Les comités de veilles citoyennes se sont mobilisés et adressés des notes de plaidoyer aux autorités communales pour la prise en compte de la nutrition dans les plans de développement révisés. Ce qui facilitera le soutien aux initiatives de nutrition et l'allocation de budget dans ces communes. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire E.	-Mise en place du Comite de Veille Citoyenne en avril 2022, -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit de 33 personnes dont 11 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Preuve de la contribution:  TDR_Cadre%20de%20Concertation%202020: Des preuves pour le changement:  R2G Cadre de concertation Meguetan 767 1-7678	Soumaila KAMATE, Secrétaire général de la mairie de Meguetan Tel : 76 42 92 45 Koke DIARRA, Secrétaire Administratif du Comité de Veille Citoyen de Meguetan : 70-14-74-37	Les femmes, les hommes et les enfants des six communes bénéficieront des services de Nutrition dans la commune.
43	En 2024 pour la première fois, à la suite d'une note de plaidoyer déposée par le comité de veille citoyenne avec le soutien de R2G auprès de la mairie de la commune urbaine de Koutiala, le village de Bogoro et seydoubougou ont bénéficié de l'aménagement de nouveaux points d'eau (ménages et animaux) et la réparation du point d'eau défectueux du village Walaso par la mairie.	Lors d'un diagnostic des difficultés dans la commune, le comité de veille citoyenne a constaté dans trois (3) villages des difficultés d'accès à l'eau. C'est ainsi que le CVC a formulé une note de plaidoyer et interpellé les autorités communales à trouver une solution pour ces problèmes. C'est ce qui a amené la mairie à procéder à la réhabilitation et l'aménagement de points dans les villages concernés. Ce résultat est au résultat	- Du 24 au 26 mars 2022 à Sikasso formation des membres des CSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition au profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes en situation de handicap, -17 avril 2023 Organisation à Sikasso d'un Cadre de concertation locale annuelle entre des acteurs du secteur privé et décideurs communaux dans le WASH, la Nutrition et la sécurité alimentaire : 16 participants de Koutiala dont 04	Preuve de la contribution: Note de plaidoyer des CVC de Koutiala  Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC% Rapport d'activite des CVC de Koutiala  Rapport%20de%20plaidoyer%20CVC%20c	Oumar Ze Coulibaly, Maire de Koutiala, Tel : 7608 79 69	Les installations d'eau profiteront à toute la population notamment les hommes, les femmes, et les enfants.

		intermédiaire B : Les communautés ont accès à des services nutritionnels et d'EHA abordables.	par commune au profit de 71 personnes dont 27 femmes. - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Des preuves pour le changement:		
44	En 2024, pour la première fois dans la commune de N'Golonianasso, le comité de veille citoyenne soutenu par R2G, a entamé une série de sensibilisation depuis 2024 auprès du personnel du centre de santé et les membres de l'association de santé communautaire ayant permis de collecter 1.140 kilogrammes de céréales pour soutenir les activités de démonstration nutritionnelle dans la commune de N'Golonianasso.	Les groupes de soutien aux activités de nutrition éprouvaient d'énorme difficulté dans la réalisation des séances de nutrition nutritionnelle au profit des enfants de la commune. Face à cette difficulté, le comité de veille citoyenne a pris l'initiative de mener des sensibilisations auprès de la communauté en vue de créer un stock de céréales mobilisé auprès de la communauté et facilitant la réalisation des démonstrations nutritionnelles. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire A portant sur la réalisation des petites actions.	-Du 24 au 26 mars 2022 à Sikasso formation des membres des CSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition au profit de profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes. -Du 12 au 14 septembre 2022, Organisation d'ateliers régionaux sur l'intégration du genre et le leadership féminin organisé à Sikasso dont 120participant de Koutiala. -Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2024	Preuve de la contribution: Note de plaidoyer des CVC de N'Golonianasso  Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC% Rapport d'activite des CVC de N'Golonianasso  RAPPORT%20D'ACTIVITE%20DE%20PLAID Des preuves pour le changement:	Seydou Boiré, Président du CVC Tel :75262214 ; Karim Coulibaly, chef de village de Gororso Tel : 78260392	Tous les chefs de ménage, les femmes ont tous contribué à réalisation de la collecte de céréale. Ces céréales seront utilisés pour soutenir les activités de démonstrations nutritionnelles au profit des femmes et enfants.
45	En 2024 à Zanfigué, le suivi actif de la note de plaidoyer adressée à la mairie en 2023 par le comité de veille citoyenne avec le soutien de R2G, a permis de réparer et de réaliser plusieurs bornes fontaines dans tous les 11 villages que compte la commune.	Le comité de veille citoyenne a procédé à un diagnostic des difficultés d'accès à l'eau dans la commune de Zanfigué. Ce constat a amené le CVC a adressé une note de plaidoyer à la mairie en 2023. Le suivi régulier auprès de la mairie a poussé les autorités à donner une suite à la demande en réhabilitant les bornes fontaines en panne et réaliser de nouvelles bornes fontaines. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire B portant sur	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes -Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022, 2023 et 2024.	Preuve de la contribution: Note de plaidoyer des CVC de Zanfigue  Note%20de%20plaidoyer%20du%20CVC% Rapport d'activite des CVC de Zanfigue  Rapport%20d'activite%20CVC%20de%20Z. Des preuves pour le changement:	Mamadou Sacko mairie de Zanfigué ; Tel : 69370886 ; Ibrahim ; Salia Touré membre du CVC ; Tel : 76594058	Les installations d'eau profiteront à toute la population notamment les hommes, les femmes, et les enfants.

		l'accès aux services nutrition et EHA abordables		 Preuves%20de%20changement%20suite%		
46	En 2024 à Diomaténé, grâce aux activités de sensibilisation réalisées par le comité de veille citoyenne avec le soutien R2G, le groupe de soutien aux activités de nutrition a pu mobiliser 700 kg de céréales (Samogosso : 200kg, M'Pegnoso : 250kg, Diomaténé : 150kg, Benogo Diassa : 100kg) auprès des chefs de ménages pour soutenir les activités de démonstrations nutritionnelles.	Les groupes de soutien aux activités de nutrition de la commune de Diomaténé rencontraient des difficultés à réaliser les activités de démonstration nutritionnelles à cause des difficultés d'accès aux intrants. Suivant ce constat, le comité de veille citoyenne a entamé une série de sensibilisation auprès des chefs de village pour les inviter à soutenir les GSAN. C'est ainsi que les villages par l'intermédiaire des chefs de village ont initié une activité de collecte de céréale et disponibiliser 700Kg pour ces activités. Ce résultat est lié au résultat intermédiaire A portant sur la réalisation de petites actions	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes ; -Renforcement des capacités du comité de veille citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de profit de 36 personnes dont 8 femmes et 04 personnes -Soutien technique et financière des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022 et 2023.	Preuve de la contribution:  Note_de_plaidoyer_VC-Diomaténé%20%	Yacouba Diamouténé Chef de village de Samogosso 75658739 Chaka Coulibaly Responsable de la jeunesse de de Samogosso 73157324	Tous les chefs de ménage, les femmes ont tous contribué à réalisation de la collecte de céréale. Ces céréales seront utilisées pour soutenir les activités de démonstrations nutritionnelles au profit des femmes et des enfants.
47	Pour la 1^{ère} fois dans le cercle de Kayes, les 9 associations/ groupements des femmes accompagnés participent du 10 au 15 Mai 2023 à la foire exposition vente des produits locaux à haute valeur nutritive	La consommation des produits locaux à haute valeur nutritionnelle à prix abordable est une bonne alternative de la prévention de la malnutrition. Ainsi, pour permettre à la communauté d'accéder à une variété d'aliments locaux que la participation à la foire par les groupements a été appuyée par le projet Right2Grow. Ce qui correspond à l'outcome intermédiaire B du grand résultat 1 : Les communautés ont accès à des services	-Right2Grow a facilité la participation des groupements de femme avec la mise à disposition de stand -Formation des groupements des femmes et jeunes sur la transformation des produits à hautes valeurs nutritives et les opportunités économiques, du 21 au 24 juin 2022 au profit de 24 femmes.	Des preuves pour le changement :  RAPPORT FOIRE ANNUELLE 2023 KAYI	Mme COULIBALY Cissé TOURE Présidente association Commune de Hawadembaya 67794798 Mme CAMARA Mariam SOUCKO Présidente association Commune de Bafoulabé 66673890	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants et les hommes.

		nutritionnels et d'EHA abordables				
48	Pour la 1 ^{ère} fois, les 8 comités de veille citoyenne de la région de Kayes ont adressé respectivement les 21 et 23 novembre 2023 à Kayes et Bafoulabé des notes de plaidoyer aux autorités locales lors des réunions du Comité local d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement (CLOCSAD).	Les comités de veille citoyenne ont collecté des données sur les évidences de la nutrition et Wash et se sont servis de ce cadre pour interpeller les autorités locales. Cette action correspond à l'Outcome 2 qui porte le plaidoyer et la recherche de la bonne gouvernance en matière de nutrition et d'EAH afin de prévenir la sous-nutrition.	17 Mars au 5 Avril 2023 : Ateliers communaux de formation des membres des comités de suivi citoyen en techniques de contrôle citoyen de l'action publique en EHA et nutrition) Participants : 96 (H : 74 – F : 22) 15 au 17 Mai 2023 : Renforcement de capacité des Elus/OSC sur les outils de gouvernance (Politique de Développement dues communes, Budget, Compte administratif et le marché public) Participants 41 (H : 24 – F : 17) Mars 2023 : Appui financier à la mise en œuvre du plan annuel des comités citoyens de suivi et plaidoyer budgétaire Participants 44 (H : 32 - F : 12) Avril 2023 : Appui technique des OSC sur l'élaboration des notes de plaidoyer	Des preuves pour le changement :  ATELIER CLOCSAD KAYES 2023.docx  ATELIER CLOCSAD BAFOLABE 2023.doc Preuve de la contribution :  TDR FORMATION CCAP.docx	Mr Adama SIDIBE Sous préfet central Kayes 76320825 Mr Mahamdou DIAKITE Sous préfet Mahina (cercle Bafoulabé) 76020396	Plusieurs couches de la population ont participé au processus à savoir les hommes, femmes, jeunes, personne en situation d'handicap.
49	En juin 2023, pour la première fois le gouvernement du Mali a inscrit dans sa constitution le droit à l'alimentation et l'eau, hygiène et assainissement (WASH) comme droit reconnu suite au plaidoyer de la société civile et soutien financier de Right2Grow en faveur de la nutrition et le Wash.	Le droit à l'alimentation étant cruciale pour le développement des enfants en particulier et celui de la nation en général. La société civile s'est engagée à faire reconnaître ce droit par la constitution. Cela correspond à l'Outcome 3 qui porte sur l'élaboration des lois sur la nutrition et l'eau hygiène assainissement.	- Le renforcement des capacités des OCB, OSC et médias sur les techniques plaidoyer/Lobbying a permis de développer leurs capacités d'influence, réalisé en 2022 -Ateliers de plaidoyer de Right2Grow auprès de 15membres du Conseil National de Transition, du Cabinet du Ministère de la refondation en juin 2022 -Appui financier à la Cellule de coordination de la nutrition pour la	Des preuves pour le changement :  Nouvelle constitution du Mali_2023.pdf Preuve de la contribution : ICI  01_08_2023_F-11-11_Atelier_CNT_26-06-23  F-11-11_Atelier de plaidoyer et lobbying	Honorable Kadidia Sangaré, Conseil National de Transition Tél : 66 75 51 24	Les enfants, les femmes et les personnes vulnérables sont en première ligne les bénéficiaires de la reconnaissance de droit et répond aux besoins spécifiques

			tenue du mécanisme de redevabilité en mai 2022 -L'appui financier du projet a rendu possible l'élaboration d'un argumentaire et la tenue des rencontres de plaidoyer et lobbying.			des plus vulnérables (femmes et les enfants)
50	Le comité assainissement eau pour tous (SWA) national du Mali est parvenu pour la première fois à mettre en place des comités SWA au niveau région grâce aux ateliers régionaux organisés en Décembre 2023 avec l'appui de Right2Grow.	La mise en place des comités SWA régionaux a permis aux acteurs à la base de s'approprier les engagements pris par le Mali dans le cadre de l'accès aux services EHA et cela permettra de stimuler la mobilisation citoyenne en faveur du WASH et Nut (Outcome 1)	L'appui financier apporté par Right2Grow au comité SWA national lui a permis de mettre en oeuvre son plan d'actions notamment la tenue des sessions de mise en place et d'orientation des comités SWA régionaux de Kayes et Koulikoro	Des preuves pour le changement :  Désignation Points Focaux SW/ Preuve de la contribution :  TDR _ATELIERS REGIONAUX MRM.do  Rapport mise en place et orientation cc	M. Sékou DIARA, Directeur Régional de l'Hydraulique de Koulikoro Tél: 76 02 31 56	Les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes en situation d'handicap ont été impliqués
51	Pour la 1 ^{ère} fois, le Gouvernement du Mali a accéléré le processus d'adoption de la nouvelle politique nationale de l'eau (intégrant les programmes Gestion intégrée des ressources en eau, Aménagement Hydraulique, Accès à l'Eau Potable, Gouvernance) à travers sa validation en août 2023 en réunion interministérielle grâce au lobbying réalisé entre octobre 2022 et juillet 2023 par le comité SWA national.	L'adoption de la nouvelle politique va accélérer l'atteinte de l'ODD6 (l'accès à l'eau potable pour tous d'ici l'horizon 2030) en réduisant les inégalités notamment la révision tarifaire de l'eau, l'augmentation du budget national alloué au secteur eau et assainissement. Cela correspond à l'Outcome 3 qui porte sur l'élaboration des lois sur la nutrition et l'eau hygiène assainissement.	L'appui financier de Right2Grow a permis au comité SWA national de faire le lobbying auprès du ministre en charge de l'eau et du secrétariat du gouvernement	Des preuves pour le changement :  PROJET_PNE-Mali_VF 2.pdf Preuve de la contribution :	Abdoulaye TANGARA Directeur National de L'Hydraulique Tél: 76 18 50 09	Plusieurs couches de la population ont participé au processus à savoir les hommes, femmes, jeunes, personne en situation d'handicap.

52	En avril 2023 à Marintoumania, pour la 1 ^{ère} fois à la suite d'un plaidoyer, le conseil communal autorise le comité de veille citoyenne à mener des sensibilisations sur le paiement des taxes de développement régional et local ayant permis l'augmentation de la mobilisation des ressources de 24%.	À la suite du constat de faible mobilisation des ressources propres (11% en 2022), le Comité de Veille Citoyenne (CVC) a adressé une correspondance au Maire pour leur implication dans l'information et la sensibilisation des communautés dans leurs droits et devoirs civiques, particulièrement dans les paiements des impôts et taxes en vue du développement de la commune. Cela correspond à l'Outcome 1 qui demande l'adoption de bonne pratique.	-17 Mars au 5 Avril 2023 : Technique de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en EHA et nutrition ayant profité à 96 personnes dont 22 femmes -15 au 17 Mai 2023 : Outils de gouvernance (PDESC, Budget, Compte administratif et le marché public) ayant profité à 41 participants dont 17 femmes -Analyse des budgets des 8 communes d'intervention de Right2Grow à Kayes.	Des preuves pour le changement :  LETTRE NOTE PLAIDOYER CVC MAR Preuve de la contribution :  ARRETE MARINTOUMANIA C'	Oumar coulibaly Maire Marintoumania :76070926	Les résultats de cette activité profiteront aux femmes, les enfants, les hommes ainsi que les couches vulnérables.
53	Pour la première fois en Mars 2023, le Conseil Communal de la mairie de Ouolodo a pris une délibération portant adoption et insertion du chapitre sécurité alimentaire dans leur Plan de Développement, Economique, Social et Culturel 2022-2026 suite à la tenue d'un cadre de concertation en décembre 2021 par Right2Grow,	Ce résultat cadre bien avec les objectifs du projet puisqu'il rentre dans le cadre de l'engagement des décideurs en prendre en compte de façons durable les problématiques wash et nutrition	-Renforcement des capacités des élus locaux sur la mobilisation des ressources en 2022 au profit 24 personnes dont 3 femmes, -L'appui de Right2Grow dans l'organisation d'un cadre de concertation en 2021	Des preuves pour le changement : Plan de Développement, Economique, Social et Culturel 2022-2026 Budget Primitif de Oulodo  Budget Communal Délibération  Région Culturelle admission Preuve de la contribution : Ajouter un TDR d'activité  TDRs%20cadre%20local%20annuel%20de9	Kermesse Diarra, Maire de la commune de Ouolodo Tel : 76 82 13 31 Youma Traoré, secrétaire générale de la mairie, Tel : 70 59 52 15	La promotion de la sécurité alimentaire assure une meilleure accessibilité des femmes, des jeunes et des enfants
54	En mars 2023, la mairie de Tioribougou a inséré pour la première fois l'approvisionnement des banques de céréale et la dotation des paysans	Il y avait le besoin de renforcement des connaissances des élus sur le changement climatique pour	-Appui technique à l'élaboration et au financement des plans Février et Mars 2023 ;	Des preuves pour le changement : La copie du PDSEC	Zoumana KANE Secrétaire général du conseil de la	Ce changement favorise une meilleure

	en Semences améliorés dans son PDSEC 2023-2027, tenant compte de leur engagement pris lors du cadre de concertation soutenu par Right2Grow en décembre 2021 et les recommandations lors des communications sur les changements climatiques en décembre 2022	favoriser la prise en compte du changement climatique dans les plans de développements locaux de la commune, à travers ce changement les décideurs locaux prennent davantage en charge du changement climatique dans leur programmation. Ce résultat relève de l'Outcome 1	-Renforcement des comités de veille citoyenne sur les outils d'évaluation simplifiés en 2022 au profit 27 personnes dont 3 femmes -L'élaboration des termes de références de l'atelier d'évaluation des plans 2023 et l'élaboration de nouveau plan d'action 2023 du 27 au 1er Mars 2022 à Kolokani -L'organisation de renforcement de capacité des élus locaux sur le changement climatique entre le 14 au 16 Septembre 2022 au profit 16 personnes dont 1 femmes -L'organisation de campagne sur le changement climatique en décembre 2022	 Preuve de la contribution : TDR d'activité  Termes%20de%20références%20de%20l'at  Bq%20de%20la%20mairie%20de%20Kolokani%20	mairie de Tioribougou Tel : 91 84 11 16 Bakary DIARRA Membre de la chambre d'agriculture de Tioribougou Tel : 77 37 30 09	accessibilité des paysans et paysannes aux semences adaptées au changement climatique.
55	Pour la première fois la mairie de Meguetan a pris une délibération portant sur la prise en charge à 100% de 15 agents de santé communautaires suite à l'évaluation de la qualité de service du Centre de santé communautaire en Avril 2023 par les membres du comité de veille citoyenne	Avec le départ d'un partenaire financier dans la commune de Meguetan, la prise en charge des Relais de Santé Communautaire fut arrêté ainsi que les activités de suivi de la nutrition, cela a créé un fossé dans la mise en œuvre des activités de la santé. C'est ainsi qu'à travers le plaidoyer du CVC que la mairie de Meguetan a pris l'engagement de faire la prise en charge intégrale ayant permis la reprise des activités. Ce résultat relève de l'Outcome 2	-Tenue d'un cadre de concertation entre OSC, élus locaux et services techniques en Décembre 2021 -Appui dans l'élaboration de plans d'engagement de la mairie en décembre 2021 -La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 33 personnes dont 11 femmes	Des preuves pour le changement :  Région de Meguetan sur la prise Preuve de la contribution : TDR d'activité  TDRs%20cadre%20lo cal%20annuel%20de?	Soumaila Kamate, Secrétaire General de commune rurale de Meguetan Tel : 76 42 92 45 Koke DIARRA, Membre du comite de Veille citoyen de Meguetan Tel : 70 14 74 37	Ce changement bénéficie particulièrement aux enfants, jeunes filles et femmes
56	A la suite d'un plaidoyer du comité de veille citoyenne, la mairie de Meguetan a réalisé l'extension d'une borne fontaine dans le jardin d'enfant de N'Gouni en septembre 2023 après la restitution des résultats de l'évaluation de la qualité des services	Les enfants quittaient le jardin pour aller chercher l'eau de boisson à la mairie de N'Gouni de l'eau en traversant la grande route. D'autres se rendaient dans la cour de l'école à la recherche d'eau. Après le	-Tenue d'un cadre de concertation entre OSC, élus locaux et services techniques en Décembre 2021 -Appui dans l'élaboration de plans d'engagement de la mairie en décembre 2021	Des preuves pour le changement : Photo de réalisation  Photos.jpg	Fadel TRAORE, President du Comite de veille citoyenne de Meguetan Tel : 79 21 71 65	Ce changement touche spécifiquement les enfants de moins de

	WASH au niveau du jardin d'enfant et de l'école fondamentale	passage du comité de veille citoyenne pour l'évaluation de la qualité des services WASH, le problème a été discuté avec le maire pour avoir une solution. C'est ainsi que la mairie a pris la décision de l'extension d'une borne fontaine dans le jardin d'enfant. Ce résultat relève de l'Outcome 1.	-La formation des élus locaux sur OSC en techniques de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) en Eau Hygiène Assainissement (EHA) et nutrition en avril 2022 au profit 65 personnes dont 19 femmes. -Tenue d'un cadre de concertation le 18 Mai 2023 au profit 32 personnes dont 8 femmes -L'évaluation de la qualité des service WASH en juin 2023 par le Comité de Veille Citoyenne (CVC)	 Photo 2.jpg Preuve de la contribution :  TDRs%20cadre%20lo cal%20annuel%20de% contribution : TDR d'activité  TDR_Cadre%20de%20Concertation%2020% 	Koe DIARRA, Membre du comité de Veille citoyenne de Meguetan et président du comité de gestion Scolaire de N'Gouni	Sans qui fréquentent cet établissement en matière d'accès aux services Wash
57	Pour la première fois en octobre 2022, la mairie de Sirakoro Meguetan a obtenu auprès d'un partenaire la création de deux cantines scolaires grâce aux compétences acquises dans le renforcement de capacité sur la mobilisation des fonds.	La nutrition des enfants en milieu scolaire facilite d'apprentissage. Conscient de cela, la mairie de Sirakorola s'est engagé et obtenue le soutien financier au près d'un partenaire pour la réalisation de deux cantines scolaires à l'école de Sirakoro Meguetana, ce qui cadre avec l'Outcome 1 de la théorie de changement	-Renforcement des capacités des élus locaux sur la mobilisation des ressources en 2022 au profit 30 personnes dont 7 femmes, -Soutien financier au réseau Champion SUN pour la promotion de la nutrition et Wash en 2021	Des preuves pour le changement : Liste de répartition des cantines scolaires  Liste des cantines scolaires Preuve de la contribution : TDR d'activité et rapport de formation  Termes%20de%20références%20de%20l'at  Rapport%20de%20formation%20OAMAS% 	Adama Paul DAMAGO, Champion SUN OSC Bamako Tel : 79 35 35 65	Les enfants filles et garçons bénéficient des cantines scolaires pour l'amélioration de leur alimentation dans les centres d'apprentissage scolaire.
58	C'est la première fois que le comité de veille citoyenne (CVC) a pu mobiliser la mairie de M'Pessoba à réaliser un mini Adduction d'Eau Sommaire (AES) dans le village de Zandièla, commune de M'Pessoba en septembre 2023 à travers le plaidoyer communautaire	Il y'a plusieurs années que ce village traverse la crise d'eau. Les populations parcourent 3 kilomètres à la recherche d'eau aux villages environnements. C'est suite à ce calvaire que le comite la population en collaboration avec le comité de	-Formation des membres du Comité de Veille Citoyenne sur les techniques de contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique au Comité de Veille Citoyenne dans l'élaboration	Des preuves pour le changement : Photos du chateau  OH_Photo_M'Pessoba-1.jpg 	Kalifa Coulibaly Maire de M'Pèssoba 75 21 40 27	L'ensemble de toutes les composantes de la population de Zandiela sont

		veille citoyenne ont introduite une note de plaidoyer au prêt du maire d'où le lever de conscience des communautés a réaliser des petites actions en lien avec le Sous-résultat de l'Outcome 1 du projet Right2Grow.	de plan d'action 2022 et 2023 et accompagnement,	 OH_Photo_M'Pessoba-2.jpg Preuve de la contribution : TDR d'activité et rapport  TdR%20_%20Ateliers%20communaux%20r  Rapport%20Ateliers%20communaux%20r	Chef de village Zandièla 63 15 7920	impliquées et bénéficiant des avantages du château d'eau notamment les enfants, les femmes.
59	En janvier 2023, les autorités communales de Sikasso ont ramassé pour la première fois les tas d'ordures des quartiers de Kaboila 1, Fama, Bougoula, dans la commune de Sikasso à la suite d'un plaidoyer mené par le comité de veille citoyenne sur l'hygiène assainissement.	La prise de décision d'assainir les quartiers de Sikasso, contribue à bonne amélioration de l'hygiène, l'assainissement et la nutrition des enfants en lien avec le WASH et la Nutrition. Ce changement correspond à l'Outcome 2	-En Mars 2022, le Comité de Veille Citoyenne (20 membres) ont été formé sur le contrôle citoyen de l'action publique au profit de 33 personnes dont 12 femmes - Financement et accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'action du comité de veille citoyenne	Des preuves pour le changement : Rapport d'activité  RAPPORT%20%2020D.odt Preuve de la contribution : Rapport d'activité de CVC ;  Note de synthèse CVC de Sikasso_Hygiène	Sekou BARRY, Chef de Service Local Assainissement de Sikasso 65 40 86 48 Daouda WATARA, agent de la mairie de Sikasso 75 25 45 77	Toute la population entière bénéficie des bien faits : Enfants, jeunes, femmes, hommes
60	En février 2023, pour la première fois le Comité de Veille Citoyenne de la commune de DIOMATENE a été invité à participer au processus d'élaboration de budget primitif du Programme de Développement économique, social et culturel de la commune 2023.	La participation des membres du Comité de Veille Citoyenne au processus d'élaboration du PDESC et budget primitif, a permis la prise en compte de la nutrition et le Wash dans le budget 2023 de la commune de Diomatene. Ce résultat correspond à l'Outcome 2.	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes ; -Soutien du Comité de Veille Citoyenne dans l'élaboration de plans d'action 2022 et 2023, -Soutien technique et financière des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022 et 2023.	Des preuves pour le changement :  PREFSC_Rapport de l'activité Preuve de la contribution : TDR d'activité  TDRs%20formation%20OSC%20média%20C	Kirignan DIARRA, Secrétaire général de la commune de Diomatene Tel : 65 56 73 97 Kariss KONATE, 1er Adjoint au maire de Diomatene, Tel : 74 99 24 93	Toute la population de la commune de Diomatene (femmes et hommes) les services techniques à travers leur représentant

						ts ont été impliqués dans le processus.
61	En janvier 2023, après plusieurs rencontres entre le Comité de Veille Citoyenne et le conseil communal de Koulikoro sur la prise en compte de la nutrition dans le PDESC et Budget en 2022, la mairie de Koulikoro a pris la décision d'ajouter un membre du Comité de Veille Citoyenne dans la commission de révision desdits documents	Suivant le constat de la faible prise en compte de la nutrition dans le PDESC, le CVC a entrepris plusieurs actions de plaidoyer afin d'insérer la nutrition durant le processus de révision. Ce résultat correspond à l'Outcome 1.	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le droit de la citoyenneté en mars 2022 au profit de 31 personnes dont 8 femmes ; - Soutien du Comité de Veille Citoyenne dans l'élaboration de plans d'action 2022 et 2023, - Soutien technique et financier des plans d'action de Comité de Veille Citoyenne en 2022 et 2023.	Des preuves pour le changement :  Decision Communal.pdf  Lettre circulaire commune de Koulikoro Preuve de la contribution : TDR d'activité  TDRs%20formation%20OSC%20média%20	Yousouf DOUMBIA Coordinateur des ONG, Koulikoro, 76 12 85 90 Aliou Moussa TAMBOURA, 3e Adjoint au Maire de Koulikoro 76 26 16 30	Les services techniques, les autorités politiques et administratives, les leaders religieux, les Organisations de la société civile, les leaders communautaires, ont tous été impliqués dans le processus.
62	Les membres du Comité de Veille Citoyenne de Koulikoro ont été invités officiellement pour la première fois à participer à la journée de consultation et intercommunautaire par la mairie de la commune urbaine de Koulikoro en Mai 2023	L'organisation de la journée intercommunautaire est l'organe d'échange au tour des problèmes multisectoriels y compris la nutrition, le WASH et la sécurité alimentaire. Cela est traité par l'Outcome 2	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur le contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier dans la mise en œuvre du plan d'action du Comité de Veille Citoyenne	Des preuves pour le changement :  Lettre circulaire commune de Koulikoro Preuve de la contribution TDR d'activité et rapport  TdR%20_%20Ateliers%20communaux%20  Rapport%20Ateliers%20communaux%20	Mamadou BARRY, 1er Adjoint au Préfet de Koulikoro 65 23 23 19 76 37 06 32	Les hommes, femmes, jeunes ont été tous impliqués dans le processus.

63	Dans les communes de Diomatené et Kignan, région de Sikasso, plusieurs femmes ont pu développer des Activités Génératrice de Revenu (Jardinage, élevage, petit commerce) grâce au système d'association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) pour la première fois en Février 2023	Pour assurer l'autonomisation financière des femmes, l'association villageoise d'épargne et de crédit a été initié avec les femmes pour pouvoir accéder crédits afin de développer leurs affaires économiques	-Appui à la mise en place 12 groupements Saving For Transformation (S4T/AVEC) pour un total de 300 membres, -Suivi et accompagnement des groupements Saving For Transformation (S4T/AVEC)	Des preuves pour le changement :  Photo_2_Pain.jpg  Photo_3_chevre.jpg Preuve de la contribution :  TDR%20Formation%20Agents%20Comm Ajouter un TDR d'activité	Le Maire de la commune de Zanfigué 76 15 22 76 Alou SANGARE conseiller au chef de village de Kignan: 74 02 81 22	Les femmes et les hommes ont été impliqués dans le processus. Les enfants bénéficient à travers les bénéfices générés des prêts AVEC
64	Pour la 1 ^{ère} fois en mars 2023, le comité de gestion de l'eau communautaire du village de Gouni, commune de Meguetan a pu mobiliser 1.750.000FCFA pour la réparation de la pompe de leur château d'eau communautaire en panne à la suite de la sensibilisation menée par le Comité de Veille Citoyenne sur la nécessité de réparation	Suite à la difficulté d'accès à l'eau potable, le comité de gestion d'eau a informé le comité de veille citoyenne de la nécessité de réparation de la pompe. Le comité de veille citoyenne a entrepris des actions de sensibilisation. Ce changement correspond à l'Outcome 1	-Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur les techniques de contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier du Comité de Veille Citoyenne dans la mise en œuvre de plan d'action 2023,	Des preuves pour le changement :  Photo_Reparation Pompe.jpg  Photo_OH_1_Reparation Pompe.jpg  Photo_OH_2_Reparation Pompe.jpg  Photo_OH_3_Reparation Pompe.jpg Preuve de la contribution TDR d'activité et rapport  TdR%20_%20Ateliers%20communaux%20	Fadel DIARRA, Président CVC de la commune de Meguetan 79 21 71 65 Koke DIARRA, Président du comité de gestion scolaire de Gouni: 52 14 67 93	Les hommes, femmes, jeunes ont été tous impliqués dans ce processus de cotisation de fonds pour la réparation de la pompe. Les enfants sont les premiers bénéficiaires

				 Rapport%20Ateliers %20communaux%20r		
65	Pour la première dans la commune de Meguetan, un producteur de charbon a décidé de ne plus couper les arbres et se convertir dans l'extraction de sable suite à la sensibilisation menée par le Comité de Veille Citoyenne en septembre 2023 sur le changement climatique.	La coupe d'arbre entraîne la sécheresse et la rareté de la pluie. Ce qui occasionne l'insécurité alimentaire. Ce changement correspond à l'Outcome 1	- Renforcement de capacité du Comité de Veille Citoyenne sur les techniques de contrôle citoyen de l'action publique en 2022 au profit de 33 personnes dont 12 femmes, -Soutien technique et financier dans la mise en œuvre de plan d'action	Des preuves pour le changement :  Exploitation sable_Photo_1.jpg  Exploitation sable_Photo_2.jpg Preuve de la contribution TDR d'activité et rapport  TdR%20_%20Ateliers %20communaux%20r  Rapport%20Ateliers %20communaux%20r	Koke DIARRA, Président du comité de gestion scolaire de Gouni: 52 14 67 93	Les hommes, femmes, les jeunes ont été impliqués dans le processus. Aussi, plus de 22 jeunes travaillent directement avec l'intéressé dans la production de sable
66	Pour la 1^{ère} fois dans la commune de Meguetan, le groupement de femme de transformation de produits locaux et l'association villageoise d'épargne et de crédit se sont mis ensemble pour créer une coopérative warrantage (achat stockage et vente de produits céréaliers).	Suite au développement des activités, les deux groupes ont jugés nécessaires de se regrouper et amplifier leur pouvoir économique. Ce résultat correspond à l'Outcome 1	- Renforcement des capacités de 4 groupements sur la vente, l'écoulement, la transformation de produits locaux a Koulikoro en 2021 et recycler en juin 2023 au profit de 39 personnes dont 27 femmes - Soutien technique et accompagnement des groupements à travers un suivi mensuel	Des preuves pour le changement :  Banque de cereal+1.jpg Preuve de la contribution : TDR d'activité et rapport	Fadel DIARRA, Président CVC de la commune de Meguetan 79 21 71 65	Plus de 52 membres (hommes, femmes, personnes handicapé physique et visuel) de la société coopérative

				 TDRs%20formation%20groupements%20d  Rapport_de_formatio n.docx		
67	En septembre 2022 à Marintoumania pour la 1ère fois les membres du CVC ont présenté une note de plaidoyer au conseil communal et obtenu du MAIRE le décaissement de la somme de 350.000FCFA soit 534 Euros en vue de prise en charge des enfants malnutris et pour l'évacuation des femmes et des enfants	Cette contribution de l'autorité locale est relative à la mise en œuvre de la contribution communale attendue dans le cadre du Régime d'Assistance Médicale (RAMED). L'accent est mis sur l'appui aux parents des enfants malnutris et des femmes enceintes. Le progrès est lié à l'Outcome 1	Renforcement de capacité de 21 personnes notamment les OSC et décideurs locaux (des élus, secrétaires généraux et le président du conseil de cercle) sur les opportunités de financements de la santé/nutrition en août 2022	Ordre de virement Mandant de décaissement au trésor public au profit de L'ASACO (association de santé communautaire gestionnaire du centre de santé communautaire de Marintoumania Photos		
68	Pour la première fois, les membres du comité de veille citoyenne (CVC) de Sirakorola (Région de Koulikoro) ont pu influencer le conseil communal pour la réparation du château et la réduction du prix unitaire de l'eau de la fontaine (de 500 FCFA à 300 FCF) grâce à l'accompagnement des CVC par Right2Grow en mars 2022	Les communautés sont conscientes de petites actions réalisables et les mettent en pratique	Redynamisation du CVC de Sirakorola en 2021, renforcement de capacité en stratégies de plaidoyer et suivi dans les domaines wash et la nutrition en 2022, orientation sur leur rôle, responsabilité, veille, action citoyenne et soutien en outils de suivi et rapportage en 2022 et enfin appui financier du plan d'action 2022 des 7 membres CVC. A la suite d'activités de suivi auprès des comités de gestion d'eau potable des autres communes environnantes, identification et analyse du problème du prix de l'eau dans la commune, identification des acteurs pour un cadre de dialogue et concertation pour plaider en faveur d'une diminution du prix de l'eau, les	Participation des membres CVC aux sessions de la mairie, au compte administratif, à l'élaboration du budget primitif		

			membres du CVC ont eu l'idée d'engager des dialogues et des stratégies de plaidoyer avec le comité de gestion d'eau de la zone et auprès des autorités locales pour la diminution du tarif unitaire de l'eau dans la commune de Sirakorola.			
69	Pour la 1ère fois au mois d'avril 2022, l'association Sababougnouma de Koutiala améliore ses emballages et vend plus les produits locaux transformés (couscous de mil à base feuille local, poudre de pomme de terre, poudre de gingembre et séché, jus de tamarin, jus de ronier, jus dats sauvage, jus de gingembre, bouillie séchée, poudre de maïs, poudre de baobab, etc.) grâce aux compétences acquises lors de la formation sur le marketing social, techniques de conservations et l'écoulement par Right 2 Grow réalisé en mars 2022 au profit de 85 femmes.	Le secteur privé développe des modèles commerciaux, des services et produits innovants. Les communautés ont accès à des services nutritionnels et EHA abordables.	Formation de ses membres sur production et l'écoulement des produits locaux, la commercialisation, marketing social les techniques de conservation et l'emballage (tomate, oignon, piment, gombo, gingembre etc.) grâce à Right2Grow en mars 2022 au profit de 16 femmes. Formation des femmes sur les opportunités économiques en matière de WASH et nutrition en mars 2022 au profit de 16 femmes Suivi et conseils à l'association sur la mise en œuvre des conseils prodigues	Nouvel emballage, Accroissement des ventes Bonne pratique des mesures d'hygiène lors de la transformation des produits		
70	En 2022, pour la 1ère fois, les maires ont débloqué 50,000 FCFA (686 Euros) pour la prise en charge de la malnutrition à Marintoumania et quatre (04) bornes fontaines réparés dans la commune de Danderesso (villages de Zantiguila et Finkolo zanso, commune de Danderesso) à la suite des actions de plaidoyer des CVC dans lesdites communes.	Les OC et les OSC élargissent leur champ d'action pour inclure les intérêts des plus vulnérables auprès des décideurs pour le changement.	Renforcement de capacité de 21 personnes notamment les OSC et décideurs locaux (des élus, secrétaires généraux et le président du conseil de cercle) sur les opportunités de financements de la santé/nutrition en août 2022 Participation des membres CVC aux différentes sessions réalisées en 2022 des mairies, Consultation des CVC lors de la prise de décision communal, Participation au processus de budgétisation	Ordre de virement Mandat, photos		

71	Pour la 1ère fois, le 9 décembre 2022, à la suite d'intense actions de plaidoyer, les droits à l'accès à l'eau et l'alimentation ont été reconnus dans le projet de nouvelle constitution du Mali grâce aux acquis de la rencontre de haut niveau avec les membres du Conseil National Transition	Les OC et les OSC/ONG élargissent leur champ d'action pour inclure les intérêts des plus vulnérables, (sous résultat 4 de l'Outcome 2 de Right2Grow)	Renforcement des capacités des OC et OSC/ONG sur le plaidoyer/Lobbying séances de plaidoyer en présence d'Universitaires auprès des Parlementaires L'appui des acteurs WASH avec des outils de plaidoyer a permis d'amener les membres du CNT à œuvrer pour intégrer dans la constitutionle droit d'accès à l'eau et l'assainissement via des recommandations à l'endroit de la commission chargée de la nouvelle constitution du Mali. Ateliers R2G de plaidoyer auprès des parlementaires sur la nutrition et le WASH les 27 et 28 septembre 2022 Impression et remise officielle aux parlementaires du Guide de SWA dédié aux parlementaires du Monde du CNT Rencontres de plaidoyer avec la commission d'élaboration de la nouvelle constitution Adoption de l'avant-projet de Constitution de la République du Mali en octobre 2022 qui prend en compte l'alimentation (article 10) et l'assainissement (Article 22)	PV et Photos des rencontres de plaidoyer, guide SWA à l'endroit des parlementaires https://drive.google.com/file/d/17welqkj-hHCazKcuUM3IH-nWlJjim2J7/view?usp=drive_web		
72	En juillet 2022, pour la première fois, l'association Dioula ton de Bafoulabé a formé 3 OCB locales sur la transformation des produits locaux à valeur nutritive et a réalisée une recette de 275.000FCFA Bouillie enrichie 500 sachets de 500 Gramme (recettes 75 000FCFA) Djouka pré- cuits : 300 sachets de 1 kg (recettes	L'un des défis liés à la prévention de la malnutrition est l'absence de connaissance sur les aliments à forte valeur nutritive et la faible capacité de transformation des produits avant leur rareté sur le marché.	En juillet 2022, l'organisation Dioula ton a formé 3 OCB locales à la transformation de produits locaux, tels que « Laro » (bouillie enrichie à base de petit mil écrasé poisson fumé + feuille verte), et pour la première fois dans la commune de Bafoulabe, cercle de Bafoulabé, région de Kayes. En rappel, les femmes	Rapport atelier RAPPORT TRANSFORMATION PRODUITS LOCAUX.docx Photo de formation RAPPORT TRANSFORMATION PRODUITS LOCAUX Remise d'équipements aux groupements des femmes, prise		

	200 000 FCFA) disponible localement pendant toute l'année.		ont eu du matériel mis à disposition par Right2grow en 2021. La formation a été animée par une personne ressource du 20 au 24 juin 2022 et par l'équipe projet Right2Grow composé de STOP SAHEL et Action contre la Faim-Espagne au Mali et Elle a couvert au travers de plusieurs modules (8 au total). L'impact de cette activité contribue de manière directe au résultat 2	en charge des frais de formation des groupements des femmes en transformation des produits locaux, suivi et appui conseil. Protos des produits transformés		
73	Dans le village de Nabadougou, 25 femmes ont pu prospérer leur business (augmentation de la vente des produits locaux, la culture céréalière) grâce au Groupe d'Epargne mis en place pour la première fois dans cette communauté grâce au soutien technique et financier de R2G	Les communautés sont conscientes des petites actions réalisables et les mettent en pratiques, qui sont dans le sous-résultat de l'Out come 1 du projet Right to Grow.	Formation des agents communautaires sur les techniques de suivi du groupe d'épargne et de crédit, organisée en 2021 au profit de 4 agents Formation et équipement en matériel S4T du groupe en 2022, suivi et appui technique rapproché de l'équipe programme	Rapport hebdomadaire des réunions,	Nana Coulibaly enseignante a Nabadougou: 73-06-31-80	
74	Pour la première fois dans le village de Sirakorola, l'adduction d'eau sommaire a été réparé à la suite d'une interpellation du maire de la commune de Sirakorola par le comité de veille citoyenne lors du cadre d'échange avec la mairie en mai 2022 et initiée par le CVC.	Les OC, les OC, les médias collaborent efficacement avec les décideurs locaux et participent aux activités de programmation et planification, suivent, analysent et rendent compte des affectations et des dépenses ainsi que les stratégies sur le WASH, qui sont dans le sous résultat de l'Outcome 2 du projet Right2Grow	La Formation des membres de comité CVC et OCB sur la veille citoyenne organisée en 2021 au profit de 24 membres L'appui des CVC avec des outils de plaidoyer et de contrôle simplifiés	Liste de présence de la formation du CVC sur la veille citoyenne, le genre et leadership féminin PV du cadre d'échange tenue courant mai 2022 ; Photo de la rencontre tenue	Maire de Sirakorola (Souleymane Coulibaly, Tel: 76 23 32 91) Président du comité de gestion de l'hydraulique de Sirakorola (Yacouba Traoré, Tel: 74 61 13 57)	
75	En novembre 2022, c'est la première fois que les membres de comité de veille citoyenne de Diomatene (Sikasso) a participé à la définition du budget primitif en vu de l'élaboration du budget annuel 2023.	Les OC, les OSC et les Médias ont des compétences techniques nécessaires pour suivre, analyser et rendre compte des affectations et des dépenses ainsi que des politiques et stratégies sur le WASH, la nutrition et la sécurité alimentaire, qui sont dans le sous-résultat de l'Out	Formation des CVC sur le droit de la citoyenneté, en mars 2022 au profit de 2 membres ; Formation des membre CVC sur le suivi budgétaire en juin 2022 au profit de 24 membres a facilité la compréhension et leur intégration aux activités de la mairie.	Liste présence de participation aux session ordinaires de la mairie de Diomaténé ; procès-verbaux des sessions ; budget, Photos	Karignan Diarra secrétaire général de la mairie de Diomaténé, tel : 76-67-05-22.	

		come 2 du projet Right 2Grow.				
76	Le comité CVC de Kignan dans la région de Sikasso est parvenu pour la première fois à influencer le conseil communal pour l'insertion d'une ligne budgétaire lors de la planification annuelle budgétaire de 2023 en juin 2022 grâce aux compétences acquises sur le contrôle citoyen.	Les organisations communautaires (OC), les OSC et les médias collaborent régulièrement avec les autorités locales en matière de programmation et de planification financière, qui est dans l'Out come intermédiaire C	-La Formation des CVC sur le contrôle citoyen en 2021 au profit de 24 membres, organisée par Right2Grow -L'appui du comité CVC avec des outils d'analyse budgétaire simplifiés en 2022, -Appui financier de Right2Grow pour l'exécution du plan d'action 2022	- Rapport de l'analyse budgétaire ; - Liste présence de participation à la session de la planification budgétaire de la mairie de Kignan en juin 2022.	Témoignage : Karim Togora 1er Adjoint au maire de Kignan : 75-15-04-97 ; Moumouni Koné : Secrétaire général de la mairie de Kignan : 75-11-57-61.	
77	Le réseau des journalistes WASH a pour la première fois, publié plusieurs articles de presse sur la WASH en lien avec la nutrition à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des toilettes, tenue le 19 novembre 2022, grâce à l'appui technique et financier de Right2Grow.	Les OC, les OSC et les Médias suivent, analysent et rendent compte des affectations et des dépenses ainsi que les stratégies sur le WASH, qui sont dans le sous résultat de l'Outcome 2 du projet Right2Grow	Le concours de journaliste du Prix des meilleures productions médiatiques sur l'Eau/Assainissement/Hygiène (EAH) et la Nutrition organisé d'août à septembre 2022 par Right2Grow L'appui technique et financier a permis aux journalistes WASH de réaliser des visites terrain pour collecter des données, faire des reportages et publications	PV et Photos des rencontres -Lien des publications https://drive.google.com/drive/folders/10AcLrgNXGSXT2-qTw4wWJw7Y_ZFspTDQ?usp=sharing	KONATE Youba Président du RJEP Tél : 76 44 63 14	
78	Lors de la célébration de la journée mondiale de GHM le 28 Mai 2022 à Bamako, les élèves au niveau fondamental (Collège Mamadou SARR, École fondamentale de djicoroni, École fondamentale de Faladié Sokoro) ont pu interpeller pour la 1ère fois les autorités communales et les comités de gestion sur leur condition sanitaire	Les communautés ont accès à des services nutritionnels et d'EHA abordables	La session de causerie débat sur la GHM organisée du 18 au 28 mai 2022 et participé par 90 jeunes filles, 45 jeunes garçons et 15 adultes, a permis de développer les compétences des élèves à interpeller les autorités communales sur leur condition sanitaire	Mini documentaire/ Recommandations des élèves	Directeur École fondamentale de Djicoroni/ Directeur Lycée Mamadou SARR/ Directeur Faladié Sokoro Samba Bagayoko 76 44 81 51	
79	Pour la 1ère fois les CVC ont démarché les chefs de villages ou maires village de Marilla, Koulhoun, Bafoulabé pour l'acquisition d'une parcelle de 0,5 ha en septembre 2022 pour le reboisement des plants nutritives (baobab, moringa ; jambuana tamatin ect)	Les OC et les OSC élargissent leur champ d'action pour inclure les intérêts des plus vulnérables auprès des décideurs pour le changement.	Sensibilisation des communautés sur la promotion et l'utilisation des produits locaux	PHOTOS		

80	A la suite de plusieurs actions de plaidoyer, pour la première fois que le Comité de Veille Citoyenne a participé à la prise de décision de la commune en participant en novembre 2022 à la formulation du budget communal 2023 de Danderesso (Cercle de Sikasso).	Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent les bonnes pratiques en matière de nutrition et de WASH, en s'attaquant aux obstacles conjointement avec les partenaires du secteur privé	Renforcement des capacités des CVC de Right2Grow sur les thématiques suivantes : le contrôle citoyen de l'action publique, analyse suivi et plaidoyer budgétaire, espace d'interface, CCOCSAD. Ces compétences acquises ont permis aux CVC de mener des actions de plaidoyer auprès des collectivités locales Financement des activités de renforcement	Lettre d'invitation, liste de présence, Compte rendu de la session, Rapport d'activités de Dandéresso.		
81	Grace aux actions de plaidoyer faites en 2022 par le Comité de veille citoyenne, le conseil communal de Sirakorola a pris la décision d'intégrer les membres CVC dans la commission d'élaboration du budget communal 2023.	Les élus locaux collaborent et consultent les OSC, les communautés et investissent dans l'amélioration de la qualité des services WASH et nutrition	La formation des élus locaux sur les stratégies de mobilisation des ressources et les financements de WASH et nutrition, organisée en 2021 au profit de 16 élus Mise en place et formation des membres CVC sur leur rôle et responsabilité, organisée en 2021 au profit de 24 personnes Orientation des CVC dans l'élaboration de plan d'action	Liste de présence de la session de janvier 2022, Lettre d'invitation du CVC à l'élaboration du budget primitif tenue en octobre 2022	Maire de Sirakorola (Souleymane Coulibaly, Tel: 76 23 32 91) Le chef de village de Koyo; Président du comité de gestion de l'hydraulique de Sirakorola (Yacouba Traoré, Tel: 74 61 13 57)	
82	C'est la toute première fois qu'à la suite d'une rencontre d'échange avec le Maire de Tienfala par les membres de CVC qu'un forage a été réalisé au Centre de santé communautaire de Tienfala en 2022	Les communautés formulent des demandes d'amélioration de la qualité des services sociaux de base WASH et nutrition, veille et rendent compte,	La formation des élus locaux sur les stratégies de mobilisation des ressources et les financements de WASH et nutrition, organisée en 2021 au profit de 16 élus Mise en place et formation des membres CVC sur leur rôle et responsabilité, organisée en 2021 au profit de 24 personnes Orientation des CVC dans l'élaboration de plan d'action	Photo, vidéos, Procès verbal de rencontre	Le maire de la commune de Sirakoroba,	
83	En Mai 2022, l'accès aux crédits S4T est facilité pour la première fois à 3 femmes, membres du groupement d'épargne et de crédits d'investir dans les petites activités commerciales (transformation des produits locaux à haute valeur nutritive, vente de	L'accès aux crédits permet aux Femmes vulnérables de Tienfala de développer les AGR, la solidarité entre elles et de contribuer à l'amélioration de la qualité nutritionnelle des enfants au niveau des ménages, qui	Formation des agents communautaires sur les techniques de suivi du groupe d'épargne et de crédit, organisée en 2021 au profit de 4 agents Formation et équipement en matériel S4T du groupe en 2022,	La photo du jardin potager aménagé par les bénéficiaires, Evidence d'un Bénéfice Net de 15 000 FCFA après l'achat, la commercialisation et la transformation de l'arachide en	Témoignage d'un chef de ménages, Mami Coulibaly, Tel: 79 50 53 52 Monsieur Sissoko, Conseiller à la	

	pastèque et d'habits) dont les bénéficiaires ont permis de contribuer à l'achat des fournitures scolaires et aliments thérapeutiques pour leur enfant.	sont dans les sous résultats du résultat 1 de Right2Grow	suivi et appui technique rapproché de l'équipe programme L'appui en matériels de gestion (livrets, registre, caisse, écritoire, tampon etc.) des femmes membres du S4T à renforcer la capacité opérationnelle des membres sur les stratégies de gestion de fonds	patte suite à l'argent prêter de la caisse S4T	mairie, Tel: 76 18 40 40	
84	En Octobre 2022 l'accès facile au premier prêt du groupe d'épargne et de crédit (S4T) a permis aux 02 femmes membres S4T de Nossombougou d'acheter des intrants et semence améliorés pour leur jardin et d'en faire chacune un bénéfice et prendre (12.000FCFA) en charge les besoins nutritionnel et scolaire de leurs enfants	L'accès facile aux crédits par les Femmes à travers S4T de Nossombougou permet de développer les AGR pour prendre en charge certain besoins nutritionnels de leurs enfants dans les ménages en fin de contribuer à l'atteinte du R1	Formation des agents communautaires sur les techniques de suivi du groupe d'épargne et de crédit, organisée en 2021 au profit de 4 agents Le groupe d'épargne et de crédit a été doté des matériels S4T par le projet, les membres S4T ont été formé Suivi sur le processus S4T dans leurs communautés par l'agent (la tenue des réunions, l'utilisation des livrets, Caisse et d'autres matériels	La photo du jardin aménagé, témoignages des 02 membres S4T:	SOYIBA DIARRA Tel: 79 07 36 57 Chef de ménage à Diarrabougou	

Titre du résultat : Décrivez en 1 ou 2 phrases qui a changé, quoi, où et quand. Soyez aussi précis que possible. Incluez des informations sur le ou les acteurs qui ont agi différemment, sur ce qu'ils ont fait différemment, sur la date/période à laquelle le changement a eu lieu et sur le lieu géographique où le changement s'est produit. Le lecteur doit comprendre que la situation avant et après le changement est différente. Pensez aux changements positifs et négatifs, attendus et inattendus. Ne récoltez PAS de résultats concernant des changements survenus dans votre propre organisation. En bref, le comportement doit être différent de celui d'avant ou différent de celui attendu. La poursuite d'un comportement existant n'est pas un résultat.

Pertinence du résultat : En 1 ou 2 phrases, décrivez pourquoi le résultat représente un progrès dans la réalisation de la théorie du changement de Right2Grow.

Contribution du R2G au résultat Décrivez en quelques phrases le rôle du projet dans l'influence du résultat. Spécifiez ou énumérez les activités, processus, produits de connaissance et/ou services du projet qui, selon vous, ont influencé le résultat (indiquez les dates, les lieux, les acteurs). Comment le projet a-t-il inspiré, soutenu, facilité, exercé des pressions ou contribué d'une autre manière au changement de l'acteur ?

Preuve du changement et de la contribution : Téléchargez la documentation montrant que le changement s'est produit, ainsi que les preuves montrant notre contribution (directe ou indirecte) à Right2Grow.

Valideurs externes : si vous les connaissez, ajoutez deux noms et les coordonnées de personnes indépendantes de R2G qui peuvent confirmer que le changement et notre contribution ont réellement eu lieu. Il peut s'agir de l'acteur social qui a changé ou d'un tiers. Certains peuvent être contactés par Right2Grow pour la validation (par exemple pour les résultats clés).

Genre/inclusion : Décrivez si les femmes/hommes et/ou les jeunes sont impliqués ou affectés (ou pourraient être affectés) par le résultat en termes de : besoins, position,

Annexe 5 : Histoires d'impact

Annexe 6 : Rapport consolidé ACF et World vision avec les partenaires.

Mamou : de femme au foyer à entrepreneure, améliorant la nutrition de sa communauté



L'économie du Mali repose principalement sur le secteur primaire, qui englobe l'agriculture, l'élevage, la pêche ainsi que la gestion des ressources forestières et hydriques. Ce secteur est stratégique en raison du potentiel considérable du pays et de ses avantages comparatifs par rapport aux autres nations de la région.

Cependant, malgré cette richesse, la malnutrition demeure une préoccupation majeure dans les régions de Kayes et de Bafoulabé, affectant particulièrement les enfants de moins de cinq ans et les femmes. Ces zones disposent pourtant d'un fort potentiel agricole et maraîcher qui pourrait être mobilisé pour améliorer la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables.

Renforcer les compétences locales

Dans le cadre du partenariat Right2Grow, soutenu par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, 24 femmes issues de groupements de huit communes des régions de Kayes et Bafoulabé ont été formées aux techniques de transformation et de conservation des aliments, ainsi qu'aux technologies de promotion de la nutrition. La formation, organisée par Action contre la Faim en collaboration avec Stop Sahel, a permis aux participantes d'acquérir des compétences clés, notamment :

- La promotion et la consommation de produits locaux sains, nutritifs et variés ;
- La gestion d'une unité de transformation agroalimentaire ;
- Les normes d'hygiène dans la transformation ;
- Le rôle des femmes dans l'amélioration de la santé et du bien-être familial.

De la formation à l'action

Parmi elles, Madame Mamou Soucko, 52 ans, membre d'un groupement agricole féminin de Bafoulabé, a décidé de passer à l'action après une session de formation : « Il y a quelques mois, nous avons commencé à nettoyer quotidiennement les centres de santé communautaires de Bafoulabé. L'état de santé des patients, surtout des enfants, nous a beaucoup touchés. À la fin de notre formation, j'ai mobilisé les femmes de mon groupe pour préparer des bouillies enrichies et les vendre au centre de santé. Chaque jour, nous vendons la bouillie à 1 000 francs CFA le sachet. »



Auparavant, les patients n'avaient droit qu'à un bol de thé par jour. Aujourd'hui, hommes et femmes achètent de la bouillie pour eux et leurs enfants. Ce changement améliore leur santé et leur confort.

-Mamou

Améliorer la nutrition

Grâce à des démonstrations nutritionnelles organisées avec les groupes de soutien et les responsables nutrition des CSCOM et du centre de santé de référence, Mamou a contribué à améliorer les connaissances de sa communauté sur les bouillies enrichies et à faciliter leur accès, en ciblant particulièrement les femmes et les enfants de moins de cinq ans.

Elle forme également de nouveaux groupes aux techniques de transformation des produits locaux, une approche qui permet non seulement de prolonger la conservation des aliments, mais aussi de faire face à la période de soudure et de renforcer la sécurité nutritionnelle.

Un impact durable

Cette expérience illustre la puissance de la mobilisation communautaire et la valorisation des produits locaux dans la lutte contre la malnutrition, tout en contribuant à l'autonomisation économique des femmes.

BUDGET MONITORING, EVALUATION AND TRACKING

Mobiliser l'argent et plaider citoyen pour la nutrition et la continuité des soins maternels et infantiles afin de sauver des vies



Lorsque le projet Right2Grow a démarré à Marintoumania, la mobilisation des ressources propres de la commune ne dépassait pas 11%. Les autorités locales manquaient de moyens pour investir dans des réponses concrètes à la malnutrition, malgré des besoins évidents au niveau du CSCOM et des villages environnants. Avec Stop Sahel et nos partenaires, nous avons accompagné la mise en place et le renforcement du Comité de Veille Citoyenne (CVC) sur la Stratégie BMET, afin de doter la commune d'un véritable outil de gouvernance citoyenne.

Engagement citoyen

Le CVC a réalisé un diagnostic participatif sur le niveau de mobilisation des ressources, puis a adressé une note de plaidoyer au maire pour encourager l'information et la sensibilisation des communautés sur le paiement des Taxes de Développement Régional et Local. Le conseil communal a officiellement autorisé le CVC à mener ces actions. S'en est suivie une vaste campagne impliquant élus, chefs de village, leaders religieux, associations de femmes et de jeunes. Cette démarche a porté ses fruits : le taux de mobilisation des ressources propres a augmenté de 81%, permettant d'inscrire une ligne budgétaire de 150 000 FCFA dédiée aux démonstrations nutritionnelles au profit des femmes et des enfants de moins de cinq ans.

Ce résultat montre que lorsque les citoyens sont informés, associés et écoutés, ils acceptent plus volontiers de contribuer financièrement au développement de leur commune. Pour nous, STOP SAHEL, Marintoumania est aujourd'hui un exemple de bonne gouvernance locale au service de la nutrition.



Cette expérience m'a convaincu qu'une meilleure gouvernance fiscale locale, combinée à l'engagement citoyen, peut produire des résultats concrets contre la malnutrition et améliorer durablement l'accès aux soins dans notre commune.

M. Oumar COULIBALY, Maire de la commune de Marintoumania

Résultats concrets

M. Oumar COULIBALY, Maire de la commune de Marintoumania « En tant que maire du conseil communal de Marintoumania, nous avons longtemps été confronté à une réalité difficile : nos recettes locales ne nous permettaient pas de répondre aux besoins prioritaires, en particulier ceux liés à la santé et à la nutrition. La contribution des citoyens au paiement des taxes de développement local était faible, et notre commune vivait une crise de trésorerie quasi permanente.

L'interpellation du CVC, appuyé par Right2Grow à travers STOP SAHEL et Groupe de Suivi Budgétaire (GSB), a marqué un tournant. Grâce à leur plaidoyer et à la campagne de sensibilisation, la mobilisation des ressources propres a fortement augmenté. Nous avons pu inscrire dans notre budget une ligne dédiée aux activités de nutrition communautaire (150 000 FCFA) et financer la construction d'un logement pour les agents de santé au CSCOM, pour un montant de 5 000 000 FCFA (environ 7622,5 €), complété par la contribution de la diaspora pour un bloc supplémentaire.

Aujourd'hui, les agents de santé peuvent résider à proximité du centre, assurant une présence continue, notamment pour les femmes enceintes et les enfants.